

30/04/2026

# Dossier de spécifications externes de la facturation électronique

Document général

## Historique

DATE	DIFFUSION	SUIVI DES MODIFICATIONS
18/12/2024	Publication v3.0	
30/10/2025	Publication v3.1	<p>Modification des chapitres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Objectifs du document (1.1)</li><li>• Contenu du document (1.2)</li><li>• Rappel de l'existant en matière de dématérialisation des factures Le contexte et les objectifs de la réforme de dématérialisation des factures (2.2)</li><li>• L'obligation de facturation électronique (e-invoicing) et de transmission des données de facture (2.3.1)</li><li>• L'obligation de transmission de données de transaction et de paiement (e-reporting) (2.3.2)</li><li>• La typologie des acteurs (2.3.4)</li><li>• La mise en conformité progressive des assujettis à la TVA (2.3.5)</li><li>• Le circuit de transmission des factures entre assujettis (B2B) (2.3.6)</li><li>• Le circuit de transmission des factures B2G (2.3.7)</li><li>• Le rôle des plateformes agréées (PA) (2.3.8)</li><li>• L'immatriculation des plateformes agréées (PA) (2.3.9)</li><li>• L'interopérabilité des acteurs de la réforme (2.3.10)</li><li>• La cartographie des flux échangés (3.2)</li><li>• Les principes directeurs (3.3.1)</li><li>• Le raccordement en EDI (3.3.2)</li><li>• Le raccordement en API (3.3.3)</li><li>• La création d'un raccordement (3.3.4)</li><li>• La modification d'un raccordement (3.3.5)</li><li>• Le cycle de vie d'un flux (3.4.4)</li><li>• Le nommage des flux (3.4.6)</li><li>• Les principes directeurs (3.5.1)</li><li>• La cartographie des flux (3.5.2)</li><li>• L'initialisation de l'annuaire (3.5.3)</li><li>• La consultation de l'annuaire (3.5.4)</li><li>• L'actualisation de l'annuaire (3.5.5)</li><li>• La cartographie des flux (3.6.2)</li><li>• Les données réglementaires d'une facture (3.6.3)</li><li>• Les statuts obligatoires d'une facture (3.6.4)</li></ul>

DATE	DIFFUSION	SUIVI DES MODIFICATIONS
		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les contrôles fonctionnels des données réglementaires et des statuts obligatoires (3.6.6)</li> <li>• Le cycle de vie des objets métiers du type données réglementaires et statuts obligatoires (3.6.7)</li> <li>• Les motifs de rejet des objets métiers du type données réglementaires (3.6.8)</li> <li>• Les motifs de rejet des objets métiers du type statuts obligatoires (3.6.9)</li> <li>• La bulle e-reporting (3.7)</li> <li>• Les principes directeurs (3.7.1)</li> <li>• La cartographie des flux (3.7.2)</li> <li>• Les modalités de transmission (3.7.7)</li> <li>• Le cycle de vie des données de transaction et de paiement (3.7.9)</li> <li>• Les motifs de rejet des objets métiers du type données de transaction et de paiement (3.7.10)</li> <li>• Table des figures (4)</li> <li>• Glossaire (5)</li> <li>• Textes de référence (6)</li> <li>• Contacts (7)</li> </ul> <p><u>Ajout des chapitres suivants :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Simplifications et tolérances (2.3.3)</li> <li>• Délai de transmission des flux de cycle de vie de statuts obligatoires (3.6.5)</li> </ul> <p><u>Modification des figures suivantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Figure 1 - Le circuit B2B</li> <li>• Figure 2 - Le circuit B2G, avec Chorus Pro comme plateforme de réception</li> <li>• Figure 3 - Le circuit B2G, avec raccordement direct du fournisseur à Chorus Pro</li> <li>• Figure 4 – Cartographie des flux échangés entre les acteurs de l'écosystème</li> <li>• Figure 5 – Cinématique d'un flux entrant par protocole SFTP</li> <li>• Figure 6 – Cinématique d'un flux sortant par protocole SFTP</li> <li>• Figure 7 – Cinématique d'un flux entrant par protocole AS/2</li> <li>• Figure 8 – Cinématique d'un flux sortant par protocole AS/2</li> <li>• Figure 9 – Cinématique d'un flux entrant par protocole AS/4</li> <li>• Figure 10 – Cinématique d'un flux sortant par protocole AS/4</li> <li>• Figure 16 – Cinématique des flux F1</li> <li>• Figure 17 – Cinématique des flux F6</li> <li>• Figure 18 – Cinématique des flux F10</li> <li>• Figure 19 – Cinématique des flux F13</li> <li>• Figure 20 – Cinématique des flux F14</li> <li>• Figure 21 – La cartographie des flux Annuaire échangés</li> <li>• Figure 22 – Les sources d'initialisation de l'annuaire</li> <li>• Figure 24 – La consultation de l'annuaire pour l'adressage et le routage de facture</li> <li>• Figure 27 – L'actualisation de l'annuaire par le référentiel des occurrences fiscales</li> <li>• Figure 28 – La création d'une ligne d'annuaire pour une entreprise nouvellement assujettie</li> <li>• Figure 29 – L'actualisation des lignes en vigueur à la suite du retrait du caractère assujetti et/ou la cessation d'activité</li> <li>• Figure 30 – Le masquage de lignes non entrées en vigueur à la suite du retrait du caractère assujetti et/ou la cessation d'activité</li> <li>• Figure 31 – L'actualisation de l'annuaire par le service d'immatriculation</li> <li>• Figure 32 – L'actualisation de lignes en vigueur à la suite d'une perte d'immatriculation</li> <li>• Figure 33 – Le masquage de lignes non entrées en vigueur suite à une perte d'immatriculation</li> <li>• Figure 34 – L'actualisation de l'annuaire par le portail de services Chorus Pro</li> </ul>

DATE	DIFFUSION	SUIVI DES MODIFICATIONS
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Figure 35 – La création d'une ligne d'annuaire pour un nouveau service</li> <li>Figure 36 – L'actualisation de lignes à la suite d'une réduction du rôle d'une structure publique à la maîtrise d'ouvrage (MOA)</li> <li>Figure 38 – L'actualisation de l'annuaire par une nouvelle PA</li> <li>Figure 39 – L'actualisation des lignes suite de la réduction du rôle d'une structure publique à la maîtrise d'ouvrage (MOA)</li> <li>Figure 40 – La création de services et des lignes d'annuaire correspondantes</li> <li>Figure 41 – La création de lignes à la suite de la mise en place d'une nouvelle maille d'adressage</li> <li>Figure 42 – La création d'une nouvelle maille d'adressage</li> <li>Figure 43 – L'actualisation des lignes à la suite de la mise en place d'une nouvelle maille d'adressage</li> <li>Figure 45 – La cartographie des flux <i>e-invoicing</i> et Cycle de vie échangés en B2B</li> <li>Figure 46 – La cartographie des flux <i>e-invoicing</i> et Cycle de vie échangés en B2G, si Chorus Pro est la plateforme de réception</li> <li>Figure 47 – La cartographie des flux <i>e-invoicing</i> et Cycle de vie échangés en B2G, si Chorus Pro est la plateforme d'émission et réception</li> <li>Figure 48 – Le cycle de vie nominal d'une facture</li> <li>Figure 49 – Le cycle de vie d'un objet métier</li> <li>Figure 50 – La cartographie des flux <i>e-reporting</i> et Cycle de vie échangés</li> <li>Figure 52 – Le traitement des données de transaction et de paiement par une PA en fonction de son offre de services</li> <li>Figure 55 – Les modalités de transmission au titre d'une période</li> <li>Figure 56 – Transmission distinctes des données de facture et transaction des données de paiement</li> <li>Figure 57 – Les modalités de rectification d'une transmission au titre d'une période révolue</li> </ul> <p>Ajout des figures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Figure 15 – Recommandation de composition de l'identifiant d'un flux</li> <li>Figure 25 – Page d'accueil du portail Annuaire ( <a href="https://facturation.chorus-pro.gouv.fr/annuaire/#/">https://facturation.chorus-pro.gouv.fr/annuaire/#/</a> )</li> <li>Figure 26 – Exemple d'écran de consultation du portail Annuaire</li> <li>Figure 37 – Exemple d'accord formel de choix de plateforme agréée</li> </ul>
30/04/2026	Publication v3.2	<p>Modification des chapitres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><u>Le périmètre de la réforme (2.3)</u></li> <li><u>La typologie des acteurs (2.3.4)</u></li> <li><u>La mise en conformité progressive des assujettis à la TVA (2.3.5)</u></li> <li><u>Le circuit de transmission des factures entre assujettis (B2B) (2.3.6)</u></li> <li><u>L'interopérabilité des acteurs de la réforme (2.3.10)</u></li> <li><u>Les statuts obligatoires d'une facture (3.3.4)</u></li> <li><u>Le cycle de vie d'un flux (3.4.4)</u></li> <li><u>L'actualisation de l'annuaire (3.5.5.5)</u></li> <li><u>Délai de transmission des flux de données réglementaires de factures (3.6.5)</u></li> <li><u>Délai de transmission des flux de cycle de vie de statuts obligatoires (3.6.6)</u></li> <li><u>Les contrôles fonctionnels des données réglementaires et des statuts obligatoires (3.6.7)</u></li> <li><u>Le cycle de vie des objets métiers du type données réglementaires et statuts obligatoires (3.6.8)</u></li> <li><u>Les modalités de transmission (3.7.7)</u></li> </ul> <p>Ajout des chapitres suivants :</p> <p><u>Allotissement des flux (3.4.6)</u></p>

## SOMMAIRE

1	Propos liminaires .....	6
1.1	Objectifs du document .....	6
1.2	Contenu du document.....	6
2	Introduction .....	7
2.1	Rappel de l'existant en matière de dématérialisation des factures.....	7
2.2	Rappel de l'existant en matière de dématérialisation des factures : le contexte et les objectifs de la réforme de dématérialisation des factures.....	7
2.3	Le périmètre de la réforme.....	7
2.3.1.	L'obligation de facturation électronique ( <i>e-invoicing</i> ) et de transmission des données de facture	8
2.3.2.	L'obligation de transmission de données de transaction et de paiement ( <i>e-reporting</i> ) .....	8
2.3.3.	Simplifications et tolérances.....	9
2.3.4.	La typologie des acteurs .....	11
2.3.5.	La mise en conformité progressive des assujettis à la TVA .....	12
2.3.6.	Le circuit de transmission des factures entre assujettis (B2B).....	13
2.3.7.	Le circuit de transmission des factures B2G .....	14
2.3.8.	Le rôle des plateformes agréées (PA) .....	16
2.3.9.	L'immatriculation des plateformes agréées (PA) .....	16
2.3.10.	L'interopérabilité des acteurs de la réforme .....	17
3	Présentation du portail public de facturation (PPF).....	18
3.1	Les principes directeurs du portail public de facturation (PPF).....	18
3.2	La cartographie des flux échangés.....	18
3.3	Le raccordement au portail public de facturation (PPF) .....	22
3.3.1.	Les principes directeurs .....	22
3.3.2.	Le raccordement en EDI .....	23
3.3.3.	Le raccordement en API.....	27
3.3.4.	La création d'un raccordement.....	28
3.3.5.	La modification d'un raccordement.....	29
3.3.6.	La consultation d'un raccordement .....	29
3.4	Le système d'échanges .....	29
3.4.1.	Les principes directeurs .....	29
3.4.2.	Les contrôles techniques .....	30
3.4.3.	Les contrôles applicatifs .....	30
3.4.4.	Le cycle de vie d'un flux .....	30
3.4.5.	Le nommage des flux .....	33
3.4.6.	Allotissement des flux.....	37
3.5	L'annuaire.....	37
3.5.1.	Les principes directeurs .....	37

3.5.2.	La cartographie des flux .....	38
3.5.3.	L'initialisation de l'annuaire .....	39
3.5.4.	La consultation de l'annuaire .....	42
3.5.5.	L'actualisation de l'annuaire .....	44
3.5.6.	Les contrôles fonctionnels des objets métiers du type ligne d'annuaire .....	54
3.5.7.	Le cycle de vie des objets métiers du type ligne d'annuaire .....	54
3.5.8.	Les motifs de rejet des objets métiers du type ligne d'annuaire .....	55
3.6	La bulle <i>e-invoicing</i> .....	55
3.6.1.	Les principes directeurs .....	55
3.6.2.	La cartographie des flux .....	55
3.6.3.	Les données réglementaires d'une facture .....	57
3.6.4.	Les statuts obligatoires d'une facture .....	58
3.6.5.	Délai de transmission des flux de données réglementaires de factures .....	60
3.6.6.	Délai de transmission des flux de cycle de vie de statuts obligatoires .....	60
3.6.7.	Les contrôles fonctionnels des données réglementaires et des statuts obligatoires .....	60
3.6.8.	Le cycle de vie des objets métiers du type données réglementaires et statuts obligatoires .....	60
3.6.9.	Les motifs de rejet des objets métiers du type données réglementaires .....	61
3.6.10.	Les motifs de rejet des objets métiers du type statuts obligatoires .....	62
3.7	La bulle <i>e-reporting</i> .....	63
3.7.1.	Les principes directeurs .....	63
3.7.2.	La cartographie des flux .....	63
3.7.3.	Les données de facture d'opérations internationales .....	65
3.7.4.	Les données de paiement des factures des opérations internationales .....	66
3.7.5.	Les données des opérations avec des non-assujettis .....	66
3.7.6.	Les données de paiement des opérations avec des non-assujettis .....	66
3.7.7.	Les modalités de transmission .....	67
3.7.8.	Les contrôles fonctionnels des données de transaction et de paiement .....	70
3.7.9.	Le cycle de vie des données de transaction et de paiement .....	70
3.7.10.	Les motifs de rejet des objets métiers du type données de transaction et de paiement .....	71
4	Table des figures .....	72
5	Glossaire .....	73
6	Textes de référence .....	76
7	Documentation applicable .....	77
8	Contacts .....	78

# 1 Propos liminaires

## 1.1 Objectifs du document

Le dossier des spécifications externes regroupe l'ensemble des documents décrivant les formats d'échange avec le portail public de facturation<sup>1</sup> (PPF) dans le cadre de la généralisation de la facturation électronique entre assujettis à la TVA et de la transmission de données à l'administration, telle qu'elle résulte de l'article 26 de la loi n°2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022, modifiée par l'article 91 de la loi n°2023-1322 de finances pour 2024 et par l'article 123 de la loi n°2026-103 de finances pour 2026.

Ce document s'organise en plusieurs parties afin de présenter le contexte et les objectifs de la facturation électronique, son cadre réglementaire, et décrire fonctionnellement la solution « portail public de facturation » mise en place.

Les spécifications externes entrent dans le cadre de l'organisation, du développement et de la gestion des systèmes d'informations des acteurs impactés par ce projet.

Ce document s'adresse directement aux plateformes agréées ainsi qu'à l'ensemble des acteurs suivants :

- les entreprises françaises émettrices ou destinataires de factures ;
- les personnes morales de droit public françaises émettrices ou destinataires de factures ;
- les éditeurs de solutions logicielles et tiers de télétransmission (solutions compatibles) ;
- les prestataires informatiques en charge de la gestion des plateformes agréées ;
- les mandataires intervenants pour le compte des émetteurs ou destinataires des factures.

## 1.2 Contenu du document

Ce document décrit, d'un point de vue fonctionnel et applicatif, les services proposés par le portail public de facturation (PPF) et les modalités d'échanges avec les plateformes agréées (PA).

Ce document n'est pas un guide utilisateur.

---

<sup>1</sup> Ce document ne décrit pas les formats d'échanges de factures entre les acteurs et leurs plateformes agréées ou entre plateformes agréées. Ces formats et leurs modalités d'utilisation sont décrits dans les normes AFNOR XP Z12-012 et Z12-014.

## 2 Introduction

### 2.1 Rappel de l'existant en matière de dématérialisation des factures

La loi de modernisation de l'économie (LME) du 4 août 2008 donnait déjà l'obligation à l'État d'accepter les factures émises par ses fournisseurs sous forme dématérialisée à compter du 1er janvier 2012. Dès cette date, l'État a mis en place la solution « Chorus Factures » destinée aux fournisseurs des entités publiques (relations B2G<sup>2</sup>). Via cette plateforme, les fournisseurs des entités publiques pouvaient, s'ils le souhaitaient, envoyer leurs factures au format électronique (PDF, saisie en ligne ou EDI).

C'est avec l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 (abrogée), transposant la directive européenne 2014/55/UE, que cette obligation a été généralisée à toute la sphère publique à compter du 1er janvier 2017. Cette ordonnance définit également un calendrier de mise en œuvre progressive d'une obligation d'émettre les factures à destination des entités publiques de manière électronique. La solution « Chorus Factures » a donc été remplacée par « Chorus Pro » au 1er janvier 2017, dont l'obligation d'utilisation s'est appliquée progressivement aux différents fournisseurs de la sphère publique, selon leur taille. Le cadre juridique de la facturation électronique en B2G est désormais codifié au code de la commande publique.

### 2.2 Rappel de l'existant en matière de dématérialisation des factures : le contexte et les objectifs de la réforme de dématérialisation des factures

Depuis une dizaine d'années, les États européens et la Commission européenne poursuivent un objectif de déploiement de la dématérialisation des factures pour faciliter les relations interentreprises. La France accompagne et devance ces initiatives en mettant en œuvre des réformes juridiques et en proposant des dispositifs facilitant cette modernisation des échanges.

Un nouveau dispositif de facturation électronique vise les factures des transactions entre assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée émises sous forme électronique et il est prévu que les données y figurant soient transmises à l'administration pour leur exploitation à des fins, notamment, de modernisation de la collecte et des modalités de contrôle de la taxe sur la valeur ajoutée.

Cette réforme poursuit quatre objectifs :

- simplifier la vie des entreprises et renforcer leur compétitivité grâce à l'allègement de la charge administrative, à la diminution des délais de paiement et aux gains de productivité résultant de la dématérialisation ;
- faciliter leurs obligations déclaratives en matière de TVA grâce à un pré-remplissage des déclarations. Elle ouvrira la voie à une nouvelle offre de services de l'administration, en particulier au profit des plus petites entreprises ;
- lutter contre la fraude fiscale et diminuer l'écart de TVA au moyen de recoupements automatisés ;
- améliorer la connaissance en temps réel de l'activité des entreprises afin de favoriser un pilotage fin des actions du Gouvernement en matière de politique économique.

### 2.3 Le périmètre de la réforme

La réforme s'inscrit dans le prolongement de l'obligation de facturation électronique pour l'ensemble des relations commerciales avec la sphère publique (en B2G).

---

<sup>2</sup> Business to Government, le terme « B2G » est utilisé pour caractériser des opérations commerciales impliquant le secteur privé et le secteur public.

Le cadre juridique<sup>3</sup> de la facturation électronique est défini par l'article 26 de la loi n°2022-1157 de finances rectificatives pour 2022 adoptée le 16 août 2022, modifié par l'article 91 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023. Les textes réglementaires publiés au Journal Officiel le 9 octobre 2022 viennent compléter ce cadre juridique :

- le décret n° 2022-1299 du 7 octobre 2022 relatif à la généralisation de la facturation électronique dans les transactions entre assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée et à la transmission des données de transaction, modifié par le décret n° 2024-266 du 25 mars 2024 ;
- l'arrêté du 7 octobre 2022 relatif à la généralisation de la facturation électronique dans les transactions entre assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée et à la transmission des données de transaction.

Le dispositif de facturation électronique reposait à la fois sur un portail public de facturation (PPF) offrant un service minimum gratuit, et des opérateurs privés, les plateformes agréées.

Le 15 octobre 2024<sup>4</sup>, l'État a fait le choix de privilégier la construction d'un annuaire des destinataires, indispensable aux échanges entre les plateformes, et d'un concentrateur des données permettant leur transmission à l'administration fiscale. L'administration accompagne cette transition dans une démarche continue de concertation avec les grands acteurs du projet : les plateformes agréées, les fédérations professionnelles, les solutions compatibles et les éditeurs de logiciels. Le gouvernement réaffirme son engagement à accompagner et à déployer la facturation électronique dans les relations entre entreprises.

Dans ce contexte, les articles 289 bis, 289 E, 290, 290 A, 290 B, 1737, 1788 D et 1788 E du CGI ont été modifiés ou ajoutés par la loi de finances 2026 (article 123) conformément à cette réorientation du projet. Le cadre réglementaire d'application sera également modifié d'ici septembre 2026..

### **2.3.1. L'obligation de facturation électronique (*e-invoicing*) et de transmission des données de facture**

Les textes susmentionnés rendent obligatoire l'échange électronique de factures pour les transactions domestiques entre assujettis à la TVA établis, domiciliés ou ayant leur résidence habituelle en France.

Le code général des impôts (CGI) prévoit une obligation de facturation électronique<sup>5</sup> (*e-invoicing*), à savoir l'émission, la transmission et la réception des factures selon des normes définies par arrêté. Il prévoit en outre la communication à l'administration fiscale de certaines données de factures<sup>6</sup>.

### **2.3.2. L'obligation de transmission de données de transaction et de paiement (*e-reporting*)**

Pour répondre pleinement aux objectifs de la réforme, les articles 290 et 290 A prévoient des obligations complémentaires de transmission de données.

L'article 290 du CGI prévoit l'obligation de *e-reporting*, à savoir la transmission à l'administration de données relatives aux opérations<sup>7</sup> :

- interentreprises non domestiques, appelées B2B International (Business-to-Business international) ;

---

<sup>3</sup> Ces textes devront faire l'objet de modifications pour prendre en compte la réorientation de la réforme annoncée dans le communiqué de presse du 15 octobre 2024.

<sup>4</sup> Cf. Chapitre 7 - Documentation applicable : Communiqué de presse du 15 octobre 2024.

<sup>5</sup> Art. 289 bis. – I.

<sup>6</sup> Art. 289 E du CGI.

<sup>7</sup> L'article 290 décrit les opérations (livraisons de biens et prestations de services) devant faire l'objet d'un *e-reporting* et de leur communication à l'administration fiscale sous forme électronique selon des normes de transmission définies par arrêté du ministre chargé du budget.



- entre les entreprises et un non-assujetti en France appelées B2C<sup>8</sup> (Business-to-Consumer).

En complément des obligations de facturation électronique (*e-invoicing*) et de transmission des données de facture et de transaction (*e-reporting* de transaction), l'article 290 A du CGI prévoit l'obligation, de transmettre certaines données de paiement (*e-reporting* de paiement) à l'administration. Cette obligation ne vise que les prestations de service, dès lors que l'entreprise n'a pas opté pour le paiement de la TVA sur les débits ou doit autoliquider la TVA, ainsi que toutes les opérations pour lesquelles la TVA est exigible à l'encaissement (factures d'acompte et opérations agricoles).

### 2.3.3. Simplifications et tolérances

La Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) et l'Agence pour l'informatique financière de l'Etat (AIFE) ont mené, depuis janvier 2025, des travaux soutenus de concertation lors d'une soixantaine de réunions organisées avec plus de 250 participants, notamment sous l'égide de l'Association Française de normalisation (AFNOR).

Cette concertation a permis diverses évolutions du dispositif de la facturation électronique, telles que la mise en œuvre d'un accord formel de désignation des plateformes de réception, le renforcement de l'audit des plateformes et des contraintes de sécurisation des données, ainsi que l'encadrement de la portabilité. Ces éléments, qui permettent à l'Etat de jouer pleinement son rôle de garant et de régulateur, sont présents dans la loi de finances pour 2026.

Cette phase d'écoute et d'analyse a également permis de définir des mesures concrètes de simplification et de tolérance, validées par un courrier en date du 29 août 2025 de la Ministre chargée des Comptes publics et de la Ministre déléguée chargée du Commerce, de l'Artisanat, des Petites et moyennes entreprises et de l'Economie sociale et solidaire aux principales organisations professionnelles représentatives visant à alléger les contraintes, à clarifier les obligations et à faciliter l'adoption du dispositif. Les simplifications et tolérances sont intégrées progressivement dans le cadre de la réforme, soit au niveau législatif, soit au niveau réglementaire, soit au niveau doctrinal pour une mise en application au 1er septembre 2026.

Aussi, dans l'attente de la mise en application réglementaire de ces dispositions, elles sont d'ores et déjà présentées dans ce document afin de permettre aux entreprises et aux éditeurs de réaliser les développements en conséquence.

#### Simplifications :

##### **Suppression de l'obligation de fournir le détail ligne par ligne dans l'*e-reporting* relatif aux données de factures d'opérations internationales entrantes**

Cette simplification permet d'adapter le dispositif français à la réalité des pratiques commerciales internationales et des flux internationaux, au sein desquels les factures échangées sont souvent peu ou pas structurées. Cette mesure permet de limiter les obligations déclaratives, en l'absence de formats normalisés, et les coûts pesant sur les entreprises.

L'ensemble des balises concernées dans le flux 10.1 pour les données de factures d'opérations internationales entrantes seront facultatives.

##### **Suppression de l'obligation de transmettre le nombre de transactions dans le *e-reporting* de données des opérations avec des non-assujettis (B2C).**

Cette simplification allège significativement les flux déclaratifs pour les entreprises, en supprimant une donnée difficile à consolider dans certaines configurations comptables.

---

<sup>8</sup> Business to Consumer, le terme « B2C » est utilisé pour caractériser des opérations commerciales impliquant des entreprises et des clients individuels particuliers.

La balise concernée (nombre de transactions) dans le flux 10.3 relatif de données des opérations avec des non-assujettis sera facultative.

### **Absence d'obligation d'effectuer un « e-reporting à blanc »**

Cette simplification clarifie le périmètre de l'obligation de l'*e-reporting*. Elle évite aux entreprises de devoir transmettre à l'administration un *e-reporting* à vide, c'est-à-dire sans donnée, lorsqu'elles n'ont pas réalisé d'opération taxable à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Elle réduit la charge administrative pesant sur les entreprises.

### **Abandon de l'ajout de données nouvelles à transmettre à l'administration pendant la phase de déploiement de la réforme**

Cette simplification allège les obligations pesant sur les entreprises et les plateformes agréées s'agissant de certains blocs de données devant initialement être transmis à l'administration. Cette mesure préserve les calendriers de développement des solutions informatiques pour les entreprises et les plateformes.

### **Exclusion de l'e-reporting à certaines opérations hors Union Européenne (UE) réalisées entre assujettis en France**

Certaines opérations entre assujettis français hors UE peuvent relever d'une TVA étrangère, facturée par l'assujetti français. La transmission des données de TVA étrangère peut être difficile à effectuer dans certaines configurations et nécessiter des développements spécifiques : code et mention de la TVA applicable selon des attendus franco-français alors que l'opération peut être soumise à une TVA étrangère.

Cette simplification s'applique également pour les autres opérations relevant d'une TVA étrangère, facturée par l'assujetti français. Par exemple, les entreprises installées en France qui réalisent des opérations dans des pays étrangers se trouvent parfois amenées à facturer une TVA autre que la TVA française, au motif que les législations étrangères les en rendent redevables au titre de ces opérations. Dans de tels cas, afin d'éviter tout risque de confusion entre l'application des dispositions françaises et celles d'une législation étrangère, les entreprises concernées doivent préciser très clairement sur leurs factures que la TVA facturée est la TVA de tel ou tel pays étranger. (BOI-TVA-DECLA-30-20-20-10 §360).

Cette simplification allège ainsi significativement les flux déclaratifs. Elle est prise en compte à deux niveaux :

- le V de l'article 289 bis du CGI, précise qu'il ne s'applique pas aux opérations mentionnées au 2° du II de l'article 289-0 ou au 1° du I de l'article 262 ter ;
- pour l'*e-reporting* et le flux 10<sup>9</sup> : dans la situation où une TVA autre que française est facturée et que l'article 290 du CGI, impose la réalisation d'un *e-reporting* sur cette opération : l'exclusion visée dans la simplification consiste à ne demander qu'un *e-reporting* du montant HT. Pour remplir la ligne de TVA dans l'*e-reporting* en flux 10, il sera demandé d'utiliser un code S et un taux à 0 pour signifier l'absence de TVA française.

Cette exclusion ne vise donc pas les opérations intracommunautaires classiques ou les exportations qui relèvent d'exonération, mais uniquement le cas particulier des opérations relevant d'une TVA étrangère.

---

<sup>9</sup> F10 : Flux de transmission de données de transaction et de paiement relevant d'opérations interentreprises internationales (B2Bi, Bi2B, Bi2G et Bi2Bi) ou auprès de non-assujettis (B2C, G2C).

## **Tolérances :**

### **Méthode de calcul simplifiée autorisée pour l'e-reporting de la TVA sur la marge en B2C**

Pour les opérations réalisées entre un assujetti et un particulier relevant du régime de la TVA sur la marge, une méthode simplifiée de calcul est admise dans le cadre du *e-reporting* : elle consiste à autoriser les entreprises qui ne peuvent pas calculer leur marge en temps réel à indiquer une marge basée sur un taux de marge moyen propre à leur entreprise. Ce dispositif permet de réduire la complexité des calculs à la charge des entreprises, tout en leur laissant la possibilité de régulariser ultérieurement via leur déclaration de TVA.

Cette méthode simplifiée de calcul est décrite dans la norme de facturation électronique AFNOR.

### **Exclusion des entités sans numéro SIREN du régime de sanction**

Les entités ne disposant pas de numéro SIREN, et donc ne pouvant pas être intégrées dans l'annuaire des destinataires de factures, ne pourront pas faire l'objet de sanction.

Les fournisseurs de ces entités ne seront pas non plus sanctionnés s'ils n'émettent pas de facture électronique à destination des entités sans numéro SIREN. Ils devront procéder à un *e-reporting* comme s'ils facturaient un non-assujetti.

### **Tolérance pour les entités possédant un numéro SIREN non encore intégrées dans l'annuaire**

Une tolérance sera mise en œuvre dans l'application du dispositif de sanction lorsqu'une entité possédant un numéro SIREN n'est pas encore intégrée dans l'annuaire des destinataires en raison de circuits de validation propres à l'administration ou de difficultés techniques imputables à l'administration.

Les fournisseurs de ces entités ne seront pas non plus sanctionnés s'ils n'émettent pas de facture électronique à destination des entités non encore intégrées dans l'annuaire. Ils devront procéder à un *e-reporting* comme s'ils facturaient un non-assujetti.

### **Report au 01/09/2027 pour les assujettis non établis pour l'e-reporting d'acquisition : opération en France et opération intracommunautaire**

Pour les opérations soumises à *e-reporting* d'acquisition pour les assujettis non établis, l'obligation d'effectuer cet *e reporting* (c'est-à-dire, en tant que redevable preneur) ne s'appliquera qu'à compter du 01/09/2027, quelle que soit la taille de l'entreprise.

Pour les autres opérations (flux sortant), le calendrier est maintenu, en fonction de la taille de l'entreprise.

## **2.3.4. La typologie des acteurs**

Les principaux types d'acteurs qui participent à la réforme :

- **les entreprises de droit privé** : les entités privées, quelle que soit leur taille, acheteuses ou vendeuses, ou leurs mandataires équipés ou non d'une solution de dématérialisation en interne ou en externe (prestataire) ;
- **les entités publiques** : regroupe l'ensemble des administrations publiques : l'État et les budgets annexes, les établissements publics et les collectivités qui émettent ou reçoivent des factures électroniques via la plateforme publique Chorus Pro,
- **les plateformes agréées (PA)** : les prestataires offrant des services de contrôle, gestion, transmission et réception des factures. Seules les plateformes agréées, immatriculées par l'administration, peuvent transmettre directement les factures électroniques à leurs destinataires et transmettre des données au portail public de facturation ;

- **les solutions compatibles (SC)** : Prestataires offrant des solutions de dématérialisation et de gestion de factures (*anciennement appelées opérateurs de dématérialisation*) ou logiciel du SI de l'entité. Ces opérateurs ou logiciels sont liés à au-moins une plateforme agréée et ne peuvent pas transmettre directement les factures électroniques à leurs destinataires ni transmettre de données au portail public de facturation, mais peuvent agir au nom et pour le compte de l'entreprise auprès des plateformes de leur choix (y compris Chorus Pro) ;
- **le portail public de facturation (PPF)** : plateforme public qui administre l'annuaire l'annuaire de la facturation électronique<sup>10</sup>, concentre les données de facturation, de transaction et de paiement ainsi que des informations relatives aux statuts de traitement des factures (cycle de vie)<sup>11</sup> pour le compte de l'administration fiscale ;
- **Chorus Pro** : plateforme pour les entités publiques (État, budgets annexes, collectivités locales et établissements publics). Cette plateforme publique est la plateforme unique de réception et d'émission des factures pour la sphère publique. Elle permet :
  - aux entreprises de transmettre des factures électroniques à destination d'entités publiques,
  - aux entités publiques de déposer des factures :
    - à destination d'autres entités publiques,
    - à destination des entreprises assujetties à la TVA.
  - aux entités publiques de transmettre des données agrégées de transaction et de paiement (e-reporting).
- **l'administration fiscale** : l'administration qui reçoit les données de facturation, de transaction et paiement, puis les exploite à des fins, notamment, de modernisation de la collecte et des modalités de contrôle de la taxe sur la valeur ajoutée.

### 2.3.5. La mise en conformité progressive des assujettis à la TVA

Conformément à l'article 91 de la loi de finances pour 2024 n° 2023-1322 du 29 décembre 2023, toutes les entreprises, quelle que soit leur taille et quelle que soit leur forme juridique, devront être en capacité, au 1er septembre 2026, de recevoir des factures sous format électronique dès lors que certaines entreprises<sup>12</sup> seront tenues d'émettre leurs factures au format électronique à compter de cette date.

Afin de tenir compte des caractéristiques des entreprises et de leur capacité à adapter leurs processus de facturation, les obligations d'émission de factures électroniques (*e-invoicing*) et de transmission des données de transaction et paiement (*e-reporting*)<sup>13</sup> s'appliqueront de manière progressive, en deux vagues :

- à compter du 1er septembre 2026 pour tous les assujettis, hors microentreprises, très petites, petites et moyennes entreprises qui ne sont pas membres d'un assujetti unique au sens de l'article 256 C du CGI ;
- à compter du 1er septembre 2027 pour tous les assujettis.

La taille d'une entreprise est appréciée selon les critères suivants<sup>14</sup> :

- une microentreprise est une entreprise dont l'effectif est inférieur à 10 personnes et dont le chiffre d'affaires ou le total du bilan annuel n'excède pas 2 millions d'euros ;

<sup>10</sup> III de l'article 289 bis du CGI.

<sup>11</sup> Arrêté du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique du 7 octobre 2022.

<sup>12</sup> Grandes entreprises, entreprises de taille intermédiaire et entités membres d'un assujetti unique.

<sup>13</sup> Le calendrier prévu par l'article 26 de la loi n°2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022 tel que modifié par l'article 91 de la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024.

<sup>14</sup> Article 51 de la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie.

- une PME est une entreprise dont l'effectif est inférieur à 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total de bilan n'excède pas 43 millions d'euros ;
- une ETI, entreprise de taille intermédiaire, est une entreprise qui n'appartient pas à la catégorie des PME, dont l'effectif est inférieur à 5000 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 1 500 millions d'euros ou dont le total de bilan n'excède pas 2 000 millions d'euros ;
- une grande entreprise est une entreprise dont l'effectif est supérieur à 5000 personnes ou, si son effectif est inférieur à 5000 personnes, dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 1 500 millions d'euros et le total de bilan est supérieur à 2 000 millions d'euros.

La taille de l'entreprise est déterminée au niveau de chaque entité légale au 1er janvier 2025 à partir des éléments issus de la déclaration de résultats du dernier exercice clos avant cette date. A défaut, elle s'apprécie au niveau des éléments de la déclaration du premier exercice clos à compter de cette date.

Pour les entreprises étrangères non établies (au sens de la TVA) en France qui seraient soumises à des obligations de *e-reporting*, les critères à retenir (nombre de salariés, total du bilan / chiffre d'affaires) s'apprécient au niveau de l'établissement étranger dans sa globalité (peu importe ce qui a été réalisé en France).

### **2.3.6. Le circuit de transmission des factures entre assujettis (B2B<sup>15</sup>)**

Dans le dispositif, *« l'émission, la transmission et la réception des factures électroniques s'effectuent, en recourant à une plateforme agréée »*<sup>16</sup> *« Les données des factures électroniques émises en application du I de l'article 289 bis sont transmises à l'administration par la plateforme agréée choisie par l'assujetti. »*<sup>17</sup>

Le schéma découlant de ces dispositions, et représentant la relation entre les différents acteurs de l'écosystème, correspond au schéma dit « en Y » :

<sup>15</sup> « Business to business » désigne les relations commerciales interentreprises (notamment dans le cadre d'une relation entre une entreprise et son fournisseur).

<sup>16</sup> Ces dispositions sont prévues au I de l'article 289 bis du CGI.

<sup>17</sup> Ces dispositions sont prévues à l'article 289 E du CGI.

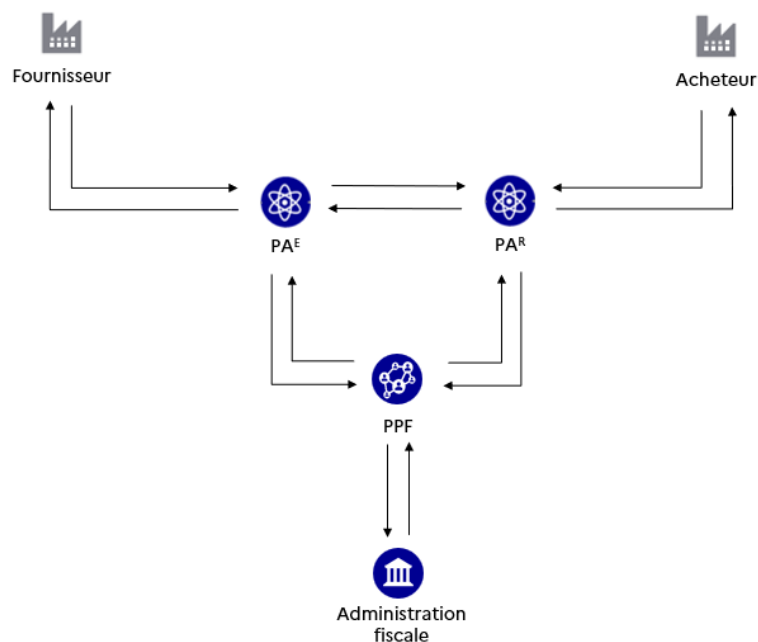


Figure 1 - Le circuit B2B

Cette architecture est conçue pour s'insérer de manière fluide dans les pratiques existantes. La mise en place du modèle en Y est privilégiée dans la mesure où elle répond aux attentes des entreprises et des opérateurs qui, dans leur grande majorité, ont marqué leur préférence pour ce schéma. En effet, toutes les entreprises recourant d'ores et déjà à des opérateurs privés y voient le moyen de limiter les coûts d'adaptation et les coûts d'entrée dans cette réforme.

Le dispositif retenu repose sur la conciliation entre :

- la liberté laissée à chaque entreprise d'utiliser la plateforme agréée de son choix pour l'émission ou la réception des factures ;
- l'obligation de déclarer les données de facturation, de transactions et de paiement à l'administration fiscale.

### 2.3.7. Le circuit de transmission des factures B2G

Dans le dispositif, la solution Chorus Pro reste la plateforme de réception unique des acheteurs publics (circuit B2G).

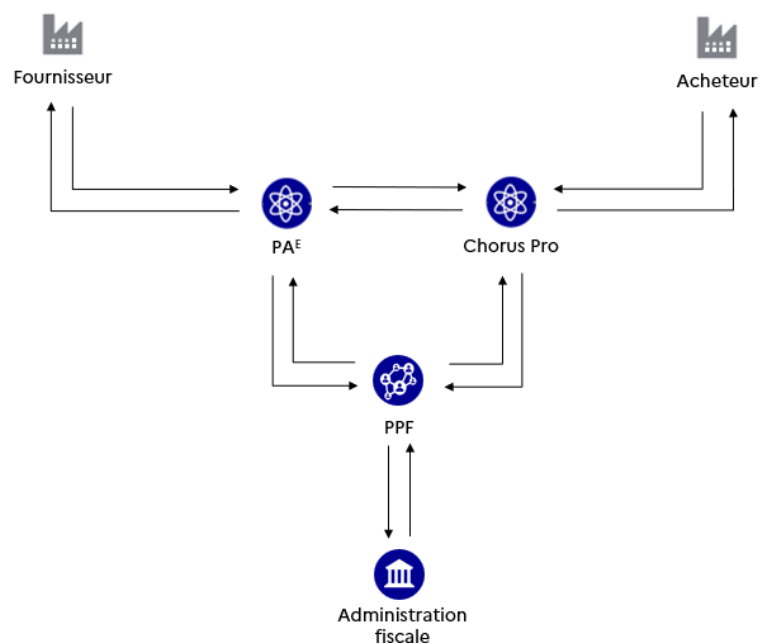


Figure 2 - Le circuit B2G, avec Chorus Pro comme plateforme de réception

Les fournisseurs déjà raccordés à la solution Chorus Pro, directement ou indirectement, pourront conserver leurs raccordements et leurs usages, pour transmettre les factures B2G. Chorus Pro assumera alors dans ce cadre les obligations portant sur la plateforme d'émission (transmission des données réglementaires au PPF) .

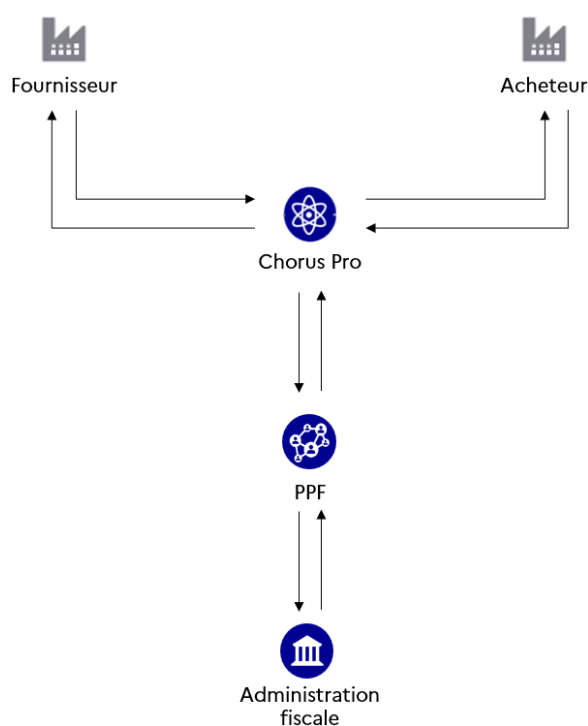


Figure 3 - Le circuit B2G, avec raccordement direct du fournisseur à Chorus Pro

### 2.3.8. Le rôle des plateformes agréées (PA)

Le schéma en « Y » s'applique aussi bien pour la facturation électronique que pour la transmission des données de facturation et de transactions :

- dans le cadre de la facturation électronique, les plateformes agréées (PA) doivent assurer le dépôt, la transmission et le suivi des factures B2B domestique et B2G. Les factures émises par une entreprise (ou l'entité mandatée par cette dernière) devront être transmises à la plateforme de son choix, et celle-ci aura à charge de transmettre la facture à son destinataire ;
- les plateformes agréées (PA) auront la responsabilité d'extraire les données des factures à transmettre sous format structuré au portail public de facturation (PPF) ;
- dans le cadre du *e-reporting*, les plateformes agréées (PA) assurent la transmission des données de transactions (relatives aux opérations B2B international et B2C) et de paiement au portail public de facturation (PPF).

Une plateforme agréée (PA) est un prestataire de services qui aura les obligations suivantes<sup>18</sup> :

- en tant que plateforme d'émission agissant pour le compte du fournisseur, elle sera chargée d'émettre la facture sous format dématérialisé vers la plateforme du destinataire de la facture référencée dans l'annuaire et de permettre son suivi (cycle de vie de la facture) ;
- en tant que plateforme de réception (agissant pour le compte du destinataire de la facture), elle aura la responsabilité de mettre à jour les informations relatives à son utilisateur client contenues dans l'annuaire central. Elle réceptionnera la facture électronique pour le compte de son utilisateur. Selon le contrat avec son utilisateur, elle lui transmettra ou non la facture. Elle aura l'obligation, si son client lui demande, de transformer le format de la facture établie par le fournisseur dans un autre des formats du socle (ou un autre format selon son offre de services)<sup>19</sup>.

Une plateforme agréée (PA) aura la responsabilité d'extraire et transmettre les données réglementaires des factures et de leur cycle de vie (*e-invoicing*), ainsi que les données de transactions et de paiement (*e-reporting*) au portail public de facturation (PPF). Ce dernier, en tant que concentrateur, les transmettra à l'administration fiscale.

Ces obligations doivent être opérées de manière à garantir :

- le correct routage et adressage des factures ;
- la qualité, l'intégrité, l'authenticité, l'exhaustivité des données, ainsi que leur conformité aux règles fiscales ;
- le respect des méthodes de sécurisation ;
- la transparence de l'information auprès des utilisateurs sur les traitements et services réalisés.

### 2.3.9. L'immatriculation des plateformes agréées (PA)

L'article 290 B du CGI prévoit une procédure d'immatriculation des plateformes agréées.

La délivrance du numéro d'immatriculation est effectuée pour une durée de trois ans. Afin d'obtenir un numéro d'immatriculation, une plateforme candidate doit fournir des renseignements et une documentation, de nature à démontrer sa capacité à remplir les fonctionnalités qui lui incombent, dans le respect d'un niveau d'exigence élevé en termes de sécurité. Elle doit notamment s'engager à remettre un audit de conformité à l'administration avant la fin de la première année qui suit la prise d'effet du numéro d'immatriculation, soit après la délivrance de l'immatriculation définitive.

---

<sup>18</sup> Articles 289 bis, 289 E, 290 et 290 A du CGI.

<sup>19</sup> Cette transformation doit garantir l'intégrité des données entre le format d'origine et le format converti.



Le renouvellement est soumis aux mêmes conditions<sup>20</sup> que pour l'obtention du numéro d'immatriculation.

### 2.3.10. L'interopérabilité des acteurs de la réforme

Le principe d'interopérabilité désigne la capacité d'un réseau, ici l'écosystème de la facturation électronique (portail public de facturation, plateforme agréée), à permettre à tous les systèmes impliqués de communiquer entre eux.

L'interopérabilité des acteurs du circuit de facturation électronique repose ainsi sur l'engagement des plateformes agréées à respecter les éléments suivants :

- la mise en place d'un annuaire central géré par le portail public de facturation (PPF), mis à la disposition des plateformes, contenant les informations nécessaires au routage et à l'adressage des factures à destination des entreprises et organisations ;
- le raccordement de chaque plateforme agréée (PA) immatriculée au portail public de facturation (PPF) et à au moins une autre plateforme agréée (PA) immatriculée<sup>21</sup>. Ces raccordements doivent être réalisés de manière à respecter l'ensemble des règles posées et garantir ainsi le respect du dispositif ;
- le respect du socle minimum de formats reposant sur des standards sémantiques et syntaxiques respectant la norme européenne EN16931 pour faciliter les échanges : UBL, CII et Factur-X ;
- la diversité des canaux d'échanges (EDI, API et portail), et les protocoles d'échanges (SFTP<sup>22</sup>, AS/2<sup>23</sup>, AS/4<sup>24</sup>) ;
- l'intégration du réseau Peppol comme infrastructure d'interopérabilité complémentaire, permettant des échanges sécurisés et standardisés entre les plateformes agréées (PA), en conformité avec les spécifications européennes et françaises.

Dans le cas où deux plateformes agréées ne parviendraient pas à assurer leur interopérabilité pour échanger entre elles, et que l'une d'elle a recours à un protocole d'échange d'information en réseau, tel que Peppol, les plateformes devront recourir à ce protocole.<sup>25</sup>

---

<sup>20</sup> Les conditions d'immatriculations sont décrites à l'article 242 *nonies* B de l'annexe II au CGI et les conditions de renouvellement, à l'article 242 *nonies* C de l'annexe II au CGI.

<sup>21</sup> Le raccordement peut se faire via une convention bilatérale entre plateformes ou dans le cadre d'une adhésion à un protocole d'échange d'informations en réseau (exemple, le réseau Peppol).

<sup>22</sup> Secure File Transfert Protocol.

<sup>23</sup> Protocole Applicable Statement 2 (AS/2).

<sup>24</sup> Protocole Applicable Statement 4 (AS/4).

<sup>25</sup> Mention prévue dans le projet d'article 242 *nonies* I de l'annexe II au CGI à venir.

### 3 Présentation du portail public de facturation (PPF)

#### 3.1 Les principes directeurs du portail public de facturation (PPF)

Le portail public de facturation (PPF) est l'opérateur public qui :

- administre l'annuaire central<sup>26</sup> ;
- concentre les données de facturation, de transaction et de paiement ainsi que des informations relatives aux statuts de traitement des factures (cycle de vie)<sup>27</sup> et transmet ces données à l'administration fiscale.

#### 3.2 La cartographie des flux échangés

Il existe quatre types de flux échangés entre les acteurs de l'écosystème :

- les flux *e-invoicing* ;
- les flux de cycle de vie ;
- les flux *e-reporting* ;
- les flux annuaire.

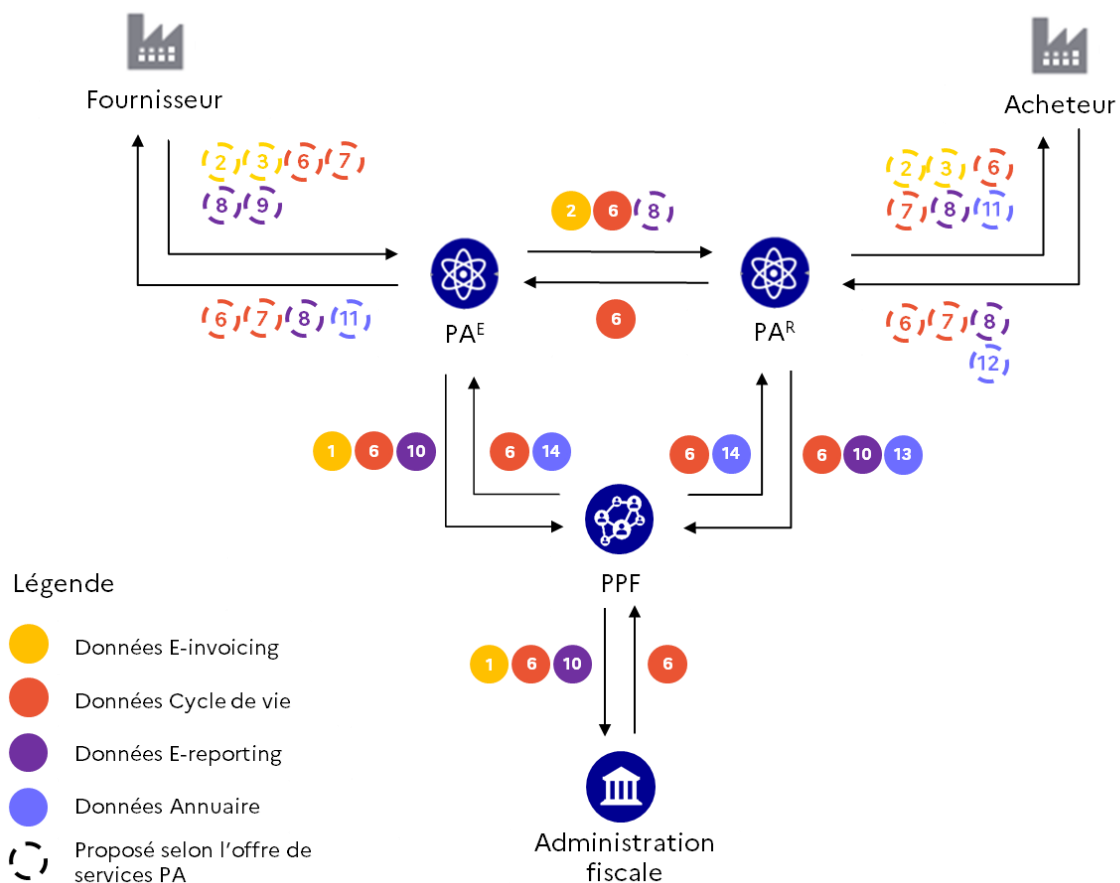


Figure 4 - Cartographie des flux échangés entre les acteurs de l'écosystème

<sup>26</sup> Article 289 bis III. du CGI.

<sup>27</sup> Arrêté du ministre chargé du budget du 7 octobre 2022.

N° de flux	Acteurs	Description
1	PA <sup>E</sup> PPF Administration fiscale	<p>F1 : Flux de données réglementaires de facture<sup>28</sup>, au format syntaxique UBL ou CII.</p> <p>Toute plateforme d'émission (PA ou Chorus Pro) a l'obligation d'assurer l'extraction de ces données réglementaires à partir des flux de factures (F2 et/ou F3, cf. infra) qu'elle émet pour le compte de ses clients, et de transmettre le flux correspondant au portail public de facturation (PPF). Le PPF contrôle puis transmet ce flux à l'administration fiscale.</p>
2	Fournisseur PA <sup>E</sup> PA <sup>R</sup> Acheteur	<p>F2 : Flux de factures électroniques relevant des transactions domestiques entre entreprises ou avec la sphère publique (B2B ou B2G ou G2B), dans l'un des 3 formats syntaxiques du socle (UBL, CII, Factur-X), en fonction de l'offre de services des plateformes (PA<sup>E</sup>, PA<sup>R</sup> ou Chorus Pro).</p> <p>Ces factures doivent contenir <i>a minima</i> l'ensemble des données réglementaires car elles sont exploitées par la PA<sup>E</sup> pour générer le flux de données réglementaires (F1) avant sa transmission au PPF. Ce flux de factures (F2) n'est pas transmis au PPF.</p> <p>Le flux de factures (F2) est transmis par le fournisseur à la PA<sup>E</sup>. Sur la base des informations d'adressage et de routage contenues dans l'annuaire, la PA<sup>E</sup> transmet la facture à la PA<sup>R</sup> de l'acheteur. Selon les souhaits de l'acheteur, la PA<sup>R</sup> peut convertir la facture au format syntaxique UBL, CII, Factur-X ou autre format (F3, cf. infra) en fonction de son offre de services, avant de lui mettre à disposition.</p>
3	Fournisseur PA <sup>E</sup> PA <sup>R</sup> Acheteur	<p>F3 : Flux de factures électroniques relevant des transactions domestiques entre entreprises ou avec la sphère publique (B2B ou B2G ou G2B), dans un format syntaxique autre que l'un des 3 formats du socle (UBL, CII, Factur-X), en fonction de l'offre de services des plateformes (PA<sup>E</sup>, PA<sup>R</sup> ou Chorus Pro).</p> <p>Ces factures doivent contenir <i>a minima</i> l'ensemble des données réglementaires pour permettre leur exploitation par la PA<sup>E</sup> pour générer le flux de données réglementaires (F1) avant sa transmission au PPF. Ce flux de factures (F3) n'est pas transmis au PPF.</p> <p>Le flux de factures est transmis par le fournisseur à la PA<sup>E</sup>. Sur la base des informations d'adressage et de routage contenues dans l'annuaire, la PA<sup>E</sup> transmet la facture à la PA<sup>R</sup> de l'acheteur, si cette dernière est en mesure de l'accepter. Selon les souhaits de l'acheteur, la PA<sup>R</sup> peut convertir la facture au format syntaxique UBL, CII, Factur-X ou autre format (F3) en fonction de son offre de services, avant de lui mettre à disposition.</p>

<sup>28</sup> Les mentions obligatoires d'une facture sont définies à l'article 242 nonies A de l'annexe II au CGI, et les données réglementaires sont définies à l'article 41 septies D de l'annexe IV au CGI.

<p>6</p>	<p>Fournisseur PA<sup>E</sup> PA<sup>R</sup> Acheteur PPF Administration fiscale</p>	<p>F6 : Flux de cycle de vie, au format syntaxique CDAR<sup>29</sup>. Le cycle de vie véhicule les statuts des objets métiers, nécessaires à tous les acteurs de la chaîne de facturation pour connaître l'évolution des traitements.</p> <p>En fonction des cas, ce flux peut être :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- transmis par le fournisseur à la PA<sup>E</sup> ;</li> <li>- transmis par l'acheteur à la PA<sup>R</sup> ;</li> <li>- généré par les plateformes (PA<sup>E</sup> ou PA<sup>R</sup>).</li> </ul> <p>Toute plateforme (PA<sup>E</sup> ou PA<sup>R</sup>) a l'obligation de transmettre au PPF les statuts obligatoires véhiculés par ce flux de cycle de vie. Le PPF contrôle puis transmet ce flux à l'administration fiscale.</p> <p>Le PPF émet également des cycles de vie pour tous les objets métiers qu'il reçoit des plateformes : flux, données réglementaires de factures (F1), données de cycle de vie (F6) et/ou annuelle (F13).</p>
<p>7</p>	<p>Fournisseur PA<sup>E</sup> PA<sup>R</sup> Acheteur</p>	<p>F7 : Flux de cycle de vie, dans un autre format syntaxique que le CDAR, en fonction de l'offre de services des plateformes (PA<sup>E</sup> et PA<sup>R</sup>). Le cycle de vie véhicule les statuts des objets métiers, nécessaires à tous les acteurs de la chaîne de facturation pour connaître l'évolution des traitements.</p> <p>Ces flux de cycles de vie doivent véhiculer <i>a minima</i> l'ensemble des données relatives aux statuts obligatoires de factures pour permettre leur exploitation par les plateformes (PA<sup>E</sup> et PA<sup>R</sup>) pour générer le flux de cycle de vie (F6) avant sa transmission au PPF. Ce flux de cycle de vie (F7) n'est pas transmis au PPF.</p> <p>En fonction des cas, ce flux peut être :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- transmis par le fournisseur à la PA<sup>E</sup> ;</li> <li>- transmis par l'acheteur à la PA<sup>R</sup> ;</li> <li>- généré par les plateformes (PA<sup>E</sup> ou PA<sup>R</sup>).</li> </ul>
<p>8</p>	<p>Fournisseur PA<sup>E</sup> PA<sup>R</sup> Acheteur</p>	<p>F8 : Flux de factures électroniques relevant des opérations interentreprises internationales (B2Bi, Bi2B et Bi2Bi), au format syntaxique UBL, CII, Factur-X ou autre format en fonction de l'offre de services de la PA<sup>E</sup> du fournisseur et/ou de la PA<sup>R</sup> de l'acheteur.</p> <p>En fonction de leur offre de services, les PA<sup>E</sup> et PA<sup>R</sup> peuvent accepter et s'échanger ce type de facture, et les traiter de manière analogue (réception, contrôle, traitement, transmission) aux factures électroniques des opérations</p>

<sup>29</sup> Le format CDAR supporté par le portail public de facturation (PPF) est UN/CEFACT SCRDM CI Cross Domain Application Response message.

		<p>interentreprises domestiques (B2B)<sup>30</sup> selon les règles posées par la norme AFNOR pour ces factures.</p> <p>Ce flux est transmis par le fournisseur à sa PA<sup>E</sup>, ou par l'acheteur à sa PA<sup>R</sup>, qui le convertit en flux de données de transmission (flux 10), pour traitement des données et transmission au PPF<sup>31</sup>.</p>
9	Fournisseur PA <sup>E</sup>	<p>F9 : Flux de factures électroniques relevant des opérations auprès de non-assujettis (B2C), au format syntaxique UBL, CII, Factur-X ou autre format en fonction de l'offre de services de la PA<sup>E</sup> du fournisseur.</p> <p>En fonction de leur offre de services, les PA<sup>E</sup> peuvent accepter ce type de facture, et les traiter de manière analogue (réception, contrôle, traitement, transmission) aux factures électroniques des opérations interentreprises domestiques (B2B)<sup>32</sup> selon les règles posées par la norme AFNOR pour ces factures.</p> <p>Il est transmis par le fournisseur à sa PA<sup>E</sup>, qui le convertit en flux de données de transmission (flux 10), pour traitements des données et transmission au PPF<sup>33</sup>.</p>
10	Fournisseur PA <sup>E</sup> PA <sup>R</sup> Acheteur	<p>F10 : Flux de transmission de données de transaction et de paiement relevant d'opérations interentreprises internationales (B2Bi, Bi2B, Bi2G et Bi2Bi) ou auprès de non-assujettis (B2C, G2C).</p> <p>En fonction des cas, ce flux peut être :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- transmis par le déclarant assujetti (le fournisseur ou l'acheteur en fonction des cas) à sa plateforme de déclaration ;</li> <li>- généré par la plateforme du déclarant assujetti à partir de flux de factures électroniques (flux 8 et 9).</li> </ul> <p>A l'issue de la période de déclaration (définie par le régime fiscal du déclarant assujetti), la plateforme de déclaration agrège l'ensemble des flux 10, transmis ou générés au titre de la période.</p> <p>Le flux de transmission de données de transaction et de paiement doit être transmis par la plateforme (PA<sup>E</sup> et PA<sup>R</sup>) de manière agrégée au PPF. Le PPF contrôle puis transmet ce flux à l'administration fiscale.</p>

<sup>30</sup> Ces factures ne doivent pas faire l'objet de production d'un flux 1 ni de transmission des cycles de vie (flux 6) au PPF.

<sup>31</sup> Modalités de traitement et de transmission des données de transaction et de paiement décrits dans les articles 41 septies J à P de l'annexe IV au CGI.

<sup>32</sup> Ces factures ne doivent pas faire l'objet de production d'un flux 1 ni de transmission des cycles de vie (flux 6) au PPF.

<sup>33</sup> Modalités de traitement et de transmission des données de transaction et de paiement décrits dans les articles 41 septies J à P de l'annexe IV au CGI.

11	Fournisseur PA <sup>E</sup> PA <sup>R</sup> Acheteur	F11 : Flux de consultation de l'annuaire transmis, en fonction de son offre de services, par une plateforme (PA <sup>E</sup> ou PA <sup>R</sup> ) à ses utilisateurs (fournisseur ou acheteur). En fonction des cas, ce flux permet à : <ul style="list-style-type: none"> <li>un fournisseur d'obtenir les informations d'adressage nécessaires à l'émission d'une facture vers un acheteur ;</li> <li>un acheteur de vérifier que ses informations d'adressage sont correctes et à jour.</li> </ul>
12	Acheteur PA <sup>R</sup>	F12 : Flux d'actualisation de l'annuaire transmis par un acheteur vers sa PA <sup>R</sup> , en fonction de son offre de services. Ce flux permet à un acheteur de corriger ou mettre à jour ses informations d'adressage de factures.
13	PA <sup>R</sup> PPF	F13 : Flux d'actualisation de l'annuaire transmis par une PA <sup>R</sup> au PPF. Ce flux permet à une plateforme de corriger ou mettre à jour, pour le compte de ses utilisateurs, leurs informations d'adressage de factures.
14	PA <sup>E</sup> PA <sup>R</sup> PPF	F14 : Flux de consultation de l'annuaire transmis par le PPF aux plateformes (PA <sup>E</sup> ou PA <sup>R</sup> ). En fonction des abonnements choisis par les plateformes, elles peuvent recevoir à une fréquence régulière, un export complet de l'annuaire (flux « full ») ou seulement les mises à jour de l'annuaire réalisées au cours d'une période définie (flux « différentiel »).

Les flux échangés directement avec le portail public de facturation (PPF), et les données qu'ils contiennent, sont décrits dans les annexes 1 à 6 de ce présent document.

### 3.3 Le raccordement au portail public de facturation (PPF)

#### 3.3.1. Les principes directeurs

Un raccordement matérialise l'interconnexion entre un partenaire<sup>34</sup> et le portail public de facturation (PPF) pour les échanges depuis l'une de ses applications :

- un raccordement EDI est associé aux éléments suivants : le code application du partenaire, le protocole technique d'échange, le certificat du partenaire, ses abonnements ;
- un raccordement API est associé aux éléments suivants : une application déclarée dans le compte du partenaire ouvert dans l'application PISTE<sup>35</sup>, un code application du partenaire et un compte technique.

Le portail public de facturation (PPF) assure la gestion des raccordements en EDI et en API des partenaires :

- la création des raccordements, la mise à jour et la désactivation des raccordements ;
- la consultation des informations relatives à un raccordement.

Ces fonctionnalités seront accessibles aux partenaires habilités<sup>36</sup> depuis le portail de services Chorus Pro.

<sup>34</sup> On désigne « partenaire » tout système d'information (SI) raccordé au PPF.

<sup>35</sup> PISTE : plateforme d'intermédiation des services pour la transformation de l'Etat.

<sup>36</sup> Les partenaires habilités ont un compte sur le portail de service (en qualification et en production), sont rattachés à une structure de type « PA » et ont le profil dédié « Raccordements modification ».

### 3.3.2. Le raccordement en EDI

Les raccordements EDI avec le portail public de facturation (PPF) ont vocation à permettre l'échange de flux volumineux afin d'en assurer un traitement en masse. Le portail public de facturation met à disposition des partenaires raccordés en EDI, les protocoles d'échanges SFTP, AS/2 et AS/4 (cf. infra).

Un partenaire<sup>37</sup> ne peut utiliser qu'un seul de ces protocoles par raccordement.

#### 3.3.2.1. Le protocole SFTP

Le Secure File Transfert Protocol (ou SSH File Transfert Protocol) est un protocole permettant le transfert de fichiers entre un serveur (le PPF) et un partenaire (aussi appelé « client »), en assurant le cryptage de l'intégralité de la connexion, y compris des mots de passe et du contenu des transferts. Il constitue une variante du protocole FTP qui sécurise la session au travers d'une connexion Secure Shell (SSH).

Pour requérir une connexion au système d'échange du portail public de facturation (PPF) à travers le protocole SFTP, les partenaires doivent :

- disposer d'un client SFTP ;
- disposer d'un utilitaire d'affectation de numéro de séquence ;
- définir une procédure d'émission et de réception.

L'authentification du partenaire se fait via l'utilisation de sa clé<sup>38</sup> publique. Cette clé doit être communiquée<sup>39</sup> à l'AIFE lors de la phase de raccordement, conformément aux modalités en cours pour les flux TLS.

La sécurité du protocole doit au préalable être assurée par :

- la clé publique du serveur AIFE mise à disposition<sup>40</sup> du partenaire ;
- les algorithmes de chiffrement<sup>41</sup> dont le support par le partenaire doit être assuré ;
- les paires de clés RSA utilisées pour l'authentification du partenaire.

Chaque partenaire dispose de son SAS de dépôt et récupération des fichiers :

- le partenaire doit déposer sur le serveur SFTP dédié les fichiers qu'il souhaite remettre au portail public de facturation (PPF) ;
- le partenaire doit retirer sur le serveur SFTP dédié les fichiers qui lui sont mis à disposition par le portail public de facturation (PPF) dans le respect du délai de retrait<sup>42</sup>. Un fichier mis à disposition ne peut être récupéré qu'une seule fois.

---

<sup>37</sup> On désigne « partenaire » tout SI raccordé au PPF.

<sup>38</sup> Bi-clé RSA.

<sup>39</sup> Le certificat SFTP de la norme X509v3 du partenaire contenant la clé RSA publique et d'autres informations comme l'identité du partenaire, l'autorité de certification (AC) qui a émis le certificat, ainsi que la période de validité du certificat.

<sup>40</sup> Via des URL, sur les principes d'échanges TLS.

<sup>41</sup> AES128\_CBC et AES256\_CBC.

<sup>42</sup> Le délai de retrait des fichiers est fixé à une durée d'une semaine (7 jours). Passé ce délai, les fichiers sont automatiquement purgés et ne sont par conséquent plus disponibles.

Pour ce faire, le partenaire est autorisé à utiliser des automates (scripts ou utilitaires) effectuant le dépôt ou la récupération de fichiers.

Chaque partenaire transmet des fichiers dont le nommage doit respecter les règles décrites<sup>43</sup> dans le présent document.

Toute manipulation de fichier mis à disposition (hors récupération) ou du répertoire de récupération (hors listage) est interdite.

La cinématique d'un transfert SFTP est la suivante :

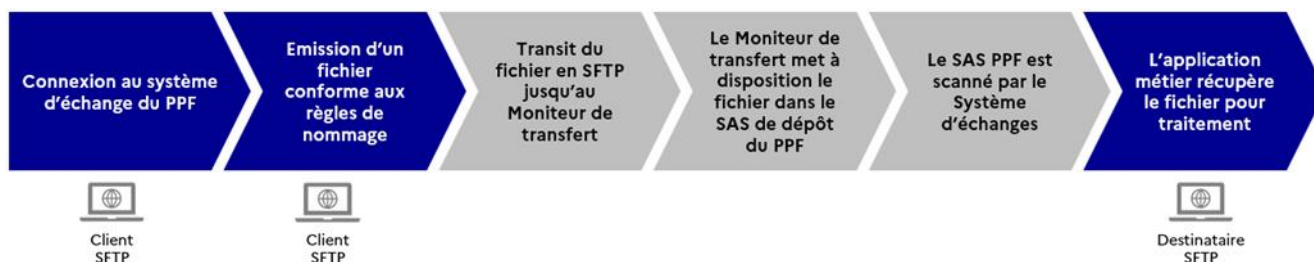


Figure 5 - Cinématique d'un flux entrant par protocole SFTP

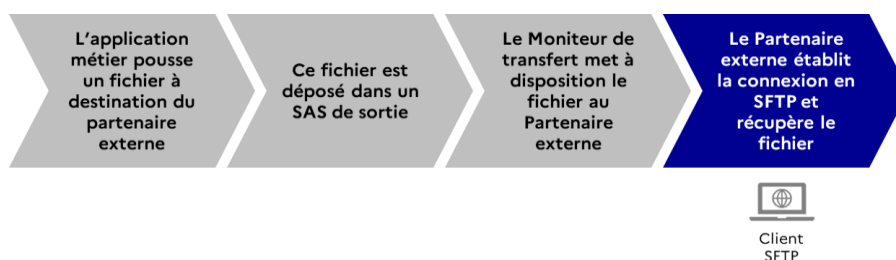


Figure 6 - Cinématique d'un flux sortant par protocole SFTP

### 3.3.2.2. Le protocole AS/2

Le protocole Applicable Statement 2 (AS/2) est un protocole de transfert de fichiers fonctionnant en mode « push », permettant au partenaire d'envoyer directement et de sa propre initiative un fichier au destinataire. L'AS/2 spécifie le mode de connexion, de livraison, de validation et d'acquittement des données. Ce protocole a la particularité d'intégrer un système d'acquittement protocolaire appelé MDN.

Pour requérir une connexion au système d'échange du portail public de facturation (PPF) à travers le protocole AS/2, les partenaires doivent :

- disposer d'un serveur AS/2 pour la réception des messages ;
- disposer d'un client AS/2 pour l'émission ;
- disposer de serveurs en mesure de gérer les MDN synchrones ;
- disposer d'un utilitaire d'affectation de numéro de séquence ;
- définir une procédure d'émission et de réception.

<sup>43</sup> Cf. chapitre dédié 3.4.5. Le nommage des flux



L'authentification du partenaire se fait via l'utilisation du mécanisme de signature électronique fourni par le protocole AS/2. Ce certificat<sup>44</sup> doit être communiquée à l'AIFE lors de la phase de raccordement.

La sécurité du protocole<sup>45</sup> doit au préalable être assurée par :

- un utilitaire d'affectation de numéro de séquence ;
- une procédure d'émission et de réception définie ;
- Un certificat pour les opérations d'authentification, signature<sup>46</sup> et chiffrement<sup>47</sup>.

Chaque partenaire transmet :

- le fichier encapsulé dans la requête AS/2, sous forme de pièce jointe<sup>48</sup>, dont le nommage doit respecter les règles décrites<sup>49</sup> dans le présent document ;
- l'enveloppe de données est ensuite envoyée par Internet en utilisant les protocoles standards ;
- les données sont transmises par le protocole http, en requête POST, à un nom de domaine complètement qualifié (FQDN) ;
- des acquittements (MDN) sont générés en mode synchrone<sup>50</sup> pour signifier au client le succès (OK) ou l'échec (NOK) du transfert. En cas d'échec (NOK), le transfert doit être rejoué.

La cinématique d'un transfert AS/2 est la suivante :



Figure 7 - Cinématique d'un flux entrant par protocole AS/2

<sup>44</sup> X509v3.

<sup>45</sup> La couche de transport ne nécessite pas de TLS.

<sup>46</sup> SHA-2.

<sup>47</sup> AES 256.

<sup>48</sup> SMIME.

<sup>49</sup> Cf. chapitre dédié 3.4.5. Le nommage des flux

<sup>50</sup> L'AS/2 n'inclut pas de mécanisme de reprise automatique. En cas de non-réception des acquittements de transferts, il est nécessaire de contacter le correspondant technique support du portail public de facturation (PPF).

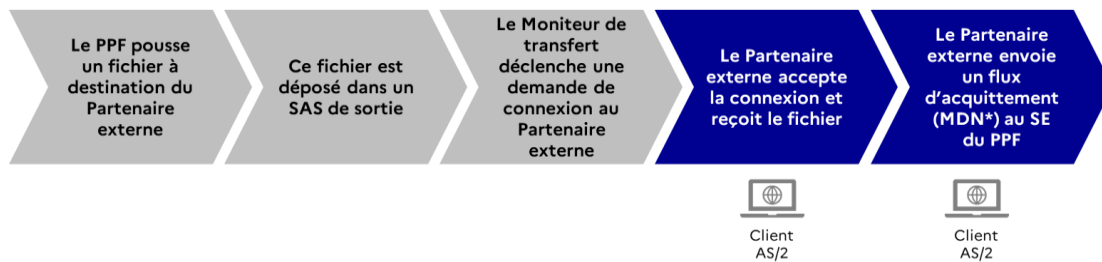


Figure 8 - Cinématique d'un flux sortant par protocole AS/2

### 3.3.2.3. Le protocole AS/4

Le protocole Applicable Statement 4 (AS/4) est un protocole de transfert de fichiers fonctionnant en mode « push » ou « pull ». Le protocole AS/4 spécifie le mode de connexion, de livraison, de validation et d'acquiescement des données. Ce protocole a la particularité d'intégrer un système d'acquiescement protocolaire appelé MDN.

Pour requérir une connexion au système d'échange du portail public de facturation (PPF) à travers le protocole AS/4, les utilisateurs doivent :

- disposer d'un serveur AS/4 pour la réception des messages ;
- disposer d'un client AS/4 pour l'émission ;
- disposer de serveurs en mesure de gérer les messages signaux d'acquiescement (SOAP) signés ;
- disposer d'un utilitaire d'affectation de numéro de séquence ;
- définir une procédure d'émission et de réception.

L'authentification du partenaire se fait via l'utilisation du mécanisme de signature électronique fourni par le protocole AS/4. Ce certificat<sup>51</sup> doit être communiquée à l'AIFE lors de la phase de raccordement.

La sécurité du protocole<sup>52</sup> doit au préalable être assurée par :

- un utilitaire d'affectation de numéro de séquence ;
- une procédure d'émission et de réception définie ;
- un certificat pour les opérations d'authentification, signature<sup>53</sup> et chiffrement<sup>54</sup>.

Chaque partenaire transmet :

- le fichier encapsulé dans la requête AS/4, sous forme de pièce jointe<sup>55</sup>, dont le nommage doit respecter les règles décrites<sup>56</sup> dans le présent document ;
- l'enveloppe de données est ensuite envoyée par Internet en utilisant les protocoles standards ;
- les données sont transmises par le protocole http, en requête POST, à un nom de domaine complètement qualifié (FQDN) ;

<sup>51</sup> X509v3.

<sup>52</sup> La couche de transport ne nécessite pas de TLS.

<sup>53</sup> SHA-2.

<sup>54</sup> AES 256.

<sup>55</sup> PJ SOAP (attachment).

<sup>56</sup> Cf. chapitre dédié 3.4.5. Le nommage des flux

- des acquittements (SOAP) sont générés en mode synchrone<sup>57</sup> et signés pour signifier au client le succès (OK) ou l'échec (NOK) du transfert. En cas d'échec (NOK), le transfert doit être rejoué.

La cinématique d'un transfert AS/4 est la suivante :

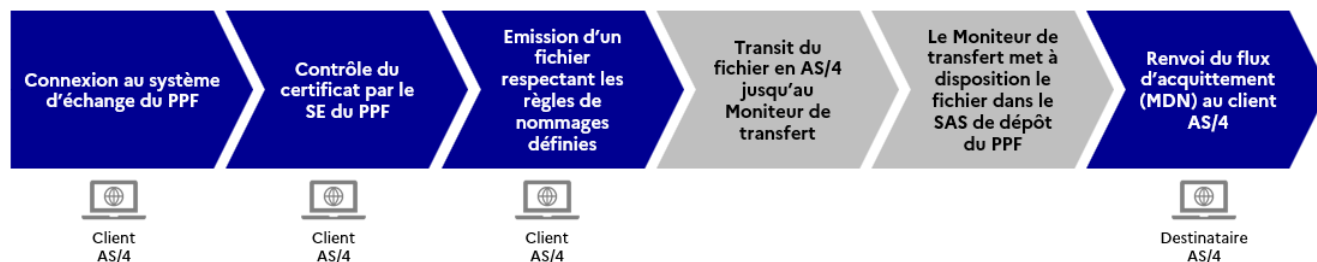


Figure 9 - Cinématique d'un flux entrant par protocole AS/4



Figure 10 - Cinématique d'un flux sortant par protocole AS/4

### 3.3.3. Le raccordement en API

Les raccordements API avec le portail public de facturation (PPF) ont vocation à permettre l'échange de données avec un partenaire. L'un des avantages du mode API est de capitaliser sur les outils informatiques déjà déployés au sein de la structure du partenaire, en y intégrant des données additionnelles et/ou complémentaires. Les services API du portail public de facturation (PPF) sont exposés via la plateforme d'intermédiation des services pour la transformation de l'Etat<sup>58</sup> (PISTE).

Les services API proposés par le portail public de facturation (PPF) sont caractérisés par :

- un mode d'authentification OAuth2 ;
- des principes architecturaux de type REST ;
- l'envoi de requête de données réalisé via le protocole HTTP ;
- des messages au format JSON ou XML ou un code retour HTTP ;
- des appels synchrones (i.e. la connexion est maintenue après chaque appel jusqu'à obtention de la réponse) ;
- l'utilisation des verbes GET, POST, PUT et DELETE ;
- l'utilisation d'URL pour le versionnage des API<sup>59</sup> ;
- une gestion multi-langue<sup>60</sup>.

<sup>57</sup> L'AS/4 n'inclut pas de mécanisme de reprise automatique. En cas de non-réception des acquittements de transferts, il est nécessaire de contacter le correspondant technique support du portail public de facturation (PPF).

<sup>58</sup> Cf. Chapitre 7 - Documentation applicable : Présentation de la plateforme PISTE.

<sup>59</sup> En cas d'évolutions, au-moins deux versions de chaque API seront maintenues afin de faciliter l'adaptation des clients.

<sup>60</sup> Un paramètre d'entrée de langue sera positionné au niveau des paramètres d'appel API de façon à recevoir les messages de retour API (techniques ou fonctionnels) en français (FR). Le choix de la langue anglaise (EN) sera proposé ultérieurement.

À la suite de l'appel d'une API par un partenaire, le serveur retourne des données (JSON ou XML) ou un code retour HTTP. Dans le cas d'un code retour de type erreur, ce retour détaille l'erreur rencontrée dans le corps du message.

Les erreurs techniques peuvent être de 2 types :

- une erreur client est associée au code d'erreur 40x ;
- une erreur serveur est associée au code d'erreur 50x.

Les principaux codes retours HTTP sont :

Code retour	Libellé – Commentaire
200	Ok
201	Ok, une nouvelle ressource a été créée
204	Ok, la ressource a été supprimée
206	La requête est traitée sans erreur, mais le volume d'information renvoyée a été réduit
400	La requête est invalide ou ne peut pas aboutir
401	La requête n'est pas autorisée et nécessite l'authentification de l'utilisateur
403	La requête est refusée ou l'accès n'est pas autorisé
404	Il n'y a pas de ressource correspondante à l'URL donnée
408	Le délai maximal de la requête est atteint
422	Erreur de validation des données
429	Le nombre maximal d'appels dans un délai donné est atteint
500	Une erreur interne au serveur est survenue
501	La ressource n'est pas implémentée
503	Le service est actuellement indisponible

Tableau 1 - Liste des codes retours HTTPS

Les principaux services API<sup>61</sup> proposés par le portail public de facturation (PPF) relèvent du périmètre de l'annuaire PPF<sup>62</sup>.

### 3.3.4. La création d'un raccordement

Chaque plateforme agréée (PA) devra mettre en place *a minima* un raccordement EDI, en suivant la procédure dédiée<sup>63</sup> et dans le respect des exigences de sécurité définies par l'AIFE. Elle pourra choisir, via un système d'abonnement, les flux (interfaces) qu'elle souhaite transmettre et recevoir.

Ces raccordements devront être testés depuis la plateforme de qualification<sup>64</sup> prévue à cet effet.

Pour créer un raccordement EDI, le partenaire doit :

- choisir le protocole d'échange ;
- fournir un certificat RGS 1\* (minimum) qui doit être unique et valide ;
- choisir ses abonnements aux interfaces (émission et/ou réception) ;
- fournir les caractéristiques techniques (information réseaux) ;
- fournir un contact facilitant les échanges.

<sup>61</sup> Ces API sont décrites dans la documentation technique relative à l'annuaire (swagger publié sur PISTE).

<sup>62</sup> Cf. chapitre dédié 3.5.L'annuaire

<sup>63</sup> Cf. Chapitre 7 – Documentation applicable : Spécifications externes initiales B2G/G2G de Chorus Pro – Annexe EDI.

<sup>64</sup> La plateforme de qualification est accessible depuis le 03/02/2025.

Pour créer un raccordement API, le partenaire doit :

- déclarer le nom de l'application PISTE qui doit être unique ;
- fournir un contact facilitant les échanges.



Figure 11 - La mise en place d'un raccordement au portail public de facturation (PPF)

### 3.3.5. La modification d'un raccordement

Un partenaire peut modifier son raccordement EDI pour :

- mettre à jour son certificat ;
- mettre à jour ses abonnements aux interfaces (ajout, suppression) ;
- mettre à jour la date de fin de son raccordement qui permet de désactiver le raccordement à une date fixée par le partenaire ;
- modifier le contact technique.

Un partenaire peut modifier un raccordement API pour :

- mettre à jour le nom de l'application PISTE ;
- désactiver le raccordement API ;
- modifier le contact technique.

### 3.3.6. La consultation d'un raccordement

Un partenaire peut consulter tous les raccordements API et EDI liés à ses structures, via une IHM dédiée. Toutes les informations du raccordement sont restituées, ainsi que le statut courant du raccordement et la date d'expiration du certificat pour un raccordement EDI.

## 3.4 Le système d'échanges

### 3.4.1. Les principes directeurs

Le système d'échanges (SE) assure la gestion des transferts entre les systèmes d'informations (SI) partenaires et le SI du portail public de facturation (PPF).

L'authentification du partenaire est réalisée via son code application, défini lors de la création de son raccordement. A partir du code application, le système d'échanges contrôle les informations suivantes :

- l'existence et la validité, d'un raccordement pour ce code application partenaire ;
- la typologie de flux associée à l'abonnement de ce raccordement ;

- le protocole technique d'échange à utiliser.

Seuls les partenaires raccordés sont autorisés à transmettre des flux au système d'échange, en fonction de la typologie de flux à laquelle ils sont abonnés en émission et/ou en réception, ainsi que le protocole d'échange qu'ils ont choisi à cet effet.

### 3.4.2. Les contrôles techniques

Tout flux entrant, émis par un partenaire raccordé et habilité, est contrôlé. Les contrôles techniques suivants sont réalisés sur le flux et les fichiers qu'il contient<sup>65</sup> :

- contrôle antivirus ;
- contrôle du contenu (non vide) ;
- contrôle d'extension<sup>66</sup> ;
- contrôle de taille du flux et du nombre de fichiers contenus dans le flux <sup>67</sup> ;
- contrôle d'enveloppe et d'unicité.

### 3.4.3. Les contrôles applicatifs

Si les contrôles techniques ne retournent aucune anomalie sur le flux, alors des contrôles applicatifs sont réalisés sur chaque fichier pour s'assurer que :

- chaque fichier est exploitable ;
- chaque fichier est conforme aux dispositions réglementaires et/ou syntaxiques<sup>68</sup>.

### 3.4.4. Le cycle de vie d'un flux

Tout flux reçu par le portail public de facturation (PPF) - hors cycle de vie de flux - fera l'objet d'un cycle de vie<sup>69</sup> transmis au partenaire émetteur, afin d'informer ce dernier de l'état de traitement de ce flux par le PPF.

Objet	Code	Libellé	Caractère	Définition
Flux	500	Recevable	Obligatoire	Le flux est contrôlé et conforme.
Flux	501	Irrecevable	Obligatoire	Le flux est contrôlé mais non conforme.

Tableau 2 - Les statuts possibles d'un flux

Un flux est irrecevable si :

- le résultat d'un ou plusieurs contrôles techniques est en échec ;
- le résultat d'un ou plusieurs contrôles applicatifs est en échec.

<sup>65</sup> L'ensemble des fichiers contenus dans un flux sont de même nature et de même format.

<sup>66</sup> Les extensions autorisées sont tar.gz et xml.

<sup>67</sup> La taille maximale autorisée pour un flux est de 1Go, et chaque fichier contenu dans le flux ne doit pas dépasser une taille maximale de 100 Mo.

<sup>68</sup> Ces contrôles sont décrits au travers de XSD.

<sup>69</sup> Tous les fichiers générés par le PPF sont encodés en UTF-8 et tous les fichiers xml reçus doivent être encodés en UTF-8.

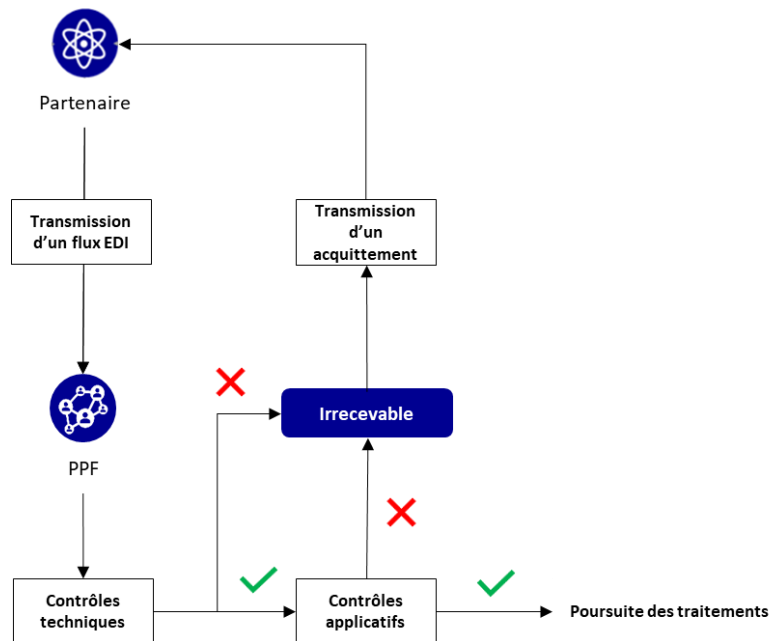


Figure 12 - L'irrecevabilité d'un flux en cas d'échec aux contrôles applicatifs

L'irrecevabilité d'un flux est associée à un ou plusieurs motifs, et la source des anomalies<sup>70</sup> est indiquée, afin de permettre au partenaire de réaliser les actions correctives adaptées.

Les motifs d'irrecevabilité d'un flux sont :

<sup>70</sup> L'identifiant du flux et/ou des fichiers contrôlés comme non conformes.

Code	Libellé	Description
IRR_TAILLE	Contrôle de taille du flux	Le flux dépasse la taille limite autorisée.
IRR_TAILLE_F	Contrôle de taille des fichiers	L'un ou plusieurs fichiers contenus dans le flux dépassent la taille limite autorisée.
IRR_TAILLE_PJ	Contrôle de taille des pièces jointes	L'une ou plusieurs pièces jointes dépassent la taille limite autorisée.
IRR_UNCITE	Contrôle d'unicité	Le flux a déjà été envoyé et réceptionné.
IRR_VIDE	Contrôle de flux non vide	Le flux est vide.
IRR_VIDE_F	Contrôle des fichiers non vides	L'un ou plusieurs fichiers contenus dans le flux sont vides.
IRR_VID_PJ	Contrôle des pièces jointes non vides	L'une ou plusieurs pièces jointes sont vides.
IRR_FORM	Contrôle du nom de l'enveloppe du flux	Le nom du flux ne respecte pas les règles de nommage.
IRR_NOM_F	Contrôle du nom des fichiers	Le nom d'un ou plusieurs fichiers ne respecte pas les règles de nommage <sup>71</sup> .
IRR_NOM_PJ	Contrôle du nom des pièces jointes	Le nom d'une ou plusieurs pièces jointes ne respecte pas les règles de nommage.
IRR_TYPE	Contrôle de type et extension du flux	Le type et/ou l'extension du flux ne sont pas conformes.
IRR_TYPE_F	Contrôle de type et extension des fichiers	Le type et/ou l'extension des fichiers contenus dans le flux ne sont pas conformes.
IRR_EXT_DOC	Contrôle de type et extension des pièces jointes	Le type et/ou l'extension des pièces jointes dans le flux ne sont pas conformes.
IRR_ANTIVIRUS	Contrôle anti-virus	Le flux ne respecte pas les conditions de sécurité.
IRR_CODE_INTER	Code interface inconnu	Le code interface du flux n'est pas connu du système.
IRR_EXTRAC	Extraction de l'archive	L'archive du flux déposé n'a pas pu être extraite.
IRR_CODE_APP	Contrôle du code application	Aucun raccordement n'existe pour le code application du flux.
IRR_SYNTAX	Contrôle syntaxique des fichiers	Le format syntaxique de l'un ou plusieurs fichiers n'est pas correct.

Tableau 3 - Liste des motifs d'irrecevabilité

Si les contrôles techniques et applicatifs ne retournent aucune anomalie alors le flux (ainsi que chaque fichier qu'il contient) est recevable.

<sup>71</sup> Une règle de nommage pour les fichiers F1 impose le format suivant : `<profil>_<nom_de_fichier>.xml`. Le `<profil>` permet de traiter efficacement ces flux en fonction de la trajectoire des données réglementaires (cf. chapitre dédié 3.6.3 Les données réglementaires d'une facture), et peut prendre les deux valeurs « Base » et « Full ». Des fichiers de profils différents peuvent être présents au sein d'un même flux.



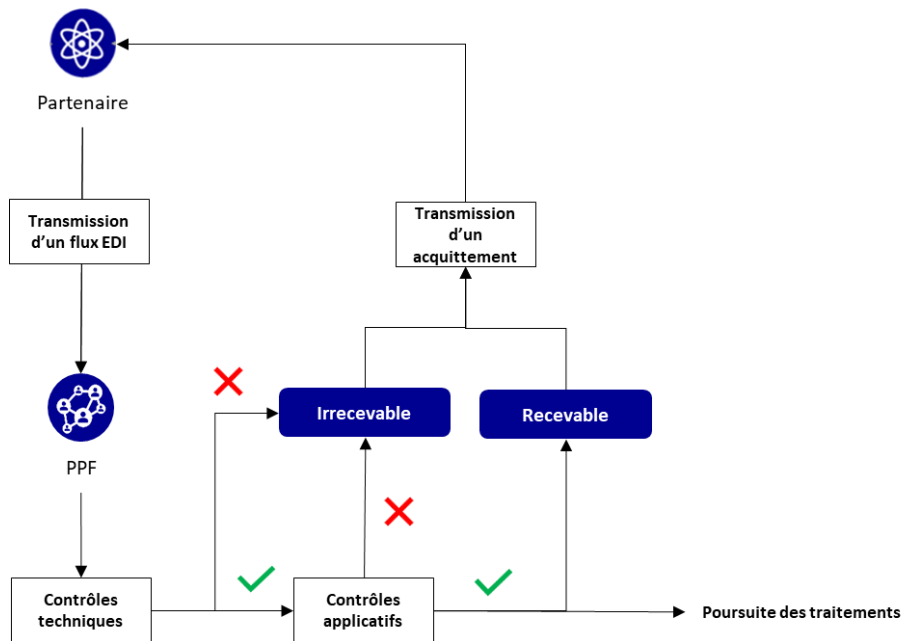


Figure 13 - La recevabilité d'un flux en cas de succès des contrôles techniques et applicatifs

Dans un cas de recevabilité comme d'irrecevabilité, le système d'échanges va allouer les objets cycles de vie nécessaires<sup>72</sup> à la constitution d'un flux<sup>73</sup>. Une fois constitué, le système d'échanges adresse le flux au partenaire, via le protocole technique d'échange que ce dernier a choisi lors de la création de son raccordement.

### 3.4.5. Le nommage des flux

L'enveloppe d'un flux est composée de :

- un code interface qui permet d'identifier la nature du flux et son format ;
- un code application partenaire de l'émetteur destinataire du flux<sup>74</sup> ;
- un identifiant de flux (25 caractères) construit à partir du code application de l'émetteur du flux (6 premiers caractères) et d'un numéro de séquence (19 caractères : chiffres ou lettres majuscules).



Figure 14 - La composition de l'enveloppe d'un flux

Recommandation AIFE :

Il est recommandé de construire l'identifiant du flux comme suit :

- code application (CCCCC) : 6 caractères alphanumériques
- code interface (IIII) : 4 chiffres
- identifiant du flux (XXXXXXXXXXXXXXXXXX) : 15 chiffres définis par l'émetteur.

<sup>72</sup> Les critères d'allocation sont : le code application partenaire, la nature du flux, le format du flux, la taille maximale d'un flux, le nombre maximal de fichiers contenus dans un flux et le délai maximal de mise à disposition des informations.

<sup>73</sup> De type archive « tar.gz ».

<sup>74</sup> Lorsque le flux est émis par un partenaire au PPF (flux entrant) alors le code application du partenaire émetteur du flux est à renseigner. Lorsque le flux est émis par le PPF (flux sortant) à un partenaire alors le code application du partenaire destinataire du flux est renseigné.



Figure 15 - Recommandation de composition de l'identifiant d'un flux

Exemple :

Dépôt d'un flux de données réglementaires (F1) au format UBL avec le code interface FFE0111A et le code application partenaire AAA123 : FFE0111A\_AAA123\_AAA123011100000000000001.

Les codes interfaces attendus pour chaque type de flux sont :

N° de flux	Description	Format (syntaxe) du flux	Code interface
F6	Cycle de vie de flux	CDAR	CFE + IIIIV (issus du code interface initial) <sup>75</sup>
	Cycle de vie de factures	CDAR	FFE0614A
	Cycle de vie de données réglementaires <sup>76</sup>	CDAR	FFE0604A
	Cycle de vie de statuts obligatoires	CDAR	FFE0654A
	Cycle de vie de données de transaction et de paiement	CDAR	FFE0624A
	Cycle de vie d'actualisation de l'annuaire	CDAR	FFE0634A
F1	Données réglementaires	UBL	FFE0111A
		CII	FFE0112A
F10	Données de transaction et de paiement	Format spécifique	FFE1025A
F13	Actualisation de l'annuaire	Format spécifique	FFE1235A
F14	Export de l'annuaire	Format spécifique	FFE1435A

Tableau 4 - Liste des codes interfaces par type de flux

Exemples :

- Une plateforme agréée d'émission (code application : AAA123) transmet un flux de données obligatoire - F1 au format UBL (numéro de séquence : 0111000000123456789) au portail public de facturation (code application : PPF001) :

<sup>75</sup> Le code interface d'un flux cycle de vie se rapportant à un objet de type flux est constitué à partir de l'enveloppe de ce flux d'origine, en changement uniquement la première lettre F par C.

<sup>76</sup> Ce cycle de vie sera transmis exclusivement par le portail public de facturation (PPF).

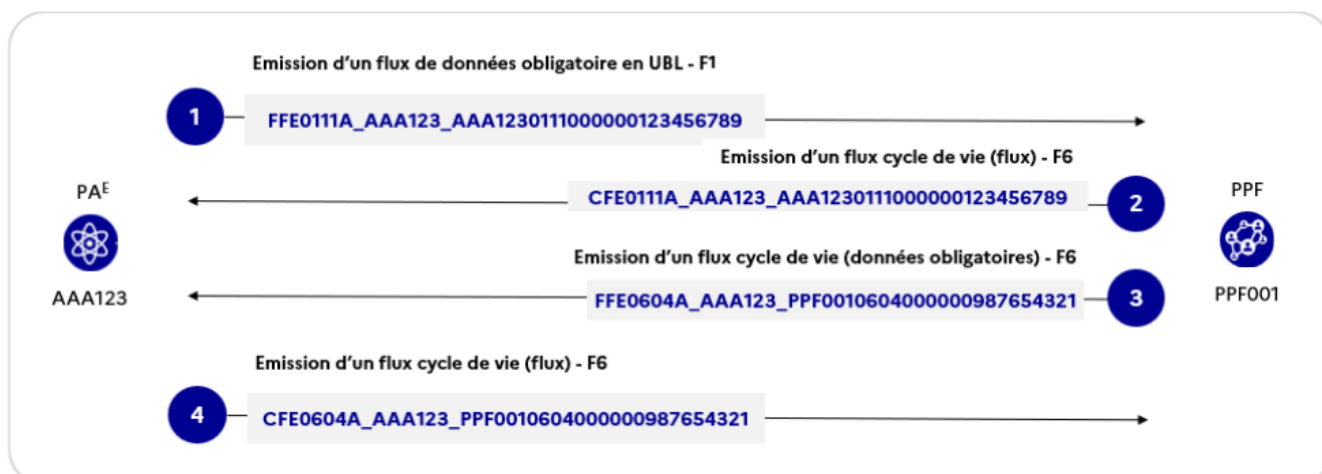


Figure 16 - Cinématique des flux F1

- Une plateforme agréée d'émission (code application : AAA123) transmet un flux de statuts réglementaires - F6 (numéro de séquence : 0614000000123456789) au portail public de facturation (code application : PPF001) :

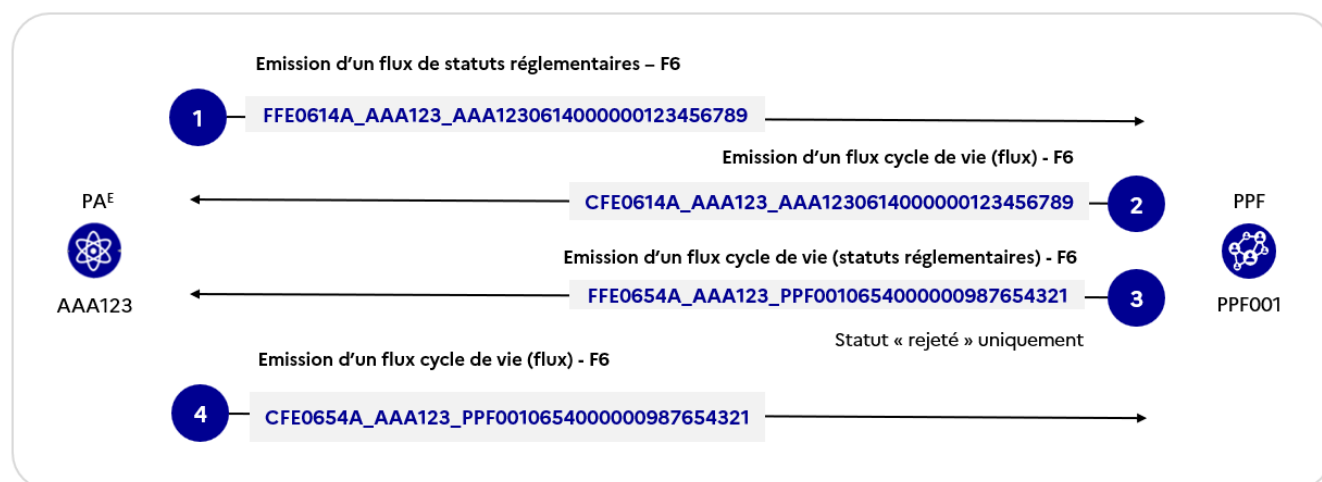


Figure 17 - Cinématique des flux F6

A noter : le PPF n'émet de cycle de vie (statuts réglementaires) - F6 que dans le cas où les statuts réglementaires transmis par la plateforme sont rejetés (i.e. : une anomalie a été détectée à l'issue des contrôles fonctionnels).

- Une plateforme agréée d'émission (code application : AAA123) transmet un flux de transmission - F10 (numéro de séquence : 1025000000123456789) au portail public de facturation (code application : PPF001) :

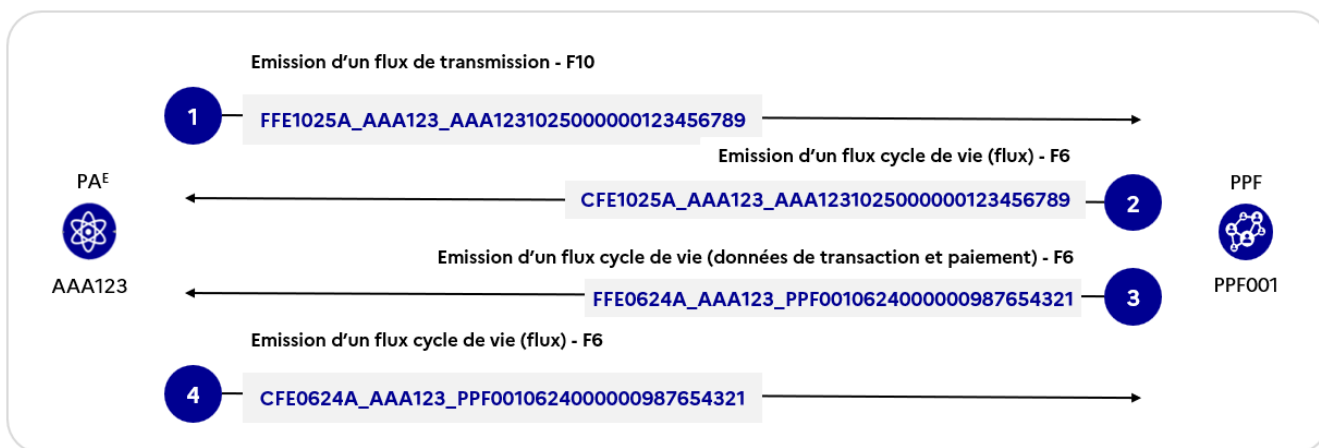


Figure 18 - Cinématique des flux F10

- Une plateforme agréée de réception (code application : BBB123) transmet un flux d'actualisation de l'annuaire - F13 (numéro de séquence : 1235000000123456789) au portail public de facturation (code application : PPF001) :

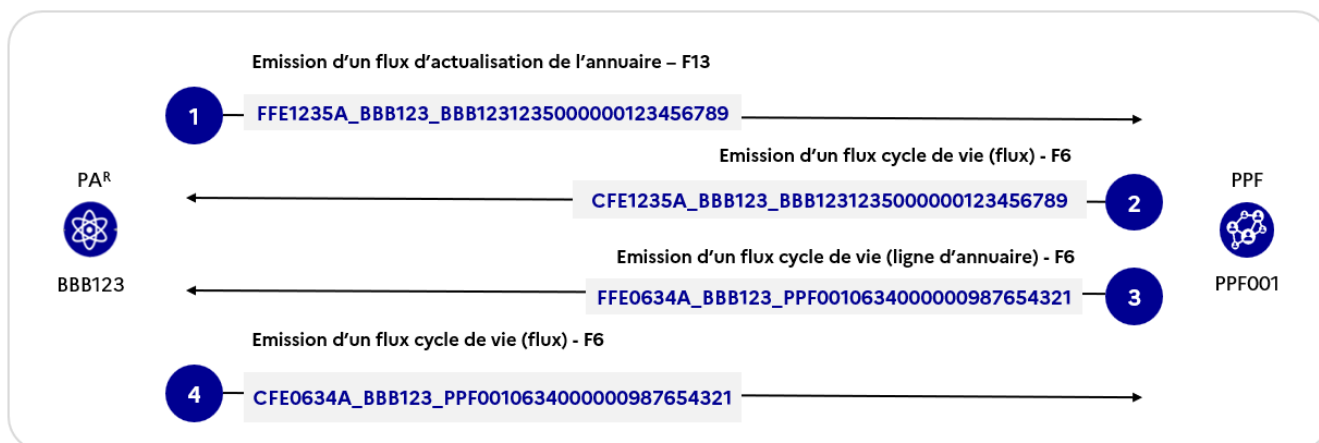


Figure 19 - Cinématique des flux F13

- Le portail public de facturation émet un flux de consultation - F14 (numéro de séquence : 1435000000123456789) à une plateforme agréée (code application : AAA123) :

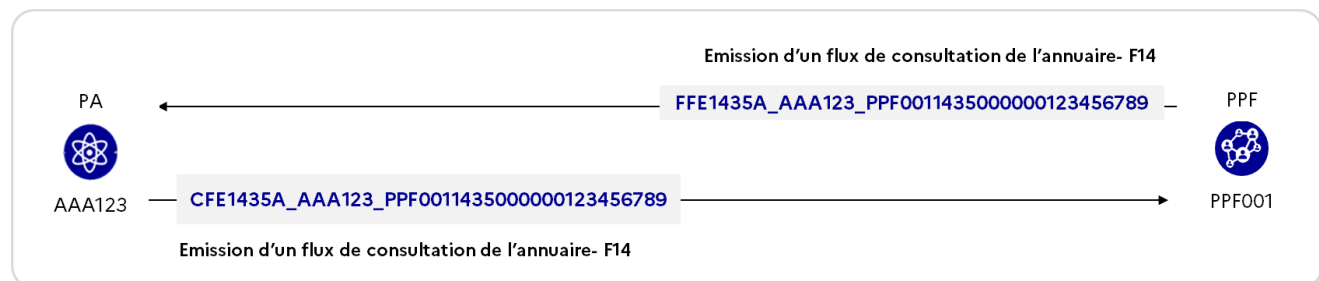


Figure 20 - Cinématique des flux F14

A noter : la plateforme agréée n'émet pas de cycle de vie (ligne d'annuaire) - F6 au portail public de facturation.

### 3.4.6. Allotissement des flux

Pour préserver les capacités de service du PPF, il est demandé aux PA d'allotir les envois de flux vers le PPF.

Ainsi, il est recommandé de ne pas transmettre les données au fil de l'eau et unitairement mais de déclencher l'envoi d'un flux -constitué d'un ensemble d'objets métiers- lorsque l'une des conditions suivantes est remplie :

- Le dernier flux a été envoyé il y a plus d'une heure
- **Le nombre maximum d'objets métiers (fichiers F1, F6, F10 ou F13) est atteint** : ce nombre maximum, variable selon la typologie des flux, sera arrêté au cours du pilote. Le tableau suivant est donc fourni à titre indicatif et sera modifié avant le 1<sup>er</sup> septembre 2026 :

N° de flux	Description	Format (syntaxe) du flux	Code interface	Nombre maximal d'objets métiers
F1	Données réglementaires	UBL	FFE0111A	1000
		CII	FFE0112A	
F6	Cycle de vie de factures	CDAR	FFE0614A	2000
F10	Données de transaction et de paiement	Format spécifique	FFE1025A	100
F13	Actualisation de l'annuaire	Format spécifique	FFE1235A	1

Tableau 5 - Seuils d'allotissement par typologie de flux

- **Le flux a atteint la taille maximum autorisé** : la taille maximum d'un flux est de 1 Go.

Outre cet allotissement une limite en nombre de flux par heure et par émetteur est fixée à 1000. Cette limite sera révisée avant septembre 2026.

## 3.5 L'annuaire

### 3.5.1. Les principes directeurs

Le dispositif de facturation en Y choisi dans le cadre de la réforme nécessite la mise en place d'un annuaire permettant aux différentes plateformes agréées immatriculées d'échanger des factures électroniques pour le compte d'entreprises assujetties. Le portail public de facturation (PPF) assure l'administration centralisée de cet annuaire et sa mise à disposition aux plateformes et aux entreprises.

L'annuaire référence toutes les structures privées possédant un SIREN, qui sont identifiées comme assujetties à la TVA par l'administration fiscale, ainsi que l'ensemble des entités publiques assujetties ou non. Il contient les informations d'identification de ces structures et de leurs plateformes de réception.

Ainsi, l'annuaire est :

- une ressource clef du portail public de facturation mise à disposition des entreprises pour adresser les factures et leurs statuts au bon destinataire ;
- un service proposé par le portail public de facturation (PPF) aux plateformes agréées pour assurer le routage des factures.

L'annuaire centralisé s'appuie sur plusieurs principes directeurs permettant de fiabiliser les échanges dématérialisés prévus dans le cadre de l'obligation de la facturation électronique :

- **la centralisation** : l'annuaire rassemble l'ensemble des acteurs concernés par la réforme (assujettis et acheteurs publics) dans un référentiel unique ;
- **l'interopérabilité** : l'annuaire est accessible à tout utilisateur habilité ;
- **la précision** : l'annuaire garantit un niveau d'information exhaustif et actualisé permettant le bon adressage des factures et de leurs statuts, ainsi que leur routage ;
- **la sécurité** : l'annuaire garantit la sécurité et la traçabilité des mises à jour des données.

### 3.5.2. La cartographie des flux

Plusieurs types de flux sont impliqués dans les interactions avec l'annuaire :

- les flux d'actualisation et de consultation de l'annuaire ;
- les flux de cycle de vie (flux<sup>77</sup> et annuaire<sup>78</sup>) ;

---

<sup>77</sup> Cf. le chapitre dédié 3.4.4. Le cycle de vie d'un flux

<sup>78</sup> Cf. le chapitre dédié 3.5.7. Le cycle de vie des objets métiers du type ligne d'annuaire

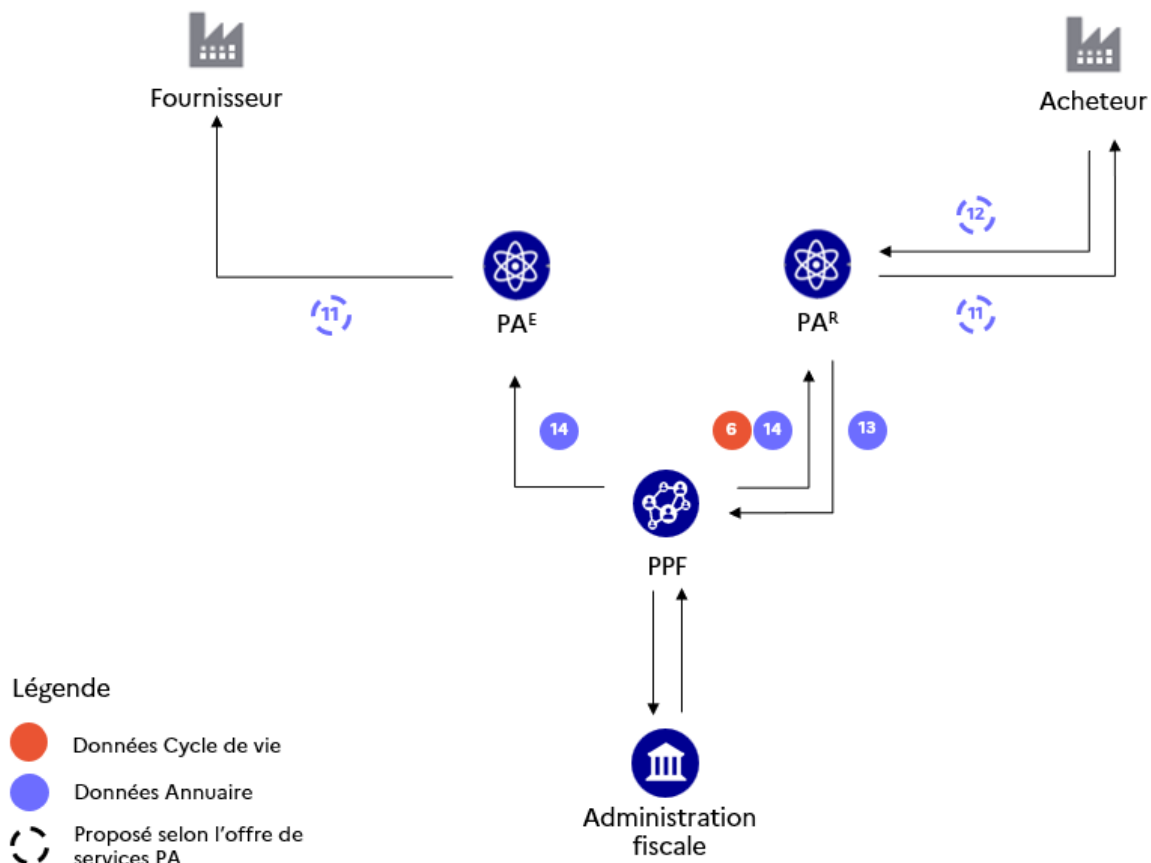


Figure 21 - La cartographie des flux Annuaire échangés

### 3.5.3. L'initialisation de l'annuaire

L'annuaire est alimenté par des informations issues du registre des structures privées, des structures publiques, des assujettis à la TVA et des plateformes immatriculées :

- le registre des entreprises privées, extrait du répertoire des entreprises de l'INSEE, contenant les SIREN (unités légales) et SIRET (établissements) des entreprises privées établies en France et actives ;
- le registre des structures publiques, issu du portail de services Chorus Pro, contenant les SIRET (établissements) et les services (code routage) des structures publiques destinataires de factures B2G/G2G ;
- le registre des assujettis à la TVA française, issu des référentiels de l'administration fiscale ;
- le registre des plateformes agréées immatriculées par le service dédié de l'administration.

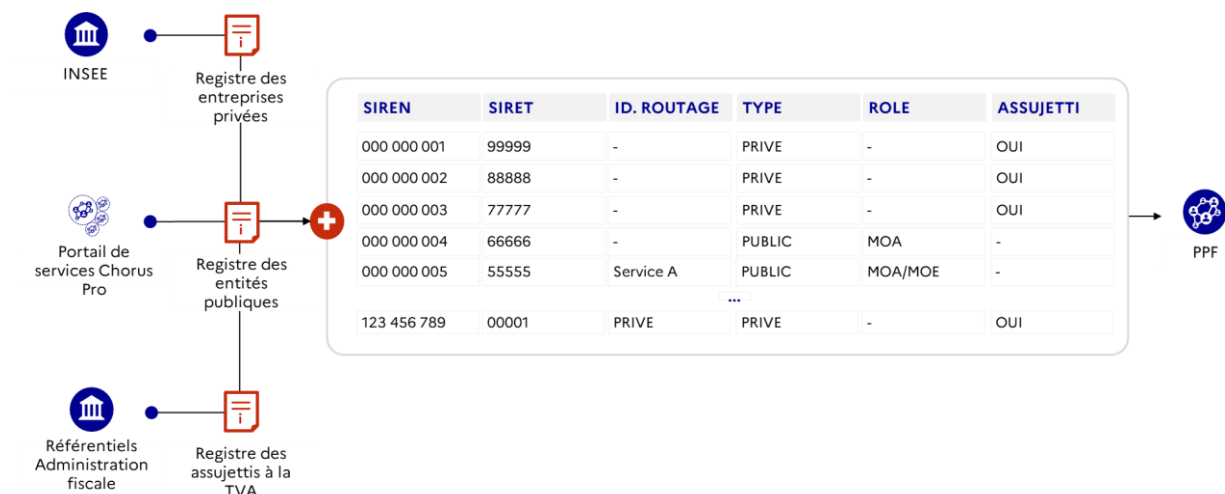


Figure 22 - Les sources d'initialisation de l'annuaire - 1

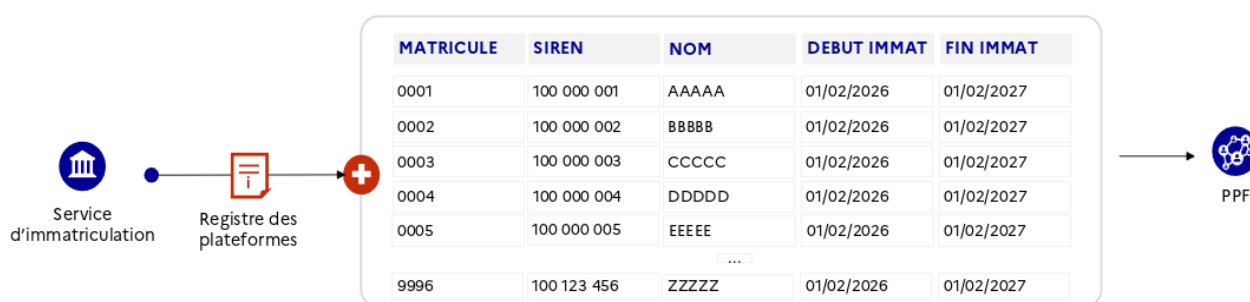


Figure 23 - Les sources d'initialisation de l'annuaire - 2

A partir de ces informations, le portail public de facturation (PPF) constitue des lignes d'annuaire à la maille SIREN. Une ligne d'annuaire est unique et contient toutes les informations nécessaires à l'adressage et au routage d'une facture :

- les informations d'identification de l'entreprise destinataire de la facture ;
- les informations d'identification de la plateforme de réception à qui transmettre la facture ;
- la période durant laquelle ces informations sont en vigueur.

Ligne d'annuaire								
DESTINATAIRE				PLATEFORME		PERIODE DE VALIDITE		
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet

Figure 24 - La structure d'une ligne d'annuaire

La nature d'une ligne d'annuaire permet :

- dans le cas d'une ligne de « définition », de constituer une ligne d'annuaire qui porte l'ensemble des informations nécessaires à l'adressage et au routage de factures ;
- dans le cas d'une ligne de « masquage », d'annuler la prise d'effet d'une ligne d'annuaire, telle qu'elle a été définie au préalable.



La période de validité d'une ligne d'annuaire est composée :

- d'une date de début d'effet, soit la date à laquelle la ligne entre en vigueur ;
- d'une date de fin d'effet, soit la date à laquelle la ligne ne devrait plus être en vigueur ;
- d'une date de fin effective, soit la date à laquelle la ligne n'est plus en vigueur.

Dans le cas nominal, la date de fin effective d'une ligne d'annuaire est égale à sa date de fin d'effet. Néanmoins certains évènements exogènes<sup>79</sup> ont pour conséquence de raccourcir la période durant laquelle une ligne d'annuaire est en vigueur. Dans ce cas, la date de fin effective correspond à la date d'occurrence de cet évènement, et est antérieure à la date de fin d'effet initialement prévue. Toute ligne d'annuaire dont la date de fin d'effet est échue n'est plus adressable ni consultable.

Les informations d'identification de l'entreprise peuvent être organisées en différentes mailles d'adressage :

- La maille d'une unité légale (SIREN)

#### Ligne d'annuaire

SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	✓
123456789	-	-	-	9998	Définition	01/02/2027	-	-	

- La maille d'un établissement (SIRET)

#### Ligne d'annuaire

SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	✓
123456789	0001	-	-	0005	Définition	15/02/2027	31/12/2027	31/12/2027	

- La maille d'un code routage

#### Ligne d'annuaire

SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	✓
123456789	0001	Service juridique	-	0005	Définition	15/02/2027	31/12/2027	31/12/2027	

- La maille d'un suffixe

#### Ligne d'annuaire

SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	✓
123456789	-	-	99380001	0005	Définition	15/02/2027	31/12/2027	31/12/2027	

Ces mailles d'adressage offrent la possibilité aux entreprises d'adapter les modalités de réception de leurs factures à leur fonctionnement de gestion administrative et comptable interne. En effet, une entreprise peut souhaiter recevoir et traiter ses factures de manière centralisée (exemple : à son siège social), ou de manière décentralisée (exemple : au sein de ses différents points de vente, ou de ses services de comptabilité et de gestion de paie, etc.).

<sup>79</sup> Par exemple, la perte du caractère assujetti d'une entreprise, la perte d'immatriculation d'une PA.

Lors de l'initialisation de l'annuaire, des lignes d'annuaire par défaut sont créées par le portail public de facturation (PPF) :

- pour les entreprises privées, à la maille de l'unité légale (SIREN). Une plateforme « fictive » est attribuée par défaut à ces lignes d'annuaire ;
- pour les structures publiques<sup>80</sup>, à la maille de l'établissement (SIRET) et à la maille code routage. Chorus Pro est attribuée par défaut comme plateforme de réception à ces lignes d'annuaire.

Les plateformes agréées de réception (PA<sup>R</sup>) auront la possibilité d'actualiser les lignes d'annuaire des entreprises privées créées lors de l'initialisation, et d'en ajouter d'autres de manière à paramétrer la maille de réception de factures des entreprises pour le compte desquelles elles agissent.

### 3.5.4. La consultation de l'annuaire

La création de la facture par un fournisseur - depuis son système d'information, via une solution compatible (SC) ou sa plateforme agréée d'émission (PA<sup>E</sup>) - nécessite la consultation de l'annuaire pour confirmer les informations d'adressage de l'acheteur à indiquer dans la facture.

Afin de transmettre la facture à son destinataire (acheteur), la consultation de l'annuaire par la plateforme d'émission du fournisseur est nécessaire pour obtenir les informations de routage de la plateforme de réception choisie et associée aux données d'adressages référencées dans la facture.

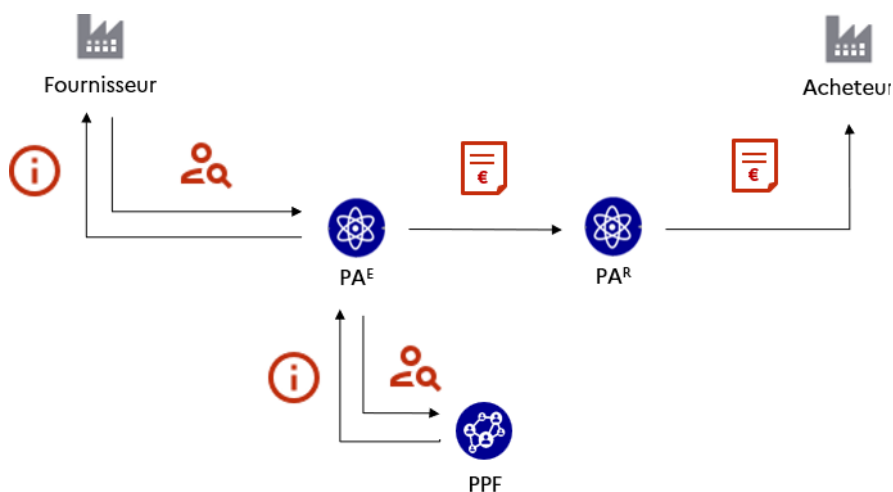


Figure 25 - La consultation de l'annuaire pour l'adressage et le routage de facture

L'annuaire est consultable via :

- Le canal EDI par les partenaires habilités, raccordés et abonnés :
  - un flux différentiel est émis par le portail public de facturation (PPF) toutes les 24h, et contient une extraction de l'annuaire (fichier au format spécifique XML) retraçant l'ensemble des modifications réalisées sur cette durée ;
  - un flux complet est émis par le portail public de facturation (PPF) à une fréquence hebdomadaire, et le flux complet est produit dans la nuit du dimanche au lundi, sur la

<sup>80</sup> Une ligne d'annuaire à la maille code routage peut également être créée, si l'organisation de la structure publique est renseignée comme telle dans le portail de services Chorus Pro.

base des données présentes dans l'annuaire le dimanche. Lors de la mise en place de l'abonnement à ce type de flux, une extraction de l'annuaire (fichier au format spécifique XML défini dans l'annexe 3 des spécifications externes) référençant l'ensemble des informations en vigueur à la date de constitution du flux est mis à disposition du partenaire raccordé.

Ces flux<sup>81</sup> s'adressent en particulier aux partenaires qui souhaitent importer les données de l'annuaire dans leurs systèmes d'informations et/ou les intégrer dans leurs outils de gestion.

- Le canal API par les partenaires habilités et raccordés. Les ressources *Unité légale (SIREN)*, *Établissement (SIRET)*, *Code routage*, *Plateforme* et *Ligne d'annuaire*, ainsi que les informations qu'elles contiennent, sont :
  - disponibles en service de recherche (méthode POST). Les résultats de la recherche répondant à des critères, sont paginés et retournés au format souhaité (champs, tri) ;
  - disponibles en service de consultation (méthode GET). L'ensemble des attributs de la ressource sont restitués.
- Le canal Portail pour tout autre utilisateur, sans nécessité d'authentification et habilitation. Une IHM expose une vision consolidée des informations d'adressage, en cours de vigueur à la date de la consultation, et des informations d'adressage futures, relatives aux entreprises destinataires de factures, qu'elles soient privées ou publiques. Les informations de routage relatives aux plateformes de réception (matricules) ne sont pas exposées.



Figure 26 - Page d'accueil du Portail Annuaire ( <https://facturation.chorus-pro.gouv.fr/annuaire/#/> )

<sup>81</sup> La structure de ces flux d'actualisation (F14), et les données qu'ils contiennent, sont décrites dans l'annexe 3 des spécifications externes.

← Revenir à la recherche

## DENOMINATION

Unité légale ⓘ

SIREN : 384560942 Adresse postale : 4 rue Saint-Je 79000 NIORT Siège social : 3845609424856 Plateforme(s) agréée(s) rattachée(s) : Oui ⓘ

Adresse de l'unité légale Établissements (5)

### Adresse de facturation du SIREN

1-1 sur 1 adresse de facturation affichée

Adresse de facturation (SIREN)	Raison sociale	Adresse de facturation active
384560942	Mon entreprise	Oui

Suivez-nous sur les réseaux sociaux

Ce site est géré par l'Agence pour l'informatique financière de l'État (AIFE)  
 legifrance.gouv.fr ⓘ info.gouv.fr ⓘ service-public.fr ⓘ data.gouv.fr ⓘ

Plan du site Contact ⓘ Conditions générales d'utilisation ⓘ Accessibilité : totalement conforme Mentions légales Données personnelles

Version 1.0.1

Figure 27 - Exemple d'écran de consultation du Portail Annuaire

### 3.5.5. L'actualisation de l'annuaire

L'annuaire est actualisé avec :

- des informations issues du répertoire des entreprises de l'INSEE ;
- des informations issues du registre des assujettis à la TVA française de l'administration fiscale ;
- des informations issues du service dédié à l'immatriculation des plateformes agréées (PA) ;
- des informations issues du portail de services Chorus Pro ;
- des informations actualisées par les plateformes agréées immatriculées.

#### 3.5.5.1. L'actualisation de l'annuaire depuis le répertoire des entreprises

L'annuaire est actualisé quotidiennement par interrogation du répertoire des entreprises de l'INSEE, afin d'obtenir tous les changements apportés aux entreprises présentes dans l'annuaire.

Cette actualisation quotidienne permet ainsi de maintenir à jour les informations d'identification des entreprises (raison sociale, adresse postale, état administratif, statut de diffusion) et de leurs établissements (dénomination, adresse postale, état administratif, statut de diffusion). Les établissements secondaires créés seront également ajoutés à l'annuaire lors de cette actualisation pour permettre aux plateformes agréées de créer des lignes d'annuaire correspondantes.

#### 3.5.5.2. L'actualisation de l'annuaire par le registre des assujettis à la TVA française de l'administration fiscale

Un flux quotidien provenant du registre des assujettis à la TVA française de l'administration fiscale à destination du portail public de facturation (PPF) est prévu de manière à transmettre toutes les mises à jour de ce registre et actualiser les informations de l'annuaire en conséquence lorsque :

- une entreprise est nouvellement assujettie à la TVA française ;
- une entreprise n'a plus le caractère d'assujetti.



Figure 28 - L'actualisation de l'annuaire par le référentiel des occurrences fiscales

Dans le cas d'une entreprise nouvellement assujettie :

- les données de l'entreprise<sup>82</sup>, obtenues auprès du répertoire des entreprises de l'INSEE, sont ajoutées à l'annuaire ;
- les données des établissements de cette entreprise en activité au moment de son insertion dans l'annuaire (obtenues auprès de l'INSEE) sont ajoutées à l'annuaire ;
- une ligne d'annuaire à la maille de l'entité légale (SIREN) est créée par défaut, et une plateforme « fictive » de matricule 9998 est attribuée à cette ligne.

Ligne d'annuaire

SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	
000 000 111	-	-	-	9998	Définition	31/03/2027	-	-	✓

Figure 29 - La création d'une ligne d'annuaire pour une entreprise nouvellement assujettie

Dans le cas d'une entreprise n'ayant plus le caractère d'assujetti, les lignes d'annuaire existantes pour cette entreprise sont actualisées :

- une date de fin effective est attribuée automatiquement à chaque ligne d'annuaire en cours de vigueur ;
- une ligne d'annuaire de type « masquage » est générée automatiquement pour chaque ligne d'annuaire dont la date de début d'effet est postérieure au retrait du caractère assujetti.

Ligne d'annuaire

SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	✓
000 000 002	-	-	-	0005	Définition	01/02/2027	31/03/2027	-	
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	✓
000 000 002	88888	-	-	0005	Définition	10/02/2027	31/03/2027	-	
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	✗
000 000 002	-	-	-	0005	Définition	01/02/2027	-	-	
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	✗
000 000 002	88888	-	-	0005	Définition	10/02/2027	-	-	

Figure 30 - L'actualisation des lignes en vigueur à la suite du retrait du caractère assujetti et/ou la cessation d'activité

<sup>82</sup> Si l'entreprise est déjà connue de l'annuaire (assujettissement faisant suite à une perte d'assujettissement précédente), les données sont actualisées.

Ligne d'annuaire									
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	
000 000 003	77777	Service A	-	0005	Masquage	02/06/2027	-	31/12/2027	✓
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	
000 000 003	77777	Service A	-	0005	Définition	02/06/2027	-	31/12/2027	✗

Figure 31 - Le masquage de lignes non entrées en vigueur à la suite du retrait du caractère assujetti et/ou la cessation d'activité

### 3.5.5.3. L'actualisation de l'annuaire par le service d'immatriculation

L'administration du registre des plateformes agréées (PA) immatriculées est réalisée par le service dédié de l'administration fiscale. Des services sont prévus de manière à transmettre toutes les mises à jour de ce registre et actualiser les informations de l'annuaire en conséquence lorsque :

- une plateforme est nouvellement immatriculée ;
- une plateforme perd son immatriculation.

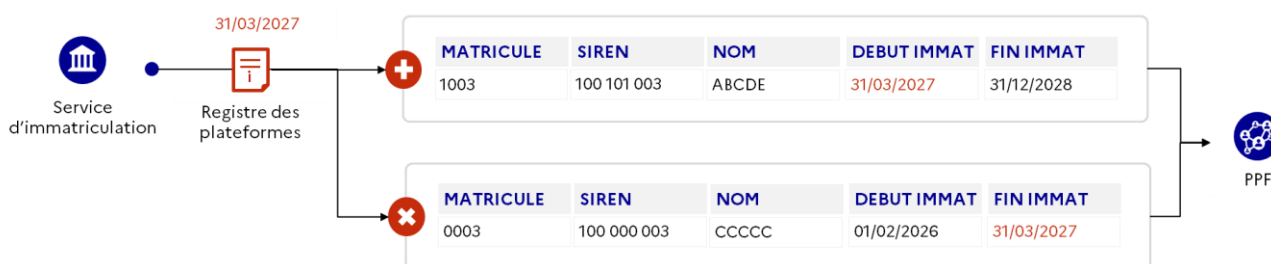


Figure 32 - L'actualisation de l'annuaire par le service d'immatriculation

Dans le cas d'une plateforme nouvellement immatriculée, aucune actualisation de l'annuaire ne sera réalisée. Néanmoins, une fois cette plateforme raccordée et habilitée, elle pourra actualiser l'annuaire.

Dans le cas d'une plateforme ayant perdu son immatriculation et/ou ayant cessé son activité, les lignes d'annuaire existantes attribuées à cette plateforme sont actualisées :

- une date de fin effective est attribuée à chaque ligne d'annuaire en vigueur, correspondant à la date de la perte d'immatriculation ;
- une ligne d'annuaire de type « masquage » est générée automatiquement pour chaque ligne d'annuaire dont la date de début d'effet est postérieure à la perte d'immatriculation ou à la cessation d'activité.

Ligne d'annuaire									
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	
123 456 789	00001	-	-	0003	Définition	01/02/2027	31/03/2027	-	✓
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	
123 456 789	00001	-	-	0003	Définition	01/02/2027	-	-	✗

Figure 33 - L'actualisation de lignes en vigueur à la suite d'une perte d'immatriculation

#### Ligne d'annuaire

SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	
123 456 789	-	-	99380001	0003	Masquage	02/06/2027	31/12/2027	31/12/2027	✓
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	
123 456 789	-	-	99380001	0003	Masquage	02/06/2027	31/12/2027	31/12/2027	✓
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	
123 456 789	-	-	99380001	0003	Définition	02/06/2027	31/12/2027	31/12/2027	✗
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	
123 456 789	-	-	99380001	0003	Définition	02/06/2027	31/12/2027	31/12/2027	✗

Figure 34 - Le masquage de lignes non entrées en vigueur à la suite d'une perte d'immatriculation

#### 3.5.5.4. L'actualisation de l'annuaire par le portail de services Chorus Pro

L'administration du registre des structures publiques est réalisée par le portail de services Chorus Pro. Des services sont prévus de manière à transmettre toutes les mises à jour de ce registre et actualiser les informations de l'annuaire en conséquence lorsque :

- une structure publique modifie son organisation (création ou suppression de services) ;
- une structure publique réduit son rôle à la maîtrise d'ouvrage (MOA uniquement), et ne peut alors recevoir que des factures de travaux.

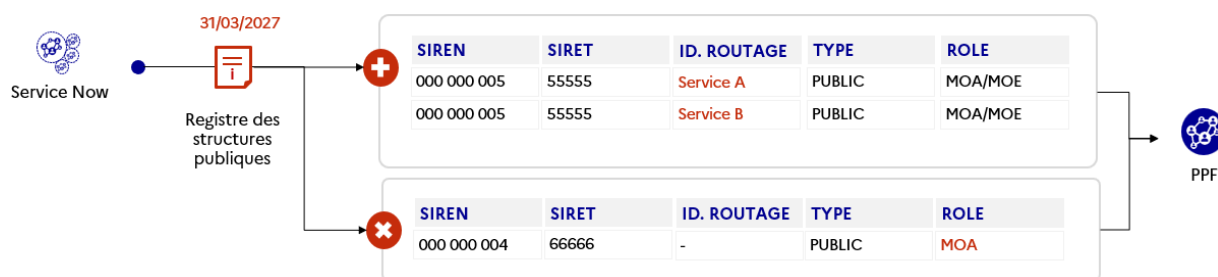


Figure 35 - L'actualisation de l'annuaire par le portail de services Chorus Pro

Dans le cas d'une modification de l'organisation au sein d'une structure publique (exemple : la création d'un service), une ligne d'annuaire à la maille adaptée est créée, et Chorus Pro est attribuée comme plateforme de réception à cette ligne.

#### Ligne d'annuaire

SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	
000 000 005	55555	Service A	-	9999	Définition	31/03/2027	-	-	✓
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	
000 000 005	55555	Service B	-	9999	Définition	31/03/2027	-	-	✓
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	
000 000 005	55555	-	-	9999	Définition	01/02/2027	-	-	✓

Figure 36 - La création d'une ligne d'annuaire pour un nouveau service

Dans le cas d'une structure publique réduisant son rôle à la maîtrise d'ouvrage (MOA), les lignes d'annuaire existantes pour cette structure publique sont actualisées :

- une date de fin effective est attribuée à chaque ligne d'annuaire en vigueur ;
- une ligne d'annuaire de type « masquage » est générée automatiquement pour chaque ligne d'annuaire dont la date de début d'effet est postérieure à la réduction du rôle à la maîtrise d'ouvrage (MOA).

Ligne d'annuaire									
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	
000 000 004	66666	-	-	9999	Définition	01/02/2027	31/03/2027	-	✓
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	
000 000 004	66666	ABCD	-	9999	Masquage	02/06/2027	31/12/2027	31/12/2027	✓
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	
000 000 004	66666	WXYZ	-	9999	Masquage	02/06/2027	31/12/2027	31/12/2027	✓
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	
000 000 004	66666	-	-	9999	Définition	01/02/2027	-	-	✗
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	
000 000 004	66666	ABCD	-	9999	Définition	02/06/2027	31/12/2027	31/12/2027	✗
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	
000 000 004	66666	WXYZ	-	9999	Définition	02/06/2027	31/12/2027	31/12/2027	✗

Figure 37 - L'actualisation de lignes à la suite d'une réduction du rôle d'une structure publique à la maîtrise d'ouvrage (MOA)

### 3.5.5.5. L'actualisation de l'annuaire par les plateformes agréées (PA)

L'article 123 de la loi de finances pour 2026 vient préciser les modalités d'actualisation de l'annuaire par les plateformes agréées en proposant de modifier le III de l'article 289 *bis* du CGI comme suit :

Le III de l'article 289 *bis* décrit la façon dont les données de l'annuaire sont constituées et modifiées :

*« Par dérogation à l'article L. 151-1 du code de commerce, l'Etat met un annuaire central à la disposition des plateformes agréées. Cet annuaire est constitué et mis à jour à partir des informations transmises par ces plateformes et recense les informations nécessaires à l'adressage des factures électroniques aux plateformes agréées des destinataires de ces factures.*

*Un décret en Conseil d'Etat précise les informations à transmettre aux fins de constitution et de mise à jour de l'annuaire, qui permettent d'identifier les plateformes agréées intéressées ainsi que les modalités de recueil, auprès des assujettis destinataires des factures, et de transmission de ces informations. Il précise également les modalités de changement de plateforme agréée ainsi que la nature et la durée, qui ne peut être inférieure à un an, des services minimaux devant être fournis par l'ancienne plateforme agréée lorsqu'un tel changement intervient.»*

Sous réserve de son adoption, le dispositif sera précisé par voie réglementaire. Le contenu du dispositif a, d'ores et déjà, été partagé avec l'ensemble des plateformes agréées et les organisations professionnelles représentatives, incluant notamment la nécessité de disposer de l'accord formel de l'assujetti destinataire des factures et les modalités pour changer de plateforme agréée.

Le recueil du consentement de l'assujetti pour désigner la plateforme de réception et les informations d'adressage choisies peut se faire au-travers de la complétion d'un « accord formel » sur le modèle suivant (exemple de formulaire), signé par l'entreprise manuellement ou électroniquement :



## Modèle d'accord formel de désignation de la plateforme de réception des factures et de demande de mise à jour des adresses de facturation électronique de réception de factures

<b>1.</b>	<b>Assujetti donnant mandat à une PDP</b> (désignée en <b>2</b> ) pour inscrire une ou plusieurs adresses de facturation électroniques de réception de factures dans l'Annuaire PPF :		
	<u>Dénomination Sociale</u> : <b>DUPONT TECH</b>	<u>N° de SIREN</u> : <b>584796231</b>	
<b>2.</b>	<b>PDP désignée par l'Assujetti</b> (désigné en <b>1</b> ) pour inscrire une ou plusieurs adresses de facturation électroniques de réception de factures dans l'Annuaire PPF :		
	<u>Dénomination Sociale</u> : <b>PDPA</b>	<u>N° de SIREN*</u> : <b>987654325</b>	<u>N° de matricule *</u> : <b>0135</b>
	<small>* Le numéro de SIREN est Obligatoire si la PDP en a un. A défaut, le numéro de matricule est obligatoire</small>		
<b>3.</b>	<b>Date à partir de laquelle l'Assujetti (désigné en 1) souhaite que l'exécution de ce mandat soit effective :</b>		<b>16 / 07 / 2025</b>
<b>4.</b>	<b>Périmètre des adresses de facturation électroniques de réception confiée à la PDP désignée en 2 :</b>		
	<u>Mon adresse électronique principale (SIREN) :</u>		<b>584796231</b>
	<u>Adresses électroniques fonctionnelles de la forme SIREN_SUFFIXE</u> (par exemple SIREN_ACHATTYPE1, SIREN_XXX signifiant toutes les adresses de ce type)		<b>584796231_ACHATS</b>
	<u>Adresses électroniques secondaires d'établissements</u> (SIREN_SIRET, SIREN_XXX signifiant tous les SIRET existants à venir)		
	<u>Adresses électroniques additionnelles dans chaque établissement</u> (SIREN_SIRET_CODEROUTAGE, XXX signifiant tout CODE_ROUTAGE existant à venir)		
<b>5.</b>	<b>Ancien opérateur PDP</b> en charge de tout ou partie des adresses de réception de factures décrites au <b>4</b> :		
	<u>Dénomination Sociale</u> :	<u>N° de SIREN*</u> :	<u>N° de matricule*</u> :
	<small>* Le numéro de SIREN est Obligatoire si la PDP en a un. A défaut, le numéro de matricule est obligatoire</small>		
<b>6.</b>	<b>Numéro de mandat :</b> (SIRENEntreprise_SirenPDP(à défaut n° de matricule)_AAAAMMJ_Compteur) :		<b>584796231_987654325_20250707_01</b>
<b>7.</b>	<b>Signature du représentant légal de l'Assujetti désigné au 1 ou d'un représentant disposant d'une délégation</b>		
	<u>Prénom</u> : <b>Alexandre</b>	<u>Nom</u> : <b>Dupont</b>	<u>Fonction</u> : <b>Président</b>
	<u>Date</u> : <b>07 / 07 / 2025</b>	<u>Signature</u> : <b>A. Dupont</b>	

Figure 38 - Exemple d'accord formel de choix de plateforme agréée

Le 2° du I de l'article 1788 E du CGI précise également les conséquences en cas de non-respect du dispositif :

« 2° Lorsque l'administration a constaté le non-respect par une plateforme agréée des conditions auxquelles est subordonné la délivrance ou le renouvellement du numéro d'immatriculation prévu à l'article 290 B ou des obligations de transmission d'informations prévues au III de l'article 289 bis et que, l'administration l'ayant mise en demeure de se conformer à ses obligations dans un délai de trois mois, cette plateforme ne lui a pas communiqué dans ce délai tout élément de preuve de nature à établir qu'elle s'est conformée à ses obligations ou qu'elle a pris les mesures nécessaires pour assurer sa mise en conformité dans un délai raisonnable ; » .

Les plateformes agréées de réception (PA<sup>R</sup>) ont la responsabilité de mettre à jour les informations d'adressage et de routage des entreprises privées destinataires de factures pour lesquelles elles agissent. Pour cela, une plateforme agréée de réception (PA<sup>R</sup>) peut :

- actualiser des lignes d'annuaire existantes<sup>83</sup>, quelle que soit leur maille, et les attribuer à son matricule ;
- ajouter des lignes d'annuaire ;
  - à la maille établissement (SIRET) pour tout établissement actif de l'entreprise ajouté à l'annuaire dans le cadre de l'initialisation ou de la mise à jour depuis le répertoire des entreprises,
  - à la maille code routage, pour s'adapter au plan d'adressage de l'entreprise en créant les codes routage nécessaires au préalable,
  - à la maille suffixe<sup>84</sup>, pour exploiter des adresses réseau ou codes d'adressages spécifiques.
- créer des codes routages ;
- mettre fin à des lignes d'annuaire en vigueur et masquer des lignes d'annuaire qui devaient entrer en vigueur<sup>85</sup>.

Toute plateforme agréée de réception (PA<sup>R</sup>) habilitée et raccordée peut actualiser l'annuaire via :

- le canal EDI en adressant un flux d'actualisation<sup>86</sup> contenant l'ensemble des modifications qu'elle souhaite apporter aux lignes d'annuaire des entreprises pour lesquelles elle agit. Si aucune anomalie ou non-conformité n'est détectée par les contrôles techniques et fonctionnels, le flux est intégré et l'annuaire actualisé en conséquence ;
- le canal API en utilisant les ressources :
  - code routage (méthode POST, PUT et PATCH) ;
  - ligne d'annuaire (méthode POST, PUT, PATCH et DELETE).

Toute actualisation de l'annuaire, quel que soit le canal utilisé, sera consultable dès le lendemain (J+1).

*Exemple : Une entreprise (SIRET : 123 456 789 000001) a contractualisé avec une plateforme agréée (Matricule : 0005) depuis le 01/02/2027, et possède une ligne d'annuaire à la maille SIREN et une ligne d'annuaire à la maille SIRET. Le 31/03/2027, l'entreprise met fin à ce contrat, et contractualise avec une nouvelle plateforme agréée (Matricule : 0003) jusqu'au 31/12/2027.*

---

<sup>83</sup> Seule une PA qui a formellement contractualisé avec un client privé est autorisée à remplacer la ligne d'annuaire par défaut à la maille SIREN par une ligne d'annuaire portant son matricule de plateforme de réception.

<sup>84</sup> Il est fortement recommandé de créer des suffixes à la signification claire qui permettent de facilement distinguer leur utilisation prévue pour les utilisateurs habilités du PPF. Il est également fortement recommandé de veiller à ne pas nommer un suffixe avec un numéro SIRET.

<sup>85</sup> Par exemple, en cas d'une rupture précipitée de contrat entre un client et sa PA. Il est alors conseillé à la PA de clôturer les lignes d'annuaire en vigueur qui lui sont attribuées pour ce client (et le cas échéant, de masquer les lignes d'annuaire dont la date d'entrée en vigueur n'était pas encore échue), puis de créer une ligne d'annuaire pour ce client, à la maille SIREN, attribué au matricule de la plateforme fictive.

<sup>86</sup> La structure du flux d'actualisation (F13), et les données qu'il contient, sont décrites dans l'annexe 3. Il est recommandé que les modifications soient véhiculées via un unique fichier, et qu'un bloc code routage (DG-5) ou un bloc ligne d'annuaire (DG-7) soit renseigné *a minima*.



Figure 39 - L'actualisation de l'annuaire par une nouvelle PA

La nouvelle plateforme agréée de réception actualise donc les lignes d'annuaire de l'entreprise pour :

- clôturer les lignes d'annuaire en vigueur attribuées à la précédente plateforme agréée de réception ;
- s'attribuer les lignes d'annuaire.

Ligne d'annuaire									
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	
123 456 789	-	-	-	0003	Définition	31/03/2027	31/12/2027	31/12/2027	✓
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	
123 456 789	00001	-	-	0003	Définition	31/03/2027	31/12/2027	31/12/2027	✓
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	
123 456 789	-	-	-	0005	Définition	01/02/2027	31/03/2027	31/03/2027	✓
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	
123 456 789	00001	-	-	0005	Définition	01/02/2027	31/03/2027	31/03/2027	✓
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	
123 456 789	-	-	-	0005	Définition	01/02/2027	-	-	✗
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	
123 456 789	00001	-	-	0005	Définition	01/02/2027	-	-	✗

Figure 40 - L'actualisation des lignes par la nouvelle plateforme rattachée

L'entreprise se réorganise et souhaite adapter la maille d'adressage de ses factures en fonction :

- à partir du jour qu'elle a choisi (ici, le 15/04/2027) où l'ensemble de ses factures sont traitées par le service A ;
- à compter du 01/09/2027, les factures de prestations de services seront traitées par le service B et les achats de marchandises seront traitées par le service C.

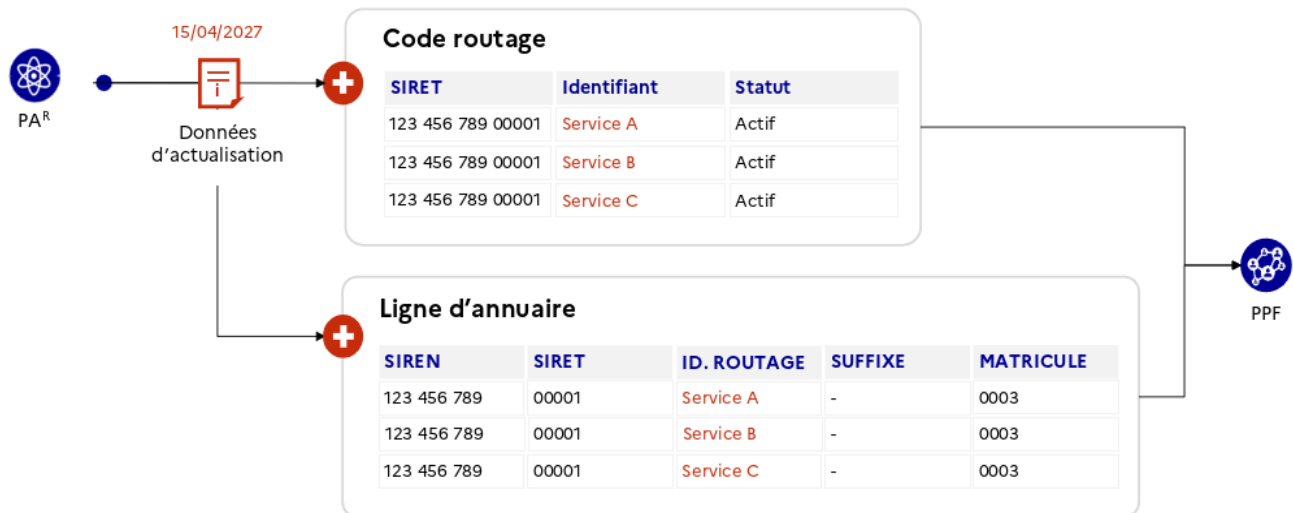


Figure 41 - La création de services et des lignes d'annuaire correspondantes

La plateforme agréée de réception actualise donc les lignes d'annuaire de l'entreprise pour :

- créer les services A, B et C ;
- créer les lignes d'annuaire correspondantes.

Ligne d'annuaire									
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	✓
123 456 789	00001	Service C	-	0003	Définition	01/09/2027	31/12/2027	31/12/2027	✓
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	✓
123 456 789	00001	Service B	-	0003	Définition	01/09/2027	31/12/2027	31/12/2027	✓
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	✓
123 456 789	00001	Service A	-	0003	Définition	15/04/2027	31/12/2027	31/12/2027	✓
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	✓
123 456 789	00001	-	-	0003	Définition	31/03/2027	31/12/2027	31/12/2027	✓
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	✓
123 456 789	-	-	-	0003	Définition	31/03/2027	31/12/2027	31/12/2027	✓

Figure 42 - La création de lignes à la suite de la mise en place d'une nouvelle maille d'adressage

Le 02/06/2027, l'entreprise adapte son projet d'organisation et souhaite finalement que ses factures soient adressées à une ligne d'annuaire à la maille suffixe (suffixe : ABCD01) :

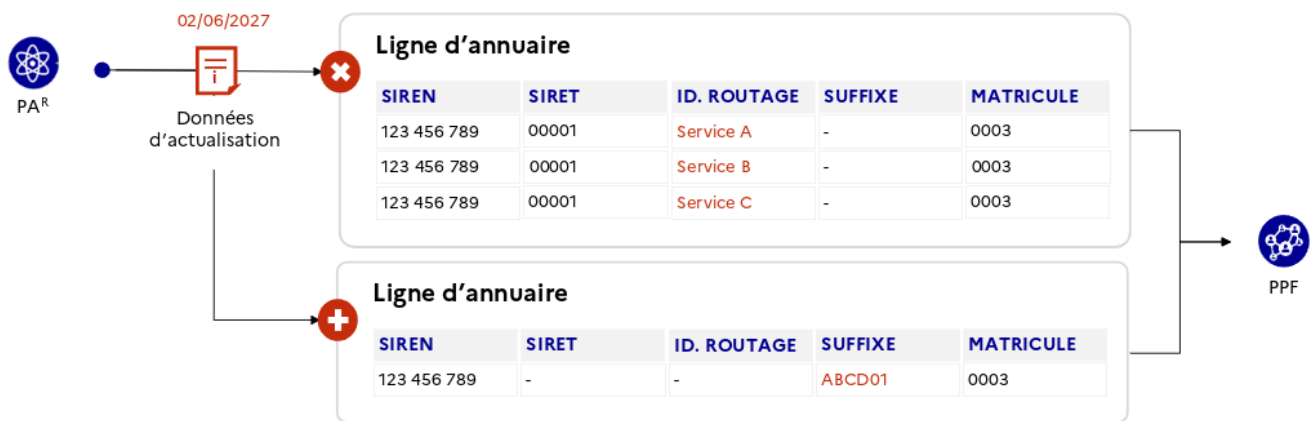


Figure 43 - La création d'une nouvelle maille d'adressage

La plateforme agréée de réception actualise donc les lignes d'annuaire de l'entreprise pour :

- apposer une date de fin d'effet à chaque ligne d'annuaire en vigueur (la ligne d'annuaire du service A) ;
- créer une ligne d'annuaire de type « masquage » pour chaque ligne d'annuaire dont la date de début d'effet est postérieure à la date de réorganisation (la ligne d'annuaire des services B et C) ;
- créer une ligne d'annuaire de type « définition » à la maille suffixe qui rentrera en vigueur à la date souhaitée.

La plateforme agréée de réception peut également, si c'est le souhait de l'entreprise, inactiver les services A, B et C.

Ligne d'annuaire									
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	✓
123 456 789	-	-	ABCD01	0003	Définition	02/06/2027	31/12/2027	31/12/2027	✓
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	✓
123 456 789	00001	Service C	-	0003	Masquage	01/09/2027	31/12/2027	31/12/2027	✓
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	✓
123 456 789	00001	Service B	-	0003	Masquage	01/09/2027	31/12/2027	31/12/2027	✓
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	✓
123 456 789	00001	Service A	-	0003	Définition	15/04/2027	02/06/2027	02/06/2027	✓
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	✗
123 456 789	00001	Service C	-	0003	Définition	01/09/2027	31/12/2027	31/12/2027	✗
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	✗
123 456 789	00001	Service B	-	0003	Définition	01/09/2027	31/12/2027	31/12/2027	✗
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	✗
123 456 789	00001	Service A	-	0003	Définition	15/04/2027	31/12/2027	31/12/2027	✗
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	✓
123 456 789	00001	-	-	0003	Définition	31/03/2027	31/12/2027	31/12/2027	✓
SIREN	SIRET	Id. routage	Suffixe	Matricule	Nature	Début d'effet	Fin effective	Fin d'effet	✓
123 456 789	-	-	-	0003	Définition	31/03/2027	31/12/2027	31/12/2027	✓

Figure 44 - L'actualisation des lignes à la suite de la mise en place d'une nouvelle maille d'adressage

### 3.5.6. Les contrôles fonctionnels des objets métiers du type ligne d'annuaire

Si les contrôles techniques et applicatifs ne retournent aucune anomalie sur le flux (et les fichiers qu'il contient), alors la bulle métier annuaire réalise des contrôles fonctionnels<sup>87</sup> sur chaque fichier :

- des contrôles sémantiques ;
- des contrôles de structure de données ;
- des contrôles de cohérence de données ;
- des contrôles d'unicité.

### 3.5.7. Le cycle de vie des objets métiers du type ligne d'annuaire

Le résultat des contrôles fonctionnels détermine le statut de chaque objet métier<sup>88</sup> :

- dès lors que le résultat des contrôles fonctionnels est en échec, alors l'objet métier est rejeté et ne sera pas intégré ;
- si les contrôles fonctionnels ne relèvent aucune anomalie, l'objet métier est accepté et intégré.

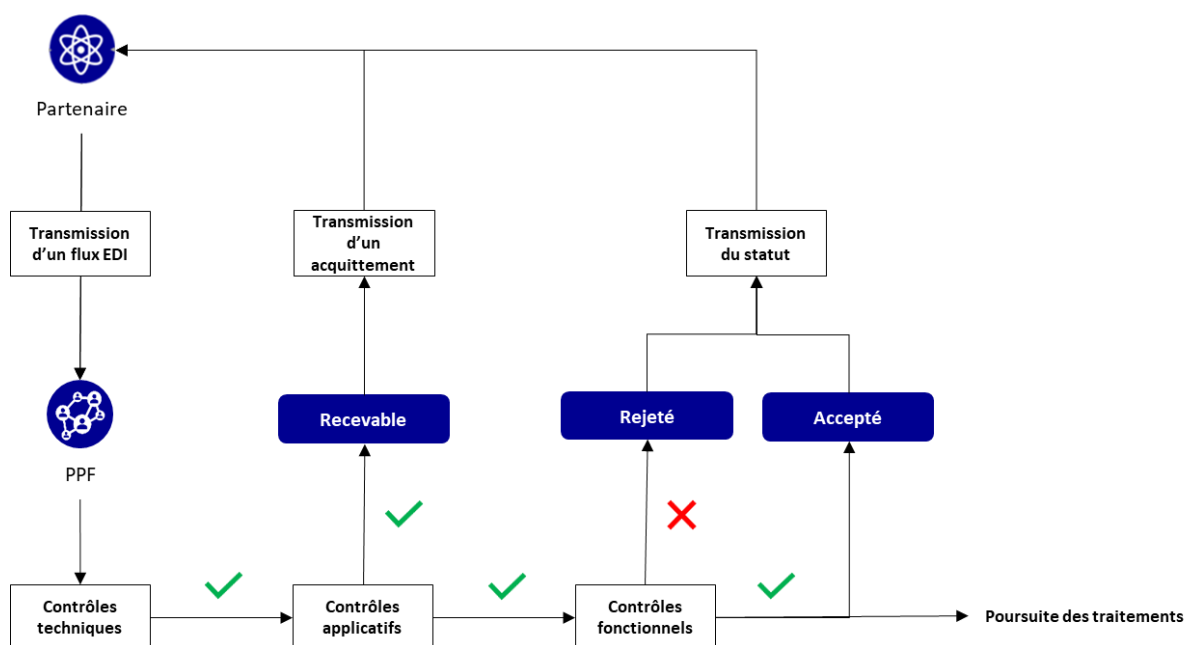


Figure 45 - L'actualisation des lignes à la suite de la mise en place d'une nouvelle maille d'adressage

Tout partenaire, raccordé en EDI, est informé via un cycle de vie du caractère accepté ou rejeté des objets métiers qu'il a transmis.

Objet	Code	Libellé	Caractère	Définition
Ligne d'annuaire	400	Acceptée	<b>Obligatoire</b>	La ligne d'annuaire est contrôlée comme conforme et intégrée.
Ligne d'annuaire	401	Rejetée	<b>Obligatoire</b>	La ligne d'annuaire est contrôlée comme non conforme et n'est pas intégrée.

Tableau 6 - Liste des statuts d'une ligne d'annuaire

<sup>87</sup> Ces contrôles sont décrits au travers de schématrons.

<sup>88</sup> En l'occurrence, pour chaque actualisation de ligne d'annuaire.

### 3.5.8. Les motifs de rejet des objets métiers du type ligne d'annuaire

Le rejet d'un objet métier est associé à un ou plusieurs motifs, et la source des anomalies est indiquée, afin de permettre au partenaire de réaliser les actions correctives adaptées. Les motifs de rejet d'un objet métier de type ligne d'annuaire sont :

Code	Libellé	Description
REJ_RG	Contrôle des règles de gestion	L'une ou plusieurs règles de gestion ne sont pas respectées.
REJ_HAB	Contrôle des droits et habilitations	L'une des requêtes n'est pas autorisée et/ou requiert une habilitation.
REJ_COH	Contrôle de cohérence des données	L'une ou plusieurs données sont incohérentes.
REJ_VAL_INC	Contrôle des valeurs autorisées	L'une ou plusieurs valeurs sont incorrectes ou non autorisées.

Tableau 7 – Liste des motifs de rejet d'une ligne d'annuaire

## 3.6 La bulle e-invoicing

### 3.6.1. Les principes directeurs

Le dispositif de facturation en Y choisi dans le cadre de la réforme permet aux plateformes de transmettre à l'administration fiscale, par l'intermédiaire du portail public de facturation, les données réglementaires<sup>89</sup> et les statuts obligatoires<sup>90</sup> de factures électroniques pour les transactions domestiques entre assujettis à la TVA établis, domiciliés ou ayant leur résidence habituelle en France.

Le portail public de facturation assure le contrôle de ces données réglementaires et les statuts obligatoires associés, puis les transmet à l'administration fiscale.

### 3.6.2. La cartographie des flux

Il existe différents types de flux qui interviennent lors de la transmission des données réglementaires et des statuts obligatoires de facture à l'administration fiscale :

- les flux e-invoicing (facture<sup>91</sup>, données réglementaires<sup>92</sup>) ;
- les flux de cycle de vie (flux<sup>93</sup>, données réglementaires et statuts obligatoires<sup>94</sup>).

<sup>89</sup> Les mentions obligatoires d'une facture sont définies à l'article 242 nonies A de l'annexe II au CGI, et les données de facture à transmettre à l'administration sont énumérées à l'article 41 septies D de l'annexe IV au CGI.

<sup>90</sup> Le format sémantique du cycle de vie est décrit dans l'annexe 2.

<sup>91</sup> Le flux de factures électroniques (F2, F3) n'est pas transmis au PPF.

<sup>92</sup> Les formats sémantiques des données obligatoires sont décrits dans l'annexe 1 des spécifications externes.

<sup>93</sup> Cf. chapitre dédié 3.4.4. Le cycle de vie d'un flux

<sup>94</sup> Cf. chapitre dédié 3.6.8. Le cycle de vie des objets métiers du type données réglementaires et statuts obligatoires

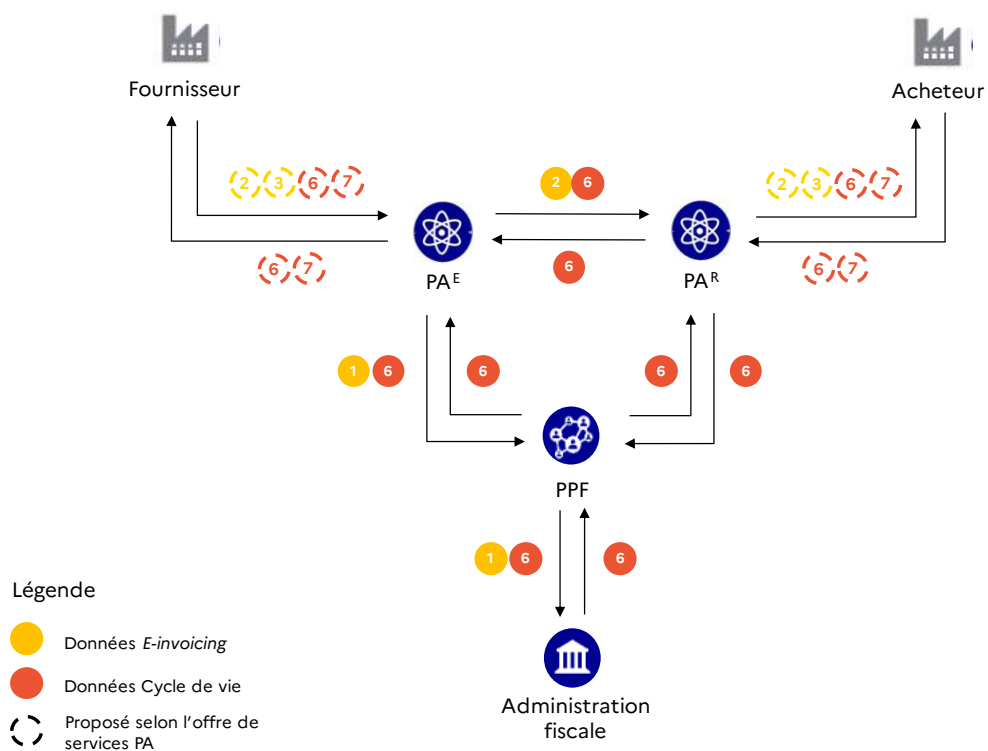


Figure 46 - La cartographie des flux e-invoicing et Cycle de vie échangés en B2B

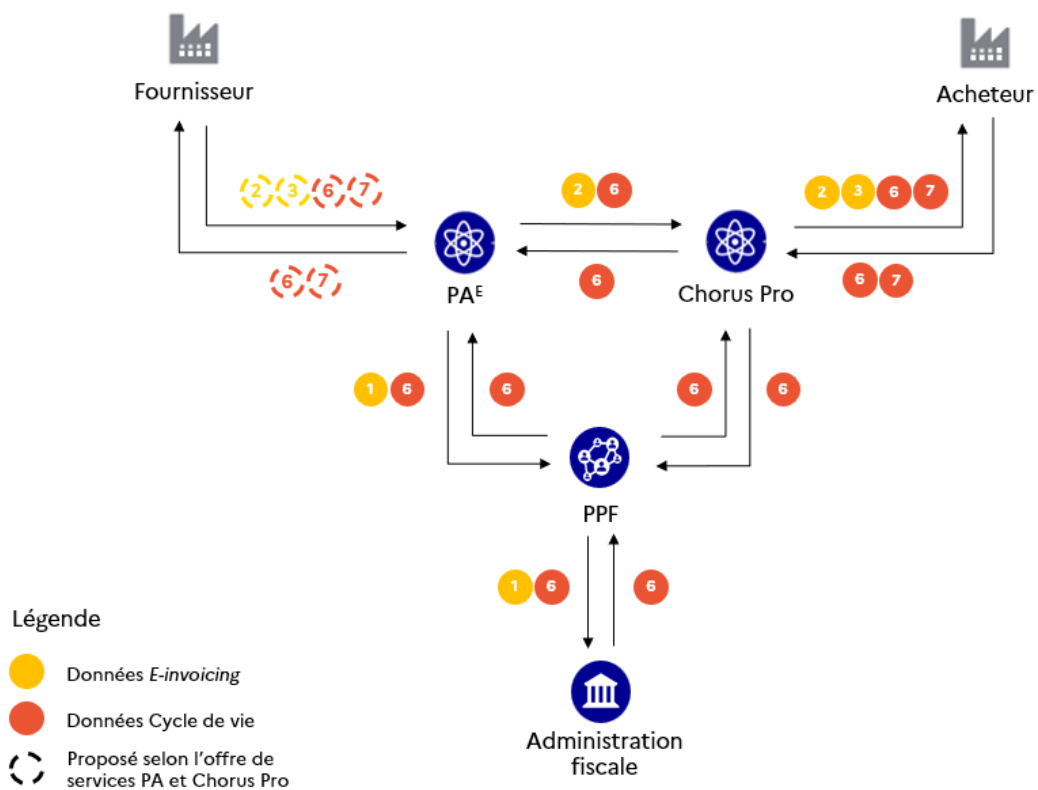


Figure 47 - La cartographie des flux e-invoicing et Cycle de vie échangés en B2G, si Chorus Pro est la plateforme de réception



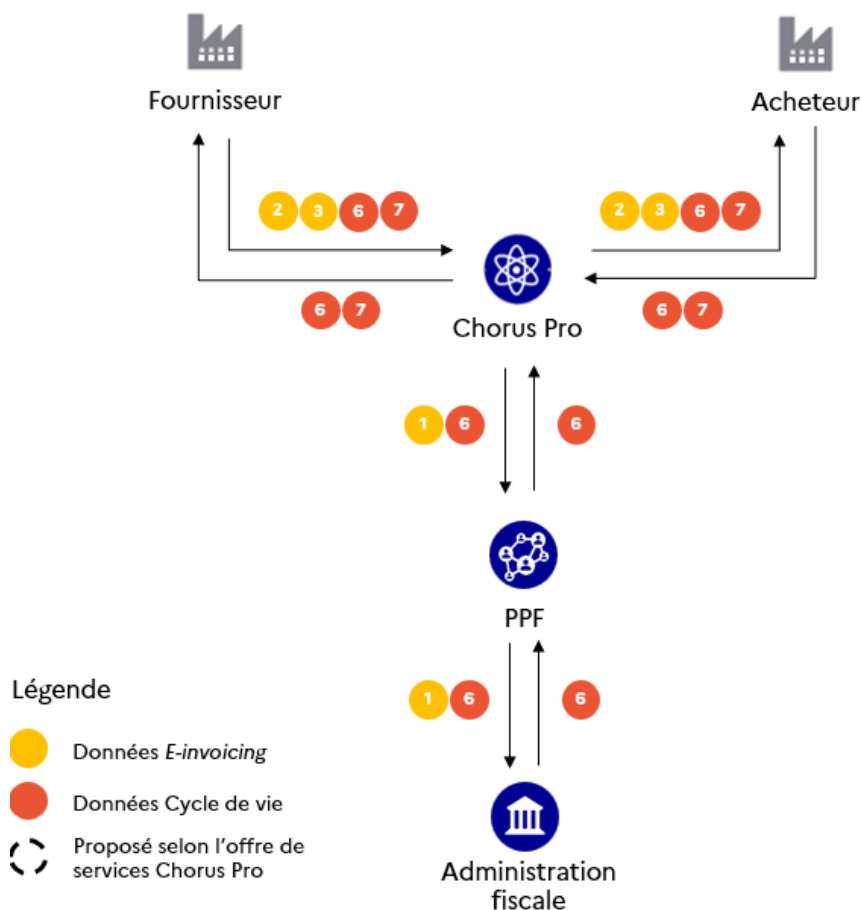


Figure 48 - La cartographie des flux e-invoicing et Cycle de vie échangés en B2G, si Chorus Pro est la plateforme d'émission et réception

### 3.6.3. Les données réglementaires d'une facture

Les données réglementaires d'une facture soumise au champ d'application de la TVA respectent le format sémantique de la norme EN16931, complété par des règles de gestion spécifiques à la législation française<sup>95</sup>. De plus, pour couvrir l'ensemble des cas de gestion, des extensions à la norme EN16931 sont prévues<sup>96</sup>.

En raison de la mise en conformité progressive<sup>97</sup> avec la réforme de facturation électronique, un socle de données réglementaires de facture est exigé dès le démarrage<sup>98</sup>, et sera complété au moment de la généralisation du dispositif.

Ces données doivent être transmises à l'administration fiscale dans une archive tar.gz dans l'un des formats structurés suivants :

- UBL<sup>99</sup> ;
- CII<sup>100</sup>.

<sup>95</sup> Le format sémantique des données réglementaires est décrit dans l'annexe 1.

<sup>96</sup> Les extensions à la norme EN16931 sont identifiées dans l'annexe 1 par un libellé EXT-FR-FE-XXX.

<sup>97</sup> Cf. le chapitre dédié 2.3.5. La mise en conformité progressive des assujettis à la TVA

<sup>98</sup> A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2026.

<sup>99</sup> Le format UBL supporté par le portail public de facturation (PPF) est conforme à la norme OASIS U.B.L. 2.1.

<sup>100</sup> Le format CII supporté par le portail public de facturation (PPF) est conforme à la norme UN/CEFACT CCTS 3.0. La version de langage retenue dans le cadre de la réforme est le CII D22B.

### 3.6.4. Les statuts obligatoires d'une facture

La transmission et la mise à jour du statut des factures tout au long de son cycle de vie sont essentielles pour répondre aux enjeux et atteindre les objectifs fixés par la réforme. Le cycle de vie<sup>101</sup> d'une facture permet à chacun des acteurs impliqués (fournisseurs, acheteurs, plateformes agréées, portail public de facturation et administration fiscale) de suivre l'avancement du traitement des factures dans le circuit de facturation, du dépôt de la facture jusqu'à son encaissement. Ces données, si elles font partie des statuts obligatoires, sont transmises à l'administration fiscale dans le format structuré CDAR<sup>102</sup>.

Le cycle de vie répond aux principes fondateurs suivants :

- offrir une vision partagée du traitement de la facture pour l'ensemble des acteurs intéressés (émetteur, récepteur, administration et tous les tiers référencés dans la facture) ;
- déterminer une liste et un format d'échange des statuts permettant d'assurer l'interopérabilité entre les acteurs (entreprises, plateformes agréées, portail public de facturation) ;
- favoriser une qualité de service pour assurer le respect de la chronologie du traitement d'une facture ;
- définir des règles strictes et faciliter le pré-remplissage de la déclaration de la TVA.

Le cycle de vie repose sur deux périmètres imbriqués :

- un socle de statuts obligatoires<sup>103</sup> exigés par l'administration fiscale et nécessaires à tous les acteurs de la chaîne de facturation ;
- des statuts facultatifs qui ne doivent pas être transmis à l'administration fiscale, mais qui sont recommandés pour assurer le bon déroulé des échanges entre les acteurs de la chaîne de facturation.

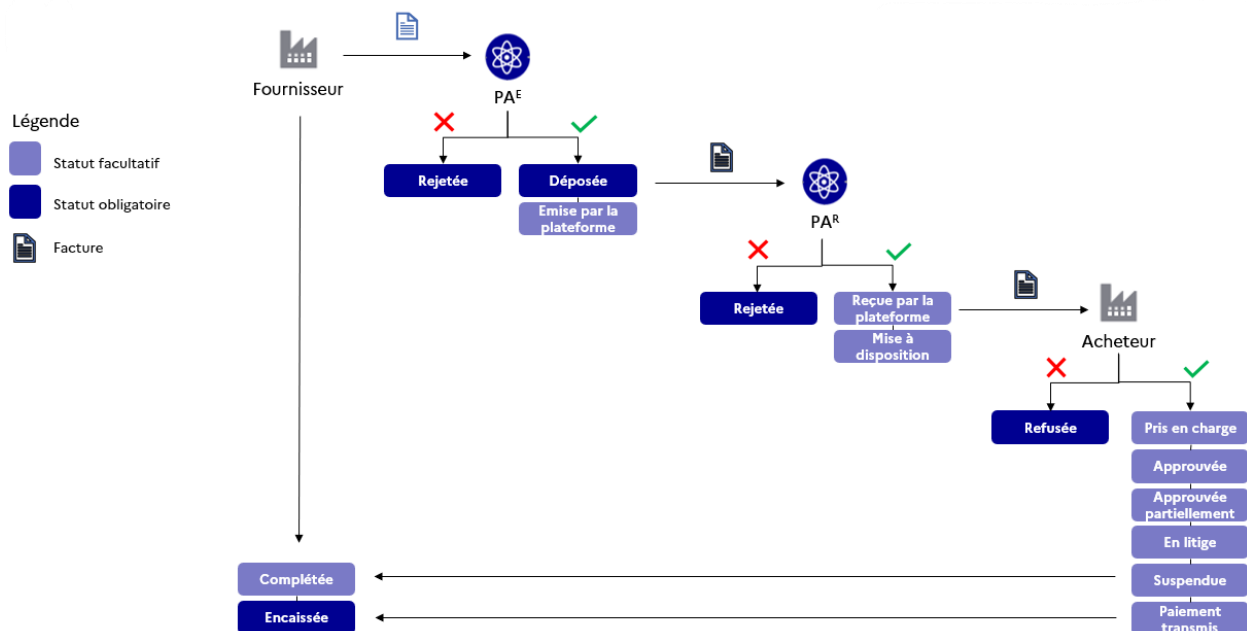


Figure 49 - Le cycle de vie nominal d'une facture

Les statuts possibles (liste non exhaustive, voir norme AFNOR XP Z12-012) d'un cycle de vie sont :

<sup>101</sup> Le format sémantique du cycle de vie est décrit dans l'annexe 2 des spécifications externes.

<sup>102</sup> Le format CDAR supporté par le portail public de facturation (PPF) est UN/CEFACT SCRDM CI Cross Domain Application Response message.

<sup>103</sup> Lorsqu'ils sont apposés par l'un des acteurs du circuit de facturation.

Objet	Code	Libellé	Caractère	Définition
Facture	200	Déposée	<b>Obligatoire</b>	La facture du fournisseur est transmise à sa plateforme agréée d'émission (PA <sup>E</sup> ), qui atteste que la facture est contrôlée et conforme.
Facture	201	Emise par la plateforme	Facultatif	La plateforme agréée d'émission (PA <sup>E</sup> ) informe avoir transmis la facture à la plateforme agréée de réception (PA <sup>R</sup> ) du destinataire.
Facture	202	Reçue par la plateforme	Facultatif	La plateforme agréée de réception (PA <sup>R</sup> ) informe avoir reçu la facture de la part de la plateforme agréée d'émission (PA <sup>E</sup> ).
Facture	203	Mise à disposition	Facultatif	La plateforme agréée de réception (PA <sup>R</sup> ) informe avoir mis à disposition la facture à son destinataire.
Facture	204	Prise en charge	Facultatif	Le destinataire accuse réception de la facture.
Facture	205	Approuvée	Facultatif	Le destinataire accepte la facture dans son intégralité.
Facture	206	Approuvée partiellement	Facultatif	Le destinataire n'accepte que partiellement la facture.
Facture	207	En litige	Facultatif	Le destinataire est en désaccord avec tout ou partie de la facture.
Facture	208	Suspendue	Facultatif	Le destinataire souhaite obtenir des pièces justificatives complémentaires et suspend le traitement de la facture jusqu'à leur réception.
Facture	209	Complétée	Facultatif	Le fournisseur fournit des pièces justificatives complémentaires attendues par le destinataire de la facture.
Facture	210	Refusée	<b>Obligatoire</b>	Le destinataire refuse la facture dans son intégralité.
Facture	211	Paieement transmis	Facultatif	Le destinataire informe avoir réalisé le paiement de la facture, ou le fournisseur informe avoir réalisé le remboursement de la facture.
Facture	212	Encaissée	<b>Obligatoire</b>	Selon les conditions définies par l'article 290 A du CGI, le fournisseur informe avoir perçu un paiement partiel ou total de la facture.
Facture	213	Rejetée	<b>Obligatoire</b>	L'un des contrôles fonctionnels réalisés par la plateforme agréée d'émission (PA <sup>E</sup> ) ou de réception (PA <sup>R</sup> ) a détecté une anomalie sur la facture.

Dans les cas des statuts « Refusée » ou « Rejetée », le fournisseur doit procéder à une annulation comptable (avoir interne). Cette opération ne doit pas générer de flux de données réglementaires (F1) au PPF.

### 3.6.5. Délai de transmission des flux de données réglementaires de factures

Pour la bonne prise en compte par l'administration fiscale des flux de données réglementaires de factures, les plateformes agréées d'émission (PA<sup>E</sup>) les adressent au portail public de facturation (PPF) dans un **délai de 24h à compter de l'émission du cycle de vie du statut « Déposée »** (statut obligatoire) **de la facture**. L'allotissement des flux (voir §3.4.6 Allotissement des flux) doit être pris en compte dans le respect de ce délai.

### 3.6.6. Délai de transmission des flux de cycle de vie de statuts obligatoires

Pour la bonne prise en compte par l'administration fiscale des flux de cycle de vie (statuts obligatoires), les plateformes agréées (PA<sup>E</sup> ou PA<sup>R</sup>) les adressent au portail public de facturation (PPF) dans un **délai de 24h à compter de l'horodatage du statut**. L'allotissement des flux (voir §3.4.6 Allotissement des flux) doit être pris en compte dans le respect de ce délai.

### 3.6.7. Les contrôles fonctionnels des données réglementaires et des statuts obligatoires

Si les contrôles techniques et applicatifs ne retournent aucune anomalie sur le flux (et les fichiers qu'il contient), alors la bulle métier *e-invoicing* va réaliser des contrôles fonctionnels<sup>104</sup> sur chaque fichier<sup>105</sup> :

- des contrôles sémantiques<sup>106</sup> ;
- des contrôles de structure de données<sup>107</sup> ;
- des contrôles de cohérence de données<sup>108</sup> ;
- des contrôles d'unicité<sup>109</sup>
- des contrôles de l'existence du SIREN du vendeur, de l'acheteur et de l'assujetti unique dans l'annuaire en ce qui concerne les données réglementaires.

### 3.6.8. Le cycle de vie des objets métiers du type données réglementaires et statuts obligatoires

Le résultat des contrôles fonctionnels détermine le statut de chaque objet métier (données réglementaires ou statut obligatoire) :

- dès lors que le résultat des contrôles fonctionnels est en échec, alors l'objet métier est rejeté et ne sera pas intégré ;
- si les contrôles fonctionnels ne relèvent aucune anomalie, l'objet métier est accepté et intégré.

<sup>104</sup> Ces contrôles sont décrits au travers de schémas.

<sup>105</sup> Chaque fichier est « mono-objet », c'est à dire qu'il ne contient qu'un objet métier.

<sup>106</sup> Contrôles des règles de gestion de la norme européenne (EN16931) et celles spécifiques à la réforme française de facturation électronique.

<sup>107</sup> Contrôles des longueurs maximales.

<sup>108</sup> Contrôles de cohérences avec les valeurs des référentiels mentionnées dans l'annexe 7 des spécifications externes.

<sup>109</sup> Le contrôle de l'unicité est réalisé uniquement sur les données réglementaires de facture. L'unicité est déterminée à partir du numéro de facture, de l'identifiant du fournisseur (SIREN) et de l'année de production de la facture.

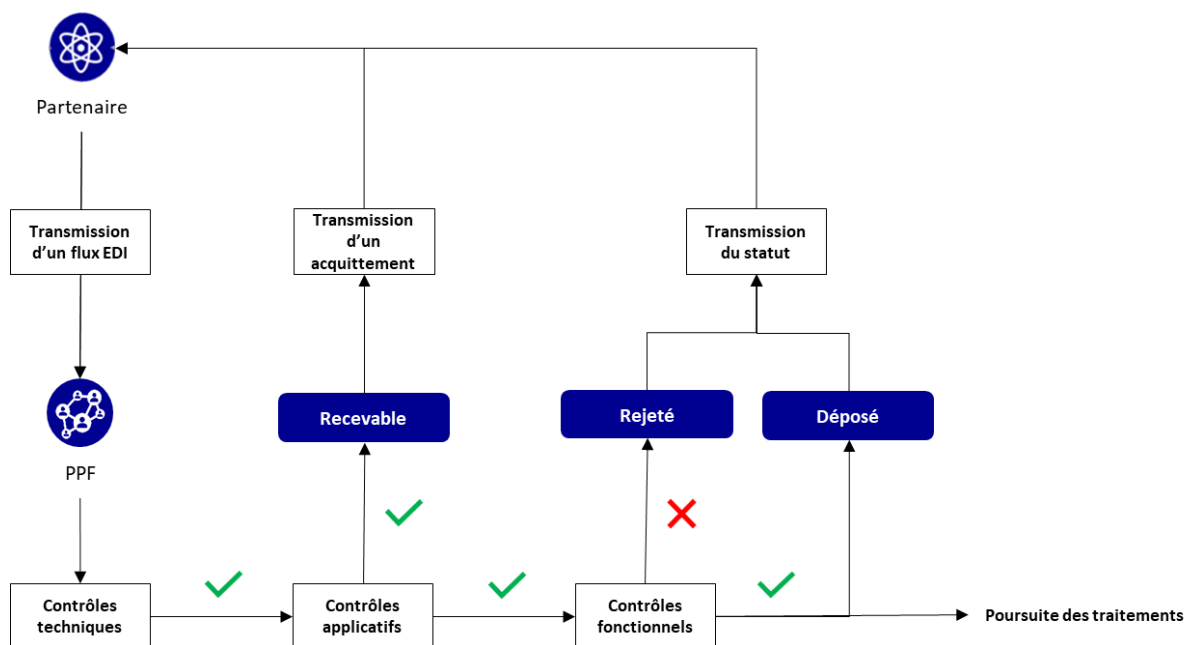


Figure 50 - Le cycle de vie d'un objet métier

Tout partenaire est informé via un cycle de vie, du caractère accepté ou rejeté des objets métiers qu'il a transmis.

Objet	Code	Libellé	Caractère	Définition
Données réglementaires	250	Déposée	Obligatoire	Les données réglementaires sont contrôlées comme conformes et prises en compte par l'administration fiscale.
Données réglementaires	251	Rejetée	Obligatoire	Les données réglementaires sont contrôlées comme non conformes, elles ne sont pas intégrées et ne sont pas prises en compte par l'administration fiscale <sup>110</sup> .

Tableau 9 - Liste des statuts de données réglementaires

Objet	Code	Libellé	Caractère	Définition
Statuts obligatoires	601	Rejeté	Obligatoire	Les statuts obligatoires sont contrôlés comme non conformes, ils ne sont pas intégrés et ne sont pas pris en compte par l'administration fiscale.

Tableau 10 - Liste des statuts des statuts obligatoires

### 3.6.9. Les motifs de rejet des objets métiers du type données réglementaires

À la suite de la transmission de données réglementaires d'une plateforme au PPF, celui-ci peut les rejeter en définissant un ou plusieurs motifs. Le motif des anomalies est indiquée, afin de permettre au partenaire de réaliser les actions correctives adaptées.

<sup>110</sup> Seule l'information du rejet avec le numéro de facture, l'année d'émission de la facture et le SIREN du vendeur sont transmises à l'administration fiscale.

Les motifs de rejet des données réglementaires sont :

Code	Libellé	Description
REJ_SEMAN	Contrôle du format sémantique	Le format sémantique d'une ou plusieurs données n'est pas conforme.
REJ_UNI	Contrôle d'unicité	Les données réglementaires ont déjà été transmises et traitées.
REJ_COH	Contrôle de cohérence des données	L'une ou plusieurs données sont incohérentes.

Tableau 11 - Liste des motifs de rejet de données réglementaires

Plusieurs facteurs peuvent expliquer le rejet de données réglementaires :

- **Premier cas** : le rejet relève d'anomalies lors de la constitution du fichier de données réglementaires à partir d'une facture conforme.

La plateforme agréée d'émission peut alors générer à nouveau le fichier de données réglementaires corrigé (portant alors le même numéro de facture) pour transmission au PPF.

- **Deuxième cas** : le rejet relève d'anomalies fonctionnelles au niveau des données de la facture (F2) dont les données sont issues. L'entreprise doit être informée de ce rejet, avec les motifs fonctionnels associés, et doit effectuer une analyse de ce rejet afin de prendre les mesures nécessaires (mise en œuvre d'une génération de numéro de facture conforme, correction des anomalies au niveau du système d'information facturier, ...).

### 3.6.10. Les motifs de rejet des objets métiers du type statuts obligatoires

Le rejet de statuts obligatoires est associé à un ou plusieurs motifs, et l'emplacement des anomalies est indiqué, afin de permettre au partenaire de réaliser les actions correctives adaptées. Les motifs de rejet des statuts obligatoires sont :

Code	Libellé	Description
REJ_INC	Contrôle de cohérence des statuts	L'un ou plusieurs statuts sont incohérents.
REJ_INEX	Contrôle de conformité des statuts	L'un ou plusieurs statuts sont incorrects ou non autorisés.
REJ_RG	Contrôle des règles de gestion	L'une ou plusieurs règles de gestion ne sont pas respectées.
REJ_HAB	Contrôle des droits et habilitations	L'une des requêtes n'est pas autorisée et/ou requiert une habilitation.
REJ_ENCAISSEMENT	Contrôle des encaissements	L'un ou plusieurs montants encaissés ne sont pas conformes à la répartition par taux de TVA déclarée.

Tableau 12 - Liste des motifs de rejet de statuts obligatoires

### 3.7 La bulle e-reporting

#### 3.7.1. Les principes directeurs

Le dispositif prévoit que les plateformes agréées (PA<sup>E</sup> et PA<sup>R</sup>) transmettent à l'administration fiscale les données réglementaires<sup>111</sup> des opérations internationales entre entreprises<sup>112</sup> (B2Bi, Bi2B et Bi2Bi) et/ou d'opérations avec un particulier ou une personne morale privée non assujettie<sup>113</sup> (B2C). Il est en outre prévu que les plateformes transmettent les données de paiement<sup>114</sup> attendues. Le portail public de facturation (PPF) assure le contrôle de ces données réglementaires, puis les transmet à l'administration fiscale.

#### 3.7.2. La cartographie des flux

Il existe différents types de flux qui interviennent lors de la transmission des données réglementaires et des statuts obligatoires de facture à l'administration fiscale :

- les flux e-reporting (données de transaction et de paiement, factures et statuts obligatoires) ;
- les flux de cycle de vie (flux<sup>115</sup>, données de transaction et de paiement<sup>116</sup>).

---

<sup>111</sup> Les données réglementaires sont définies à l'article 290 du CGI.

<sup>112</sup> Les opérations concernées sont celles effectuées à destination ou en provenance d'une personne morale assujettie non établie en France (liste définie à l'article 290-I du CGI), ainsi que les opérations entre assujettis non établis en France qui sont soumises à la TVA en France (article 290-II du CGI).

<sup>113</sup> Par exemple, une association.

<sup>114</sup> Les données réglementaires sont définies à l'article 290 A du CGI.

<sup>115</sup> Cf. chapitre dédié 3.4.4. Le cycle de vie d'un flux

<sup>116</sup> Cf. chapitre dédié 3.7.9.

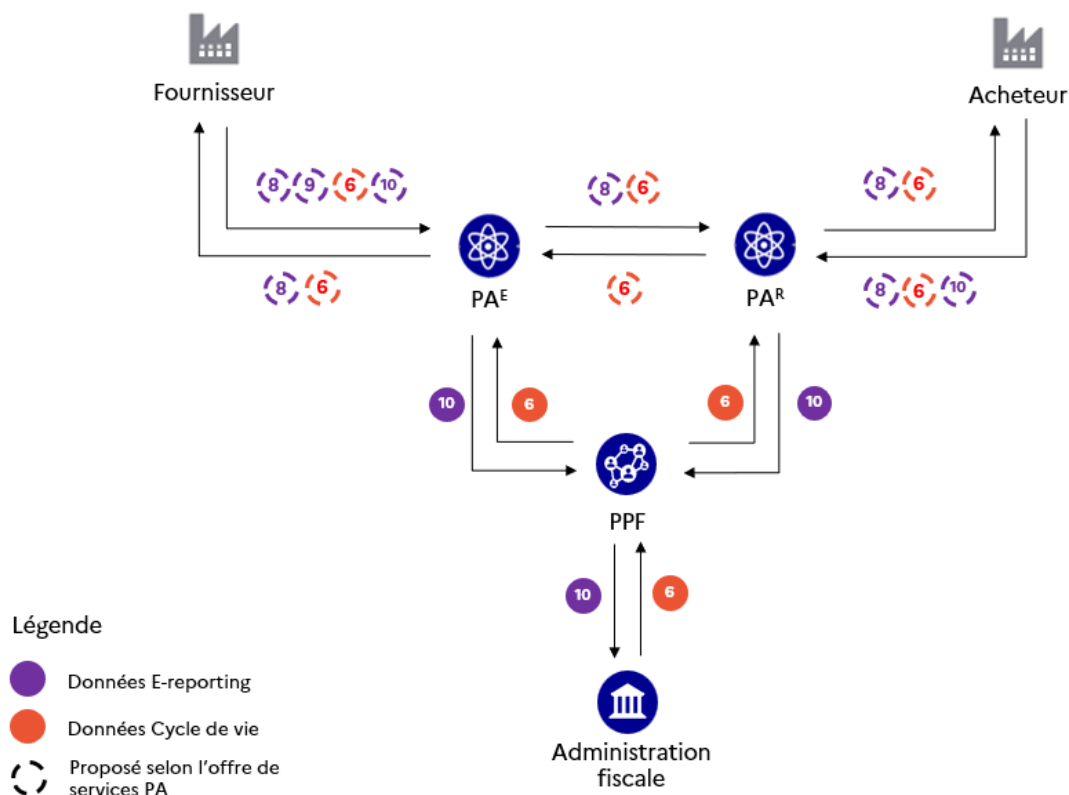


Figure 51 - La cartographie des flux e-reporting et Cycle de vie échangés

Le flux de transmission des données de transaction et de paiement (F10) est le format<sup>117</sup> conçu pour assurer les échanges entre les plateformes agréées (PA<sup>E</sup> et PA<sup>R</sup>), le portail public de facturation et l'administration fiscale.

Le flux de transmission (F10) est composé de 4 blocs, qui permettent de véhiculer différents types de données.

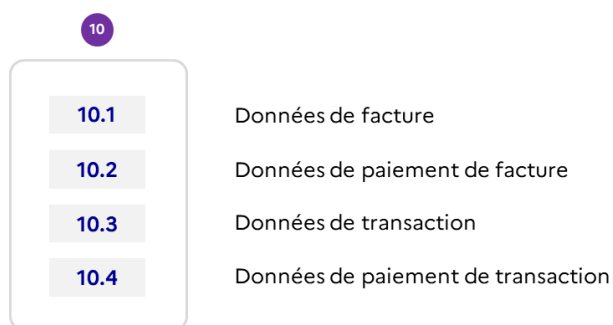


Figure 52 - La structure d'un flux de transmission (F10)

En fonction de leur offre de services, les plateformes agréées peuvent accepter et s'échanger des flux de factures électroniques et leurs statuts, relevant d'opérations interentreprises internationales (B2Bi, Bi2B et Bi2Bi) et/ou d'opérations auprès de non-assujettis (B2C), et les traiter de manière analogue aux factures électroniques des opérations interentreprises domestiques (B2B).

<sup>117</sup> Fichier au format XML.



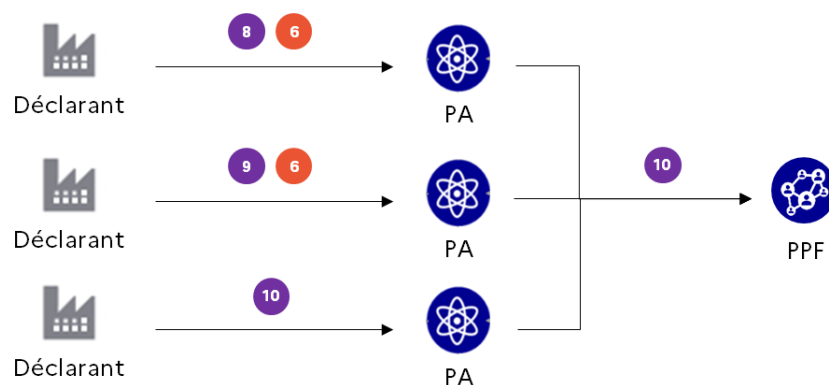


Figure 53 - La structure d'un flux de transmission (F10)

Dans ce cas, les plateformes agréées peuvent également proposer d'exploiter les flux (F8, F9 et F6) pour constituer le flux de transmission de données de transaction et de paiement (F10), en amont de leur émission au portail public de facturation (PPF).



Figure 54 - Exploitation des flux de factures (B2Bi, Bi2B et Bi2Bi) et leurs statuts pour constituer un flux de transmission

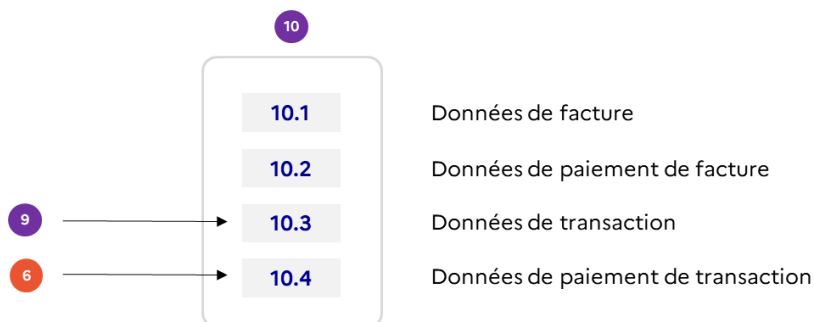


Figure 55 - Exploitation des flux de factures (B2C) et leurs statuts pour constituer un flux de transmission

### 3.7.3. Les données de facture d'opérations internationales

Le bloc de données de facture (10.1) permet de transmettre à l'administration les données des opérations internationales entre entreprises<sup>118</sup> (B2Bi, Bi2B et Bi2Bi) ayant donné lieu à une facture (F8). Chaque occurrence du bloc de données de facture (10.1) correspond à une unique facture.

<sup>118</sup> Les opérations auprès de non-assujettis (B2C) doivent être transmises via le bloc de données de transaction (10.3), qu'elles aient fait l'objet d'une facture (F9) ou non.

#### **3.7.4. Les données de paiement des factures des opérations internationales**

Le bloc de données de paiement de facture (10.2) permet de transmettre à l'administration les données de paiement (statut « Encaissée » - F6) d'opérations<sup>119</sup> internationales entre entreprises (B2Bi, Bi2B et Bi2Bi) ayant donné lieu à une facture<sup>120</sup>. Chaque occurrence du bloc de données de facture (10.2) correspond à l'encaissement d'une unique facture.

#### **3.7.5. Les données des opérations avec des non-assujettis**

Le bloc de données de transaction (10.3) permet de transmettre à l'administration les données des opérations auprès de non-assujettis (B2C) qu'elles aient fait l'objet d'une facture électronique (de type F9) ou non.

Chaque occurrence du bloc de données de transaction (10.3) correspond à un jour d'activité, une devise et un type de transaction. En effet, le bloc de données de transaction (10.3) permet de transmettre les données agrégées de l'ensemble des transactions quotidiennes réalisées<sup>121</sup>, et éventuellement les compléter des données de transaction relevant d'opération auprès de non-assujettis (B2C) ayant fait l'objet de factures (de type F9) émises le même jour.

#### **3.7.6. Les données de paiement des opérations avec des non-assujettis**

Le bloc de données de paiement de transaction (10.4) permet de transmettre à l'administration les données à l'encaissement des opérations avec des non-assujettis (B2C), qu'elles aient fait l'objet d'une facture (de type F9) ou non. Chaque occurrence du bloc de données de transaction (10.4) correspond à un jour d'activité. En effet, le bloc de données de paiement de transaction (10.4) permet de transmettre l'ensemble des encaissements perçus<sup>122</sup> au titre d'une journée.

---

<sup>119</sup> Les données de paiement ne doivent être transmises qu'en cas de prestations de services, hors opérations donnant lieu à autoliquidation de la TVA et option de TVA sur les débits.

<sup>120</sup> Les opérations avec des non-assujettis (B2C) doivent être transmises via le bloc de données de transaction (10.3), qu'elles aient fait l'objet d'une facture électronique (F9) ou non.

<sup>121</sup> Peut correspondre aux données d'un récapitulatif journalier édité par un système de caisse, dit « ticket Z » ou « Z de caisse »

<sup>122</sup> Le bloc de données de paiement peut être utilisé pour déclarer un paiement perçu en amont de son rapprochement avec la facture correspondante. Lorsque ce rapprochement est réalisé, alors la déclaration des encaissements perçus doit être rectifiée (10.4), et le paiement de la facture doit être transmis via un cycle de vie de factures (F6), ou via le bloc de données de paiement de facture (10.3) s'il s'agit d'une facture relevant d'opérations interentreprises internationales (B2Bi, Bi2B, Bi2Bi).

### 3.7.7. Les modalités de transmission

Les plateformes agréées doivent transmettre au portail public de facturation (PPF) les données de transaction et de paiement (F10) agrégées :

- par déclarant<sup>123</sup>, à la maille SIREN et selon son rôle (acheteur ou vendeur) dans l'opération ;
- par période de transmission, déterminée à partir du régime de TVA du déclarant<sup>124</sup> et en fonction de la date de l'opération<sup>125</sup>.

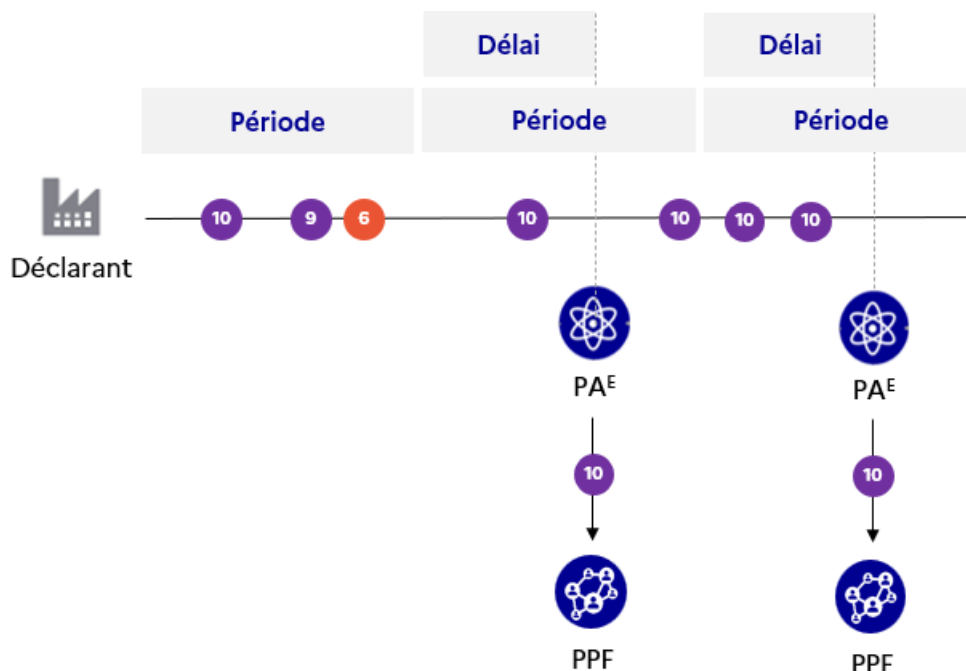


Figure 56 - Exploitation des flux de factures (B2C) et leurs statuts pour constituer un flux de transmission

<sup>123</sup> Le déclarant est l'acteur de l'opération qui est assujéti à la TVA française. En fonction des cas, le déclarant peut être le fournisseur (B2Bi, Bi2Bi, B2C) ou l'acheteur (Bi2B).

<sup>124</sup> Les délais et fréquences de transmission des données de transactions et de paiement ont été précisés dans les textes réglementaires en date du 7 octobre 2022 publiés le 9 octobre 2022 ([impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr))

<sup>125</sup> Le fait générateur de la transmission des données de transaction est la date de réalisation de l'opération, et celui de la transmission des données de paiement est la date d'encaissement du paiement (hors paiement par chèque bancaire et autres cas prévus dans la doctrine administrative BOI TVA BASE 20 20).

Données de facture et de transaction				Données de paiement		
	Période concernée	Date limite de transmission des données de la période à la plateforme agréée	Date et heure limites de transmission à l'administration fiscale par la plateforme agréée	Période concernée	Date limite de transmission des données de la période à la plateforme agréée	Date et heure limites de transmission à l'administration fiscale par la plateforme agréée
Régime réel normal mensuel	1 <sup>ère</sup> décade : Du 1 <sup>er</sup> au 10 du mois	Le 20 du mois de la période concernée	21 du mois de la période concernée, à 8h00	Mensuelle	Le 10 du mois suivant la période concernée	Le 11 du mois suivant la période concernée, à 8h00
	2 <sup>ème</sup> décade : Du 11 au 20 du mois	Dernier jour du mois de la période concernée	Le 1 <sup>er</sup> du mois suivant la période concernée, à 8h00			
	3 <sup>ème</sup> décade : Du 21 à la fin du mois	Le 10 du mois suivant la période concernée	Le 11 du mois suivant la période concernée, à 8h00			
Régime réel normal trimestriel	Mensuelle	Le 10 du mois suivant la période concernée	Le 11 du mois suivant la période concernée, à 8h00	Mensuelle	Le 10 du mois suivant	Le 11 du mois suivant la période concernée, à 8h00
Régime simplifié d'imposition TVA	Mensuelle	Le dernier jour du mois suivant la période concernée	Le 1 <sup>er</sup> du deuxième mois suivant la période concernée, à 8h00	Mensuelle	Le dernier jour du mois suivant la période concernée	Le 1 <sup>er</sup> du deuxième mois suivant la période concernée, à 8h00
Régime de franchise en base de TVA	Bimestrielle (tous les bimestres civils) <sup>126</sup>	Le dernier jour du mois suivant la période concernée	Le 1 <sup>er</sup> du deuxième mois suivant la période concernée, à 8h00	Bimestrielle (tous les bimestres civils)	Le dernier jour du mois suivant la période concernée	Le 1 <sup>er</sup> du deuxième mois la période concernée, à 8h00

Tableau 13 - Les périodes de transmission par régime de TVA

Pour certains régimes de TVA, les périodes de transmission des données de transaction sont différentes des périodes de transmission des données de paiement. De ce fait, les plateformes agréées doivent transmettre au portail public de facturation (PPF) les données de transaction et de paiement (F10) de manière distincte, à l'issue des périodes correspondantes à chaque type de données.

<sup>126</sup> Les bimestres civils commencent à l'une des dates suivantes : 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> mars, 1<sup>er</sup> mai, 1<sup>er</sup> juillet, 1<sup>er</sup> septembre et 1<sup>er</sup> novembre.

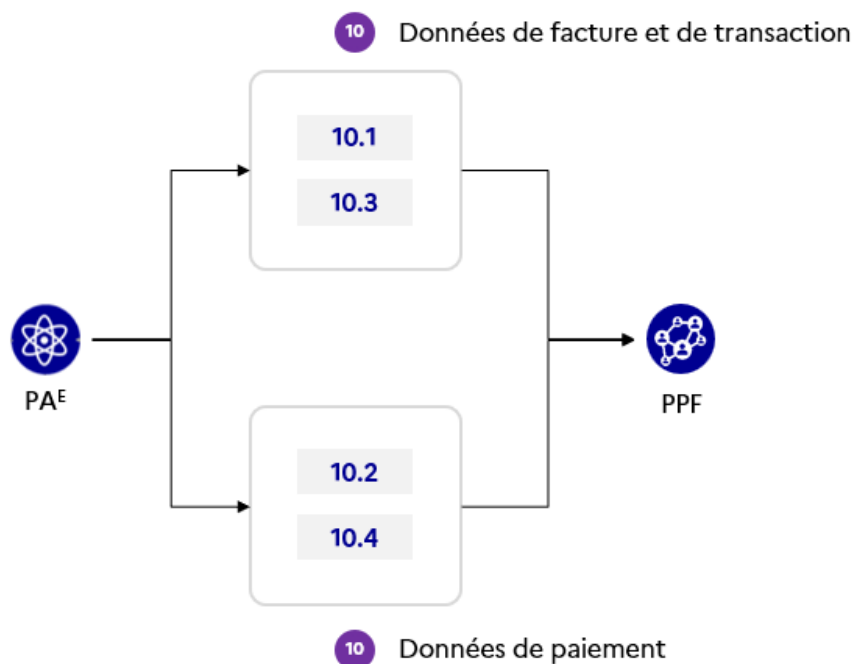


Figure 57 - Transmission distinctes des données de facture et transaction des données de paiement

En cas d'erreur sur des données de transaction ou de paiement transmises au titre d'une période, la plateforme agréée peut transmettre un flux de transmission rectificatif (type RE) au portail public de facturation (PPF). Ce flux de transmission rectificatif annule et remplace l'ensemble des données agrégées<sup>127</sup> et précédemment transmises au titre de cette période.

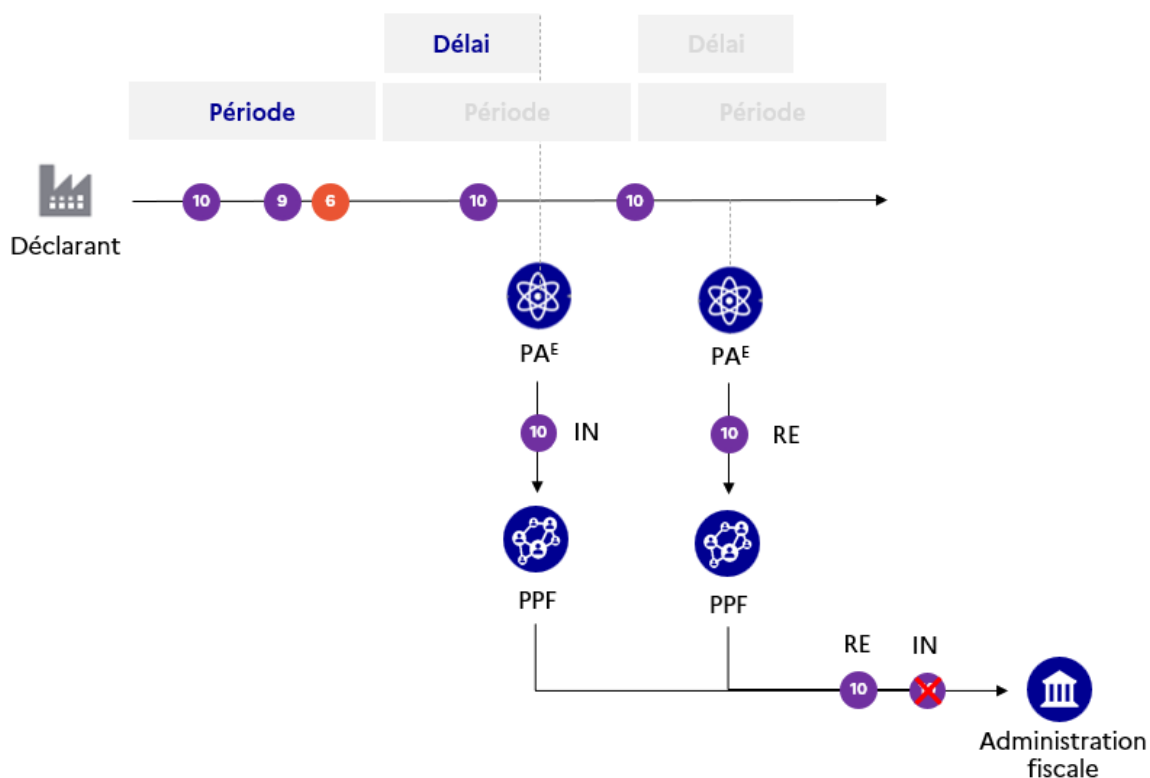


Figure 58 - Les modalités de rectification d'une transmission au titre d'une période révolue

<sup>127</sup> Distinguées par type de données et en fonction du rôle du déclarant.

Afin de faciliter l'intégration des flux de transmission dans le portail public de facturation (PPF) et leur prise en compte par l'administration fiscale, les plateformes agréées les adressent au portail public de facturation (PPF) dans un délai de 8h à l'issue du dernier jour du délai de dépôt au titre de la période.

### 3.7.8. Les contrôles fonctionnels des données de transaction et de paiement

Si les contrôles techniques et applicatifs ne retournent aucune anomalie sur le flux (et les fichiers qu'il contient), alors la bulle métier *e-reporting* va réaliser des contrôles fonctionnels<sup>128</sup> sur chaque fichier<sup>129</sup> :

- des contrôles sémantiques<sup>130</sup> ;
- des contrôles de structure de données ;
- des contrôles de cohérence de données ;
- des contrôles d'unicité<sup>131</sup>.

### 3.7.9. Le cycle de vie des données de transaction et de paiement

Le résultat des contrôles fonctionnels détermine le statut de chaque objet métier<sup>132</sup> :

- dès lors que le résultat des contrôles fonctionnels est en échec, alors l'objet métier est rejeté et ne sera pas intégré ;
- si les contrôles fonctionnels ne relèvent aucune anomalie, l'objet métier est accepté et intégré.

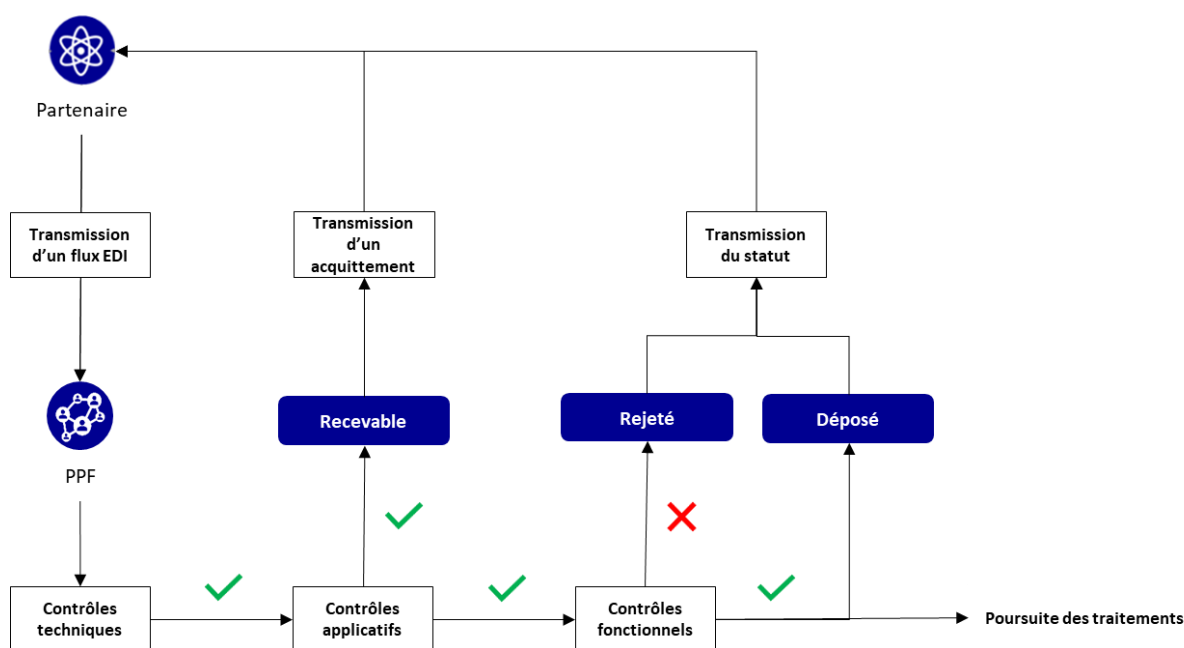


Figure 59 - Le cycle de vie d'un objet métier

Toute plateforme est informée via un cycle de vie, du caractère accepté ou rejeté des objets métiers qu'elle a transmis.

<sup>128</sup> Ces contrôles sont décrits au travers de schémas

<sup>129</sup> Chaque fichier est « mono-objet », c'est à dire qu'il ne contient qu'un objet métier.

<sup>130</sup> Contrôles des règles de gestion de la norme européenne (EN16931) et celles spécifiques à la réforme française de facturation électronique.

<sup>131</sup> L'unicité est déterminée à partir du numéro de transmission, de l'identifiant du déclarant (SIREN) et de la période de la transmission.

<sup>132</sup> En l'occurrence, pour chaque transmission de données de transaction et de paiement.

Objet	Code	Libellé	Caractère	Définition
Données de transaction et paiement	300	Déposée	<b>Obligatoire</b>	Les données sont contrôlées comme conformes par le PPF et transmises à l'administration fiscale.
Données de transaction et paiement	301	Rejetée	<b>Obligatoire</b>	Les données sont contrôlées comme non conformes par le PPF et ne sont pas transmises à l'administration fiscale.

Tableau 5 - Liste des statuts de données de transaction et de paiement

### 3.7.10. Les motifs de rejet des objets métiers du type données de transaction et de paiement

Le rejet de données de transaction et de paiement est associé à un ou plusieurs motifs, et la source des anomalies est indiquée, afin de permettre à la plateforme agréée de réaliser les actions correctives adaptées.

Les motifs de rejet des données de transaction et de paiement sont :

Code	Libellé	Description
REJ_SEMAN	Contrôle du format sémantique	Le format sémantique d'une ou plusieurs données n'est pas conforme.
REJ_UNI	Contrôle d'unicité	Les données ont déjà été transmises et traitées.
REJ_COH	Contrôle de cohérence des données	L'une ou plusieurs données sont incohérentes.
REJ_PER	Contrôle de période	La date de la transmission de données n'est pas cohérente avec la période déclarée.

Tableau 6 - Liste des motifs de rejet de données de transaction et de paiement

## 4 Table des figures

Figure 1 - Le circuit B2B.....	14
Figure 2 - Le circuit B2G, avec Chorus Pro comme plateforme de réception.....	15
Figure 3 - Le circuit B2G, avec raccordement direct du fournisseur à Chorus Pro.....	15
Figure 4 - Cartographie des flux échangés entre les acteurs de l'écosystème.....	18
Figure 5 - Cinématique d'un flux entrant par protocole SFTP.....	24
Figure 6 - Cinématique d'un flux sortant par protocole SFTP.....	24
Figure 7 - Cinématique d'un flux entrant par protocole AS/2.....	25
Figure 8 - Cinématique d'un flux sortant par protocole AS/2.....	26
Figure 9 - Cinématique d'un flux entrant par protocole AS/4.....	27
Figure 10 - Cinématique d'un flux sortant par protocole AS/4.....	27
Figure 11 - La mise en place d'un raccordement au portail public de facturation (PPF).....	29
Figure 12 - L'irrecevabilité d'un flux en cas d'échec aux contrôles applicatifs.....	31
Figure 13 - La recevabilité d'un flux en cas de succès des contrôles techniques et applicatifs.....	33
Figure 14 - La composition de l'enveloppe d'un flux.....	33
Figure 15 - Recommandation de composition de l'identifiant d'un flux.....	34
Figure 16 - Cinématique des flux F1.....	35
Figure 17 - Cinématique des flux F6.....	35
Figure 18 - Cinématique des flux F10.....	36
Figure 19 - Cinématique des flux F13.....	36
Figure 20 - Cinématique des flux F14.....	36
Figure 21 - La cartographie des flux Annuaire échangés.....	39
Figure 22 - Les sources d'initialisation de l'annuaire - 1.....	40
Figure 23 - Les sources d'initialisation de l'annuaire - 2.....	40
Figure 24 - La structure d'une ligne d'annuaire.....	40
Figure 25 - La consultation de l'annuaire pour l'adressage et le routage de facture.....	42
Figure 26 - Page d'accueil du Portail Annuaire ( <a href="https://facturation.chorus-pro.gouv.fr/annuaire/#/">https://facturation.chorus-pro.gouv.fr/annuaire/#/</a> ).....	43
Figure 27 - Exemple d'écran de consultation du Portail Annuaire.....	44
Figure 28 - L'actualisation de l'annuaire par le référentiel des occurrences fiscales.....	45
Figure 29 - La création d'une ligne d'annuaire pour une entreprise nouvellement assujettie.....	45
Figure 30 - L'actualisation des lignes en vigueur à la suite du retrait du caractère assujetti et/ou la cessation d'activité.....	45
Figure 31 - Le masquage de lignes non entrées en vigueur à la suite du retrait du caractère assujetti et/ou la cessation d'activité.....	46
Figure 32 - L'actualisation de l'annuaire par le service d'immatriculation.....	46
Figure 33 - L'actualisation de lignes en vigueur à la suite d'une perte d'immatriculation.....	46
Figure 34 - Le masquage de lignes non entrées en vigueur à la suite d'une perte d'immatriculation.....	47
Figure 35 - L'actualisation de l'annuaire par le portail de services Chorus Pro.....	47
Figure 36 - La création d'une ligne d'annuaire pour un nouveau service.....	47
Figure 37 - L'actualisation de lignes à la suite d'une réduction du rôle d'une structure publique à la maîtrise d'ouvrage (MOA).....	48
Figure 38 - Exemple d'accord formel de choix de plateforme agréée.....	49
Figure 39 - L'actualisation de l'annuaire par une nouvelle PA.....	51
Figure 40 - L'actualisation des lignes par la nouvelle plateforme rattachée.....	51
Figure 41 - La création de services et des lignes d'annuaire correspondantes.....	52
Figure 42 - La création de lignes à la suite de la mise en place d'une nouvelle maille d'adressage.....	52
Figure 43 - La création d'une nouvelle maille d'adressage.....	53
Figure 44 - L'actualisation des lignes à la suite de la mise en place d'une nouvelle maille d'adressage.....	53
Figure 45 - L'actualisation des lignes à la suite de la mise en place d'une nouvelle maille d'adressage.....	54
Figure 46 - La cartographie des flux e-invoicing et Cycle de vie échangés en B2B.....	56
Figure 47 - La cartographie des flux e-invoicing et Cycle de vie échangés en B2G, si Chorus Pro est la plateforme de réception.....	56
Figure 48 - La cartographie des flux e-invoicing et Cycle de vie échangés en B2G, si Chorus Pro est la plateforme d'émission et réception.....	57



Figure 49 - Le cycle de vie nominal d'une facture .....	58
Figure 50 - Le cycle de vie d'un objet métier .....	61
Figure 51 - La cartographie des flux e-reporting et Cycle de vie échangés.....	64
Figure 52 - La structure d'un flux de transmission (F10).....	64
Figure 53 - La structure d'un flux de transmission (F10).....	65
Figure 54 - Exploitation des flux de factures (B2Bi, Bi2B et Bi2Bi) et leurs statuts pour constituer un flux de transmission.....	65
Figure 55 - Exploitation des flux de factures (B2C) et leurs statuts pour constituer un flux de transmission.....	65
Figure 56 - Exploitation des flux de factures (B2C) et leurs statuts pour constituer un flux de transmission.....	67
Figure 57 - Transmission distinctes des données de facture et transaction des données de paiement .....	69
Figure 58 - Les modalités de rectification d'une transmission au titre d'une période révolue .....	69
Figure 59 - Le cycle de vie d'un objet métier .....	70

## 5 Glossaire

Abréviation	Libellé complet	Définition
AIFE	Agence pour l'informatique financière de l'Etat	Service à compétence nationale chargé de concevoir, développer et gérer le système d'information financière de l'Etat, et de proposer des solutions de dématérialisation au profit de l'ensemble des personnes publiques et des entreprises, notamment le portail public de facturation et Chorus Pro.
API	Application Programming Interface	Ensemble normalisé de fonctions qui sert de façade par laquelle un logiciel offre des services à d'autres logiciels. Solution informatique permettant à des applications d'être mises en relation et de communiquer via un langage commun.
AS/2	Applicable Statement /2	Protocole de transfert de fichiers fonctionnant en mode « push », permettant au partenaire d'envoyer directement et de sa propre initiative un fichier au destinataire.
AS/4	Applicable Statement /4	L'Applicability Statement (AS) 4 est une évolution de l'AS/2 intégrant des services web.
B2B	Business to Business	Désigne les relations commerciales interentreprises (notamment dans le cadre d'une relation entre une entreprise et son fournisseur).
Bi2B	Business international to Business	Désigne les relations commerciales entre une entreprise étrangère et une entreprise domestique.
B2C	Business to Consumer	Désigne les relations commerciales entre une entreprise et un non assujetti.
B2G	Business to Government	Désigne les relations commerciales entre une entreprise et les pouvoirs publics (l'administration).
Bi2G	Business international to Government	Désigne les relations commerciales entre une entreprise étrangère et les pouvoirs publics (l'administration)
BOI	Bulletin officiel des impôts	Le bulletin officiel des finances publiques - impôts (BOFiP-Impôts), anciennement bulletin officiel des impôts (BOI) regroupe dans une base unique et consolidée, l'ensemble de la doctrine fiscale opposable par le contribuable à l'administration.
CGI	Code général des impôts	Ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'assiette et au recouvrement des impôts en France.
CII	Cross Industry Invoice	Norme de structuration de données de factures.
CPRO	Chorus Pro	Opérateur public de dématérialisation des factures destinées à l'État, aux collectivités locales et aux établissements publics (obligation codifiée au code de la commande publique).
DGFIP	Direction Générale des Finances Publiques	Service public dont les missions permettent à la fois de contribuer à la solidité financière des institutions publiques et

Abréviation	Libellé complet	Définition
		de favoriser un environnement de confiance dans la société, l'économie et les territoires.
EDI	Échange de données informatisé	Échange informatique respectant un format standardisé (les données sont structurées selon des normes techniques internationales de référence), et remplaçant les échanges physiques de documents.
<i>E-invoicing</i>	Facturation électronique	Obligation pour les entreprises d'émettre des factures sous format électronique.
EN 16931	Norme européenne 16931	Norme qui définit un modèle sémantique de données pour les éléments essentiels d'une facture électronique.
<i>E-reporting</i>	Transmission sous format structuré des données de transactions	Obligation pour les entreprises de transmettre à l'administration fiscale des données de transactions (opérations B2B international et B2C) sous format électronique.
ETI	Entreprise de taille intermédiaire	Entreprise dont l'effectif est inférieur à 5 000 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 1 500 millions d'euros ou dont le total de bilan n'excède pas 2 000 millions d'euros.
GE	Grande entreprise	Entreprise qui vérifie au moins une des deux conditions suivantes : avoir au moins 5 000 salariés ; avoir plus de 1,5 milliard d'euros de chiffre d'affaires et plus de 2 milliards d'euros de total de bilan.
G2B	Government to Business	Désigne les relations commerciales entre les pouvoirs publics (l'administration) et une entreprise.
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques	Direction générale du ministère de l'Économie et des Finances ayant pour mission de collecter, analyser et diffuser des informations sur l'économie et la société française sur l'ensemble de son territoire.
MOA	Maîtrise d'ouvrage	Entité porteuse d'un besoin, définissant l'objectif d'un projet, son calendrier et le budget consacré à ce projet. Le résultat attendu du projet est la réalisation d'un produit, appelé ouvrage.
SC	Solution compatible	Opérateurs offrant des services de dématérialisation des factures mais qui ne sont pas immatriculés par l'administration. Ces opérateurs ne peuvent pas transmettre directement les factures électroniques à leurs destinataires ni transmettre de données au portail public de facturation, mais peuvent agir au nom et pour le compte de l'entreprise auprès des plateformes de leur choix (y compris Chorus Pro).
PA	Plateforme agréée	Prestataires offrant des services de dématérialisation des factures immatriculés par l'administration. Seules les plateformes agréées peuvent transmettre directement les factures électroniques à leurs destinataires et transmettre des données au portail public de facturation.
PEPPOL	Pan-European Public Procurement OnLine	Projet européen lancé en 2007 pour normaliser et simplifier les échanges électroniques entre le public et le privé.
PME	Petite et moyenne entreprise	Entreprise dont l'effectif est inférieur à 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total de bilan n'excède pas 43 millions d'euros.
PPF	Portail public de facturation	Opérateur public qui administre l'annuaire central, concentre les données de facturation, de transaction et de paiement ainsi que des informations relatives aux statuts de traitement des factures (cycle de vie) et les transmet ces données à l'administration fiscale.
SFTP	Secure File Transfert Protocol (ou SSH File Transfert Protocol)	Protocole de transfert de fichiers, type client/serveur, permettant un cryptage de l'intégralité de la connexion, y compris des mots de passe et du contenu des transferts.
SIREN	Système d'identification du répertoire des entreprises	Numéro de registre de 9 chiffres servant à identifier l'entreprise.

Abréviation	Libellé complet	Définition
SIRET	Système d'identification du répertoire des établissements	Numéro de registre de 14 chiffres (dont les 9 premiers sont ceux du numéro SIREN) identifiant chaque établissement de l'entreprise. La seconde partie, habituellement appelée NIC (Numéro Interne de Classement), se compose d'un numéro d'ordre à quatre chiffres, attribué à l'établissement et d'un chiffre de contrôle, qui permet de vérifier la validité de l'ensemble du numéro SIRET.
TPE	Très petite entreprise	Désigne les microentreprises dont le chiffre d'affaires hors taxe annuel ne dépasse pas 176 200 € si l'activité principale est la vente de biens, ou 72 600 € en cas de prestation de services.
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée	La taxe sur la valeur ajoutée est un impôt sur la consommation. Il s'agit d'un impôt indirect, c'est-à-dire qu'il n'est pas collecté directement par l'État mais par le vendeur qui le collecte et le reverse à l'État.
UBL Invoice	Universal Business Language Invoice	Norme de structuration de données de factures.
UN/CEFACT	United Nations Centre for Trade Facilitation and Electronic Business	Organisme des Nations Unies qui encourage une étroite collaboration entre les gouvernements et les entreprises afin d'assurer l'interopérabilité des échanges d'information entre les secteurs public et privé.
XML	Extensible markup language	Langage informatique personnalisable permettant de transmettre des données à l'aide de balises (c'est-à-dire à l'aide d'étiquettes qualifiant les données).

## 6 Textes de référence

Support législatif ou réglementaire	Libellé du texte de référence	Lien
Arrêté	Arrêté du 7 octobre 2022	<a href="#">Lien vers l'arrêté du 7 octobre 2022</a>
Bulletin officiel des impôts / bulletin officiel des finances publics	BOI-TVA-CHAMP-10-10-40-40	<a href="#">Lien vers le BOI</a>
	BOI BIC CHAMP 80 30	<a href="#">Lien vers le BOI</a>
	BOI-TVA-LIQ-30-20-90-20	<a href="#">Lien vers le BOI</a>
	BOI-TVA – BASE-20-40	<a href="#">Lien vers le BOI</a>
	BOI TVA BASE 20 20	<a href="#">Lien vers le BOI</a>
Code civil	Article 1590	<a href="#">Lien vers l'article 1590</a>
Code de la commande publique	Article L. 2192-5	<a href="#">Lien vers l'article L. 2192-5</a>
	Article L.2193-10	<a href="#">Lien vers l'article L.2193-10</a>
Code du commerce	Article R. 123-224	<a href="#">Lien vers l'article R. 123-224</a>
	Article A123-96	<a href="#">Lien vers l'article A123-96</a>
	Article L.123-22	<a href="#">Lien vers l'article L.123-22</a>
	Article R 123-221	<a href="#">Lien vers l'article R 123-221</a>
Code de l'environnement	Article L.541-10	<a href="#">Lien vers l'article L.541-10</a>
Code général des impôts (CGI)	Article 289 bis	<a href="#">Lien vers l'article 289 bis</a>
	Article 289	<a href="#">Lien vers l'article 289</a>
	Article 289 E	<a href="#">Lien vers l'article 289 E</a>
	Article 290	<a href="#">Lien vers l'article 290</a>
	Article 290 A.	<a href="#">Lien vers l'article 290 A.</a>
	Article 290 B.	<a href="#">Lien vers l'article 290 B.</a>
	Article 286 ter	<a href="#">Lien vers l'article 286 ter</a>
	Article 258 A	<a href="#">Lien vers l'article 258 A</a>
	Article 259 B	<a href="#">Lien vers l'article 259 B</a>
	Article 266	<a href="#">Lien vers l'article 266</a>
	Article 268	<a href="#">Lien vers l'article 268</a>
	Article 297 A	<a href="#">Lien vers l'article 297 A</a>
	Article 256 C	<a href="#">Lien vers l'article 256 C</a>
	Article 293 B	<a href="#">Lien vers l'article 293 B</a>
	Article 269	<a href="#">Lien vers l'article 269</a>
	Article 256 C	<a href="#">Lien vers l'article 256 C</a>
	Article 257 ter	<a href="#">Lien vers l'article 257 ter</a>
	Article 1788 E	<a href="#">Lien vers l'article 1788 E</a>
	Article 242 nonies A de l'annexe II	<a href="#">Lien vers l'article 242 nonies A</a>
	Article 242 nonies B de l'annexe II	<a href="#">Lien vers l'article 242 nonies B</a>
	Article 242 nonies C de l'annexe II	<a href="#">Lien vers l'article 242 nonies C</a>
	Article 41 septies D de l'annexe IV	<a href="#">Lien vers l'article 41 septies D</a>
	Article 41 septies J à M de l'annexe IV	<a href="#">Lien vers l'article 41 septies J à M</a>
	Article 41 septies N à P de l'annexe IV	<a href="#">Lien vers l'article 41 septies N à P</a>

Support législatif ou réglementaire	Libellé du texte de référence	Lien
Code monétaire et financier	Article L.313-1	<a href="#">Lien vers l'article L.313-1</a>
Décret	Décret n° 2022-1299 du 7 octobre 2022	<a href="#">Lien vers le décret n° 2022-1299</a>
	Décret n°2014-928 du 19 août 2014	<a href="#">Lien vers le décret n°2014-928</a>
	Décret n°2024-266 du 25 mars 2024	<a href="#">Lien vers le décret n°2024-266</a>
Livre des procédures fiscales	Article L.102B	<a href="#">Lien vers l'article L.102B</a>
Loi n°75-1334 du 31 décembre 1975	Article 14	<a href="#">Lien vers l'article 14</a>
Loi n°2008-776 du 4 août 2008	Article 51	<a href="#">Lien vers l'article 51</a>
Loi n°2022-1157 du 16 août 2022	Article 26	<a href="#">Lien vers l'article 26</a>
Loi n°2023-13122 du 29 décembre 2023	Article 91	<a href="#">Lien vers l'article 91</a>
Loi n°2026-103 du 19 février 2026 de finances pour 2026	Article 123	<a href="#">Lien vers la LF 2026</a>
Ordonnance (abrogée, cf. code de la commande publique supra)	Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 (transposition de la directive européenne 2014/55/UE)	-

## 7 Documentation applicable

Le tableau ci-dessous liste l'ensemble des documents externes applicables vers lesquels les présentes spécifications du PPF renvoient :

#	Document	Accès (lien)
1	Spécifications externes de Chorus Pro en application de la réforme de la facturation électronique	<a href="#">Spécifications externes : facturation à destination du secteur public   portail.chorus-pro.gouv.fr</a>
2	Spécifications externes initiales B2G/G2G de Chorus Pro – Annexe EDI	<a href="#">Portail de documentation Chorus Pro   portail.chorus-pro.gouv.fr</a>
3	Spécifications externes du portail public de facturation	<a href="#">Spécifications externes FE   impots.gouv.fr</a>
4	Norme AFNOR XP Z12_012	<a href="#">Spécifications externes FE   impots.gouv.fr</a>
	Norme AFNOR XP Z12-012 - Annexe A	
	Norme AFNOR XP Z12-012 - Annexe B	
5	Norme AFNOR XP Z12-014	<a href="#">Spécifications externes FE   impot.gouv.fr</a>
	Norme AFNOR XP Z12-014 - Annexe A	
	Norme AFNOR XP Z12-014 - Annexe B	
<u>6</u>	Communiqué de presse du 15 octobre 2024	<a href="https://presse.economie.gouv.fr/letat-accompagnera-la-generalisation-de-la-facturation-electronique-entre-entreprises/">https://presse.economie.gouv.fr/letat-accompagnera-la-generalisation-de-la-facturation-electronique-entre-entreprises/</a>
7	Présentation de la plateforme PISTE	<a href="https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/presentation-de-piste/">https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/presentation-de-piste/</a>

## 8 Contacts

Pour adresser vos questions concernant la facturation électronique et les spécifications externes, un formulaire de contact est accessible sur le site [aife.economie.gouv.fr/formulaire-de-contact-ppf](http://aife.economie.gouv.fr/formulaire-de-contact-ppf).